

ESPAGNE: LES ÉLECTIONS

notre dossier pages 11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 458 - 11 juin 1977 - prix : 3 F

URSS:
la
constitution
change
la dictature
demeure

p.24



**Querelles dans
la majorité:
la droite musclée
prépare l'avenir**



**REIMS : CONTRE LES NERVIS
DU CAPITAL
LES TRAVAILLEURS
DOIVENT
SE MOBILISER**

**AÉRONAUTIQUE: le fructueux
commerce de la mort p.17**

sommaire dans le monde

Page 7 :

- Turquie : élections et violences anti-ouvrières.
- USA : émeutes à Chicago.

Page 8 :

- Maroc : élections à l'ombre des prisons.
- Sahara Occidental : un échec cuisant pour le Maroc.

Page 10 :

- L'extrême-gauche espagnole dans les élections.

Page 24 :

- URSS : la Constitution, feuille de vigne de la dictature.

en France

Pages 4 et 5 :

- Le meurtre de Pierre Maître : contre les hommes de main du Capital, tous les travailleurs doivent se mobiliser.
- Les patrons et la droite se démarquent de l'acte pour mieux le justifier.
- La manifestation à l'appel de la LCR, l'OCT, les CCA et le PSU : de la surenchère sur la même politique réformiste.

Page 6 :

- Le chiffrage du Programme commun : un ton ferme mais des paroles creuses.

Page 9 :

- Dans l'extrême-gauche et dans sa presse.

Page 17 :

- Autour du Salon de l'Aéronautique au Bourget.

Page 18 :

- Schmid (Tours) : les travailleurs débrayent.
- Paris-Rhône (Lyon) : des grévistes condamnés en appel.

Page 19 :

- Alstom - Saint-Ouen : arrêt des débrayages.

Page 19 :

- Citroën-Aulnay : le jour même de la protestation contre le meurtre de Reims, la CFT empêche les élections.
- Strasbourg : les travailleurs de Roth Frères continuent leur grève malgré les CRS.

Page 20 :

- Fruits et légumes : démagogie pré-électorale.
- Hausse de l'essence et des péages : Barre donne l'exemple.

dossier

PAGES 11 A 16 :

ESPAGNE : LES ELECTIONS

- Une démocratie en liberté surveillée... comme les autres.
- La droite parlementaire : des franquistes reconvertis.
- Une situation économique difficile.
- Le problème des nationalités.
- La gauche dans les élections.

culture et loisirs

Page 21 :

- Livres : L'Afrique du Sud : 4 millions de Blancs, 20 millions de Noirs, de Christiaan Barnard ; L'argent des autres, de Nancy Markham ; Si les porcs avaient des ailes.

Pages 22 et 23 :

- Films : La dentellière, de Claude Goretta ; En route pour la gloire, de Hal Ashby ; Un taxi mauve ; Portrait de groupe avec dame ; Trois femmes.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DANS L'ARMÉE : violences et racisme

Un jeune appelé algérien, Amar Berchiche, après avoir écopé de soixante jours d'arrêts de rigueur pour avoir fait le mur (alors que le Code militaire n'en prévoit que trente pour un tel fait), a été victime d'injures et de provocations racistes, sauvagement passé à tabac, par ses chefs semble-t-il, au point de se retrouver à l'hôpital Begin où, peu de temps après son admission et malgré son état, un lieutenant venait le retrouver pour lui faire réintégrer la caserne. Devant ces violences ra-

cistes, inadmissibles et scandaleuses, les parents de Berchiche ont décidé de porter plainte. Ils se sont alors heurtés à un mur : il s'agit d'un problème interne à l'armée, l'affaire ne dépend que de la justice militaire, pas question donc de se porter partie civile et de toute façon, selon les autorités militaires, il n'y a aucune raison de porter plainte. Car bien sûr, celles-ci nient les injures racistes comme les violences, décrétant, en dépit des déclarations opposées de l'hôpital,

qu'Amar Berchiche était en état d'ivresse et que c'est pour l'empêcher, avec l'un de ses compagnons, de saccager la chambre que deux sergents sont intervenus.

Voilà une fois de plus l'armée à l'œuvre : à l'ombre des casernes et en toute impunité, des violences racistes odieuses sont perpétrées. Et quand les victimes ou les parents entendent les dénoncer et s'y opposer, les autorités militaires organisent le black-out et nient l'évidence.

Faut pas se gêner

Beullac, ministre du Travail, a déclaré publiquement, devant les membres du Centre des Jeunes Dirigeants : « J'ai pris le risque en octobre dernier de dire qu'il fallait parfois avoir le courage d'abandonner du personnel quand c'était nécessaire et je n'ai pas varié, même parfois contre l'avis de mes inspecteurs du travail. Mais il faut que vous sachiez que les chefs d'entreprises sont souvent eux-mêmes à l'origine de leurs difficultés, car les licenciements sont parfois rendus difficiles par des conventions collectives signées dans des périodes de plein emploi. Il faut aussi que vous sachiez que la loi fournit des possibilités beaucoup plus souples qu'on ne le croit en matière de contrat à durée déterminée et d'emploi temporaire ».

Voilà un ministre du Travail qui ne manque pas de cynisme. Mais il est vrai que, vu la popularité du gouvernement, ce n'est vraiment plus la peine de se gêner. Alors, autant parler clair pour se faire comprendre, même par le plus borné des patrons.

Nouveau : Chirac n'accepte plus le chômage !

« Le chômage n'est pas acceptable, a déclaré M. Chirac, la Constitution reconnaît le droit au travail ». Il a cependant ajouté, sans doute pour rendre plausible sa toute nouvelle préoccupation : « Il vaut mieux payer des gens à travailler que les payer presque aussi cher à ne rien faire » ; et aussi : « Au niveau où il se situe actuellement dans un pays riche comme la France, qui comporte près de 2 millions de travailleurs immigrés, le chômage n'est pas un problème insurmontable ».

Voilà un moment que Chirac n'est plus au gouvernement. Alors, un peu de démagogie ne peut pas faire de mal. La proposition crapuleuse qu'il suggère, de renvoyer les travailleurs immigrés, ne résoudrait rien, bien évidemment, et elle est de toute façon inacceptable pour le moment par le patronat. Mais qu'importe, si cela peut lui attirer les suffrages de quelques racistes bornés.

Les brigades antinuances : une nuisance de plus

Le gouvernement est en train de mettre en place les « brigades antinuances ». Il y en a actuellement vingt et une, il y en aura quarante d'ici la fin de l'année. Munies de tout un appareillage, ces brigades seront chargées d'arrêter les voitures pour mesurer la teneur en monoxyde de carbone des gaz d'échappement. Malheur à qui en émettra un peu trop ! Il devra payer.

Bien entendu, ces brigades ne dresseront de procès-verbaux ni à Renault, ni à Citroën, ni à aucun des constructeurs de moteurs d'automobiles qui les ont conçus à l'économie, sans se préoccuper si peu que ce soit d'éviter le rejet d'une quantité trop importante d'oxyde de carbone dans l'atmosphère. Elles ne dresseront pas non plus de procès-verbaux aux compagnies pétrolières qui ne se pré-

occupent guère non plus de la qualité de la combustion du carburant qu'elles vendent.

Non, elles feront payer celui qui est contraint de rouler en automobile, faute de transports en commun rapides et corrects. Ils feront payer celui qui n'a pas les moyens d'acheter une voiture neuve tous les ans. Car ce sont les voitures un peu anciennes, un peu usées qui sont les plus visées par cette mesure.

Après les péages d'autoroutes, les stationnements interdits, les parcmètres, les voitures-fourrières, les sabots de Denver, les contrôles surprises, les automobilistes devront apprendre à éviter un obstacle de plus : les « brigades antinuances ». Celles-ci ne résoudront, bien sûr, pas le problème de la pollution, mais contribueront à faire rentrer encore un peu plus d'argent dans les caisses de l'Etat.

L'ONU à la recherche d'un public crédule

Comme il se doit de la part d'un secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim vient d'envoyer un message de paix. Mais c'est un métier bien délicat que celui de secrétaire général de l'ONU : de quoi parler dans ses messages ? Du Zaïre ? De la Rhodésie ? Difficile d'aborder de tels sujets sans risquer d'effleurer les intérêts de quelques grandes puissances impérialistes, dont on a justement mission d'être le discret paravent.

Dans un premier temps, M. Waldheim avait, paraît-il, rêvé de parler de paix sur la Lune. Mais elle

est si près qu'elle pourrait bien devenir elle aussi rapidement digne d'intérêt, ne serait-ce que comme base stratégique... Et le message de l'ONU risquerait de ne pas y être plus crédible que sur Terre.

Alors de l'audace, encore de l'audace : les paroles de Kurt Waldheim partiront sur une fusée pour aller se perdre par-delà Mars, Jupiter, Saturne, au-delà même du système solaire. Certes, elles ont peu de chances d'y être entendues, mais il fallait au moins cette distance pour qu'elles aient quelques chances d'être crédibles.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Querelles dans la majorité :

LA DROITE MUSCLÉE PRÉPARE L'AVENIR

EN durcissant son attitude sur la question de l'élection du Parlement européen, le RPR de Chirac vient de faire rebondir la crise au sein de la majorité. Les partisans de Chirac, comme ceux de Giscard, déploieront sans doute maintenant des trésors d'ingéniosité, chacun pour avoir l'air de sortir vainqueur de cette nouvelle épreuve de force, tout en évitant que la crise aille jusqu'à un éclatement irrémédiable de la majorité. Comment y arriveront-ils, c'est leur affaire.

Mais, par contre, ce qui est derrière ce jeu de poker parlementaire entre Giscard-Barre d'une part, et Chirac de l'autre, nous concerne tous.

Car au-delà des rivalités intéressées, par-delà la concurrence pour les places de députés ou de ministres, la droite prépare, devant nous, notre avenir à tous.

La querelle au sein de la majorité recouvre une division du travail de fait au sein de la droite.

Les uns, les Giscard et Barre, au gouvernement, assument la gestion quotidienne de la crise au mieux des intérêts de la bourgeoisie. Ils prennent les mesures d'austérité, ils bloquent les salaires en laissant les prix grimper, ils favorisent les licenciements et organisent le chômage — en distribuant en même temps des milliards aux patrons.

Les autres, ceux qui suivent Chirac, ont choisi de laisser à d'autres la responsabilité et l'impopularité des mesures au jour le jour. Ils se permettent même de donner dans la démagogie contre le gouvernement, en l'accusant d'incapacité pour faire face à la crise.

Mais en même temps, ils parlent, ouvertement, clairement, le langage anti-ouvrier et anti-communiste de la droite musclée.

Écoutons-les donc ! Écoutons-les, sinon approuver, du moins justifier politiquement l'assassinat de Pierre Maitre, en rejetant la responsabilité du meurtre sur le climat de violence dont ils accusent les organisations ouvrières. Écoutons donc le chiraquien-patron de presse Hersant proclamer que le très conservateur quotidien le Figaro dont il vient de prendre le contrôle, était jusqu'à présent trop à gauche, voire gauchiste à son goût ! Écoutons-les reprocher à Giscard sa mollesse et même les quelques vagues réformes dont il avait pris l'initiative !

Cette droite bornée, réactionnaire, violemment anti-ouvrière et anti-communiste vise sans doute à rameuter ses troupes à l'approche des élections. Mais imaginons donc quelle serait son attitude et son langage, si l'Union de la gauche arrivait au pouvoir gouvernemental, à supposer toutefois que les prochaines élections l'y portent, ce qui n'est pas encore une certitude !

Quels que soient son toupet et sa démagogie, Chirac a du mal aujourd'hui à dégager sa responsabilité d'une politique anti-populaire dont il était longtemps directement artisan et dont il demeure aujourd'hui encore publiquement complice. Il ne peut pas capitaliser à son compte le mécontentement.

Mais demain, si d'aventure l'Union de la gauche assume les responsabilités gouvernementales ?

L'Union de la gauche, une fois au gouvernement, mènerait peut-être une autre politique que celle de la majorité actuelle. Mais ce serait toujours une politique au service de la bourgeoisie. Et parce que, en cette période de crise, il est impossible de sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie autrement qu'en s'en prenant aux classes travailleuses, ce sera demain à l'Union de la gauche d'assumer la responsabilité des mesures d'austérité, la responsabilité de mesures impopulaires. Et elle le fera, comme elle l'a fait dans le passé, chaque fois que la bourgeoisie l'a admise au gouvernement.

Mais elle prétendra le faire en notre nom, au nom de la classe ouvrière. Et il sera alors facile aux démagogues de la droite musclée à la Chirac, voire aux nervis de l'extrême-droite, de canaliser à leur profit et contre la classe ouvrière le mécontentement d'autres catégories sociales exploitées.

Alors, regardons les grandes manœuvres de la droite. Elles sont dirigées en fin de compte contre nous. Chirac et le RPR préparent l'avenir parlementaire de la droite musclée. Mais à leur ombre, sous leur protection politique, il y a les nervis patronaux, il y a les éléments humains d'une extrême-droite fasciste, qui n'attendent que l'occasion politique pour se renforcer. Et l'Union de la gauche leur préparera le terrain sur le plan politique.

Nous n'avons pas le droit de nous bercer d'illusions. L'arrivée de l'Union de la gauche ne nous déchargera pas de la nécessité de lutter, et pas seulement sur le terrain revendicatif. Elle ne nous mettra même pas en position meilleure face à la droite et face aux nervis d'extrême-droite.

Les rodomontades anti-ouvrières de la droite sonnent comme un avertissement. D'autant que, l'assassinat de Pierre Maitre le rappelle, il existe dans ce pays des hommes prêts à traduire dans les faits ces rodomontades, dès que les intérêts de la bourgeoisie l'exigeront. Alors, préparons-nous à lutter pour défendre nos revendications économiques essentielles, mais aussi pour nous défendre, pour défendre les quelques libertés et les quelques droits que nous avons. Et cela, quel que soit le gouvernement qui sortira des élections futures. Car qu'il soit de droite, qu'il soit de gauche, nous l'aurons contre nous.

Arlette LAGUILLER.

GISCARD FACE AUX LYCÉENS :

EN CULOTTE COURTE

Giscard d'Estaing en avait pris vingt-cinq d'un coup. Et pas n'importe lesquels, des triés sur le volet et de surcroît bien chambrés par le fidèle Jean-Pierre Elkabach. Ils étaient là, les lycéens de Saint-Exupéry de Lyon, mercredi soir à Antenne 2, pour servir de faire-valoir à Giscard d'Estaing.

Cette tentative de détournement de mineurs n'avait bien entendu d'autres raisons que d'essayer de décrocher quelques voix de plus aux prochaines élections. Il ne s'agissait pas de faire faire de la politique aux lycéens — ça vaudrait les foudres de M. Haby — il s'agissait seulement de

s'en servir pour aider ceux qui gouvernent à étaler leur politique. C'est tout de même pas pareil !

Cette émission dédiée « aux futurs présidents de la République française » (dixit Giscard) voulait donc donner les moyens au chef de l'Etat de répondre en toute franchise aux questions des lycéens. Et il faut dire que ces derniers en ont posé de fort judicieuses. A commencer par celle demandant à Giscard s'il pouvait « gouverner sans mentir ». Oui, a-t-il répondu. Il croit qu'il n'a jamais menti, mais ajoute « c'est un fait qu'on ne peut pas tout dire ». A part ses incertitudes sur ses mensonges, ses mensonges

par omission... et tous les autres, à commencer par la réponse faite au cours de la même émission disant : « les centrales nucléaires ne comportent aucun risque d'explosion », la franchise du président ne souffre bien entendu pas le moindre doute !

« La France est l'un des rares pays du monde où les Droits de l'homme soient intégralement respectés » a encore répondu le président de la République qui devait probablement penser au droit des CRS de matraquer les ouvriers de Roth-Frères à Strasbourg par exemple, qui avaient eu l'impudence de réclamer des moyens d'existence meilleurs.

Quant à la question d'un autre lycéen demandant « Ne sommes-nous que des chômeurs en sursis ? », si elle valut un long développement économique, ce fut quand même pour être conclue par : « Il ne faut pas prendre des engagements que l'on n'est pas assuré de tenir ».

Voilà qui sent le fin politique. Il est vrai que Giscard est plus malin qu'on le pense, car pour avoir choisi comme interlocuteur des lycéens pendant que Barre se paye Chirac, Mitterrand ou Marchais il faut un sens politique qui confine au génie.

Louis GUILBERT.

**La droite
chiracienne fait
main basse sur le
« Figaro »**

La réponse musclée publiée par Robert Hersant à la suite de la démission de Raymond Aron et de Jean d'Ormesson du **Figaro** laisse entrevoir au-delà du simple conflit entre propriétaire et rédacteurs du journal, la bataille politique entre les deux fractions de la majorité.

En accusant l'ancienne rédaction du journal d'avoir flirté avec le gauchisme — pas moins — Hersant donne le ton. Il s'agit aujourd'hui de « récupérer » le **Figaro** et d'en changer l'orientation politique, trop « libérale » à son goût — et au goût du RPR dont il fait parti.

Le « libéralisme » dont se p'aint Hersant est celui bien entendu, d'un Aron ou d'un d'Ormesson, c'est-à-dire le libéralisme conservateur proche de la droite giscardienne. De là à traiter Giscard de gauchiste...

La bataille est serrée pour les deux formations de la majorité, et si la gauche l'emporte aux élections il leur faudra sauver les meubles et défendre à tout prix leur solution propre. C'est en prévision d'une telle situation que la droite chiracienne fait main basse sur le **Figaro**. Posséder cette vénérable institution de la presse conservatrice qu'est le **Figaro**, c'est pour le RPR qui ne possède aucun organe de presse, si ce n'est le confidentiel journal **La Nation**, l'assurance de pouvoir demain s'adresser à un large public de droite.

Hersant et le RPR n'ont pas l'air de plaisanter pour imposer leur ligne. Des démissions en cascade des figures les plus marquantes de l'ancienne équipe du **Figaro** s'annoncent. L'orientation politique du journal, qui maintenait une sorte d'équilibre entre les deux fractions de la majorité, va pencher nettement pour la fraction chiracienne.

Irène BROSSARD

**Raymond Aron
chômeur ?**

Raymond Aron, directeur politique du **Figaro** vient de démissionner de ses fonctions, de même que l'académicien Jean d'Ormesson, directeur général du même journal, et quelques autres.

L'affaire n'a évidemment rien d'émouvant par elle-même, car il y a déjà des milliers de journalistes en chômage, et les deux compères ne sont pas les plus malheureux d'entre eux, loin de là. Mais voilà, Raymond Aron pleure misère, il se pose en victime du tout-puissant patron de presse Robert Hersant, qui a acheté le journal comme on achète des boîtes de conserves il y a deux ans et qui, estime Aron, a mis en cause son indépendance professionnelle de journaliste.

Pour Raymond Aron, lui qui depuis des décennies s'est fait le chantre de la « démocratie industrielle » (lisez le capitalisme), le champion de la liberté d'entreprise et le pourfendeur n° 1 du « communisme autoritaire », Robert Hersant n'est pas fair-play :

« Que la même personne veuille à la fois être propriétaire, gestionnaire d'un groupe, directeur politique du principal journal, éditorialiste de celui-ci et candidat aux élections », c'est trop !

Aron a bien du culot de se plaindre car ce qu'il reproche à Hersant, c'est tout simplement d'appliquer la règle du jeu de cette société qu'il vante tant par ailleurs : qui a l'argent a le pouvoir. Le fait d'avoir acheté le journal donne tous les droits à Hersant : celui de licencier et de mépriser les journalistes comme d'autres licencient et méprisent « leurs » ouvriers dans le textile et la métallurgie sans que Raymond Aron ait jamais rien trouvé à redire.

C'est ça votre démocratie, Monsieur Aron. Vous en êtes la victime aujourd'hui. Tant pis pour vous.

René BLIARD.

Le meurtre de Pierre Maitre

**Contre
les hommes de
main du Capital
tous les
travailleurs
doivent se
mobiliser**

Dans la nuit du 4 au 5 juin, à Reims, trois ouvriers qui formaient le piquet de grève aux Verreries Mécaniques Champenoises ont été agressés et blessés à coup de fusil. L'un d'eux est décédé des suites de ses blessures.

Les agresseurs sont connus. Il n'a fallu que quelques heures à la police, qui pourtant ne manifeste en général pas beaucoup de diligence dans les affaires de ce genre, pour retrouver et arrêter les coupables. Il faut dire qu'elle n'a pas eu à aller très loin puisqu'il s'agit de membres des commandos CFT employés par Citroën. Des spécialistes connus, en quelque sorte, des agressions anti-syndicales, anti-grévistes et anti-ouvrières.

C'est parce que ces nervis avaient été repoussés lors d'une première attaque du piquet de grève, que fous de rage, ils sont allés chercher des armes et ont fait feu sur ceux qui les avaient mis en échec une première fois.

Mais s'il est bien possible que personne n'ait ordonné directement aux brutes de la CFT rémoise de s'attaquer à coups de fusil au piquet de grève des Verreries Mécaniques Champenoises, qui donc les avaient commanditées pour une première attaque de ce piquet ? Et qui les emploie à longueur d'année pour empêcher que dans les usines Citroën les travailleurs puissent défendre leurs droits, et s'organiser ?

Si parce que ses poings ou sa matraque n'ont pas suffi, un nervi se saisit de son fusil, même sans ordre précis de ses employeurs, ou même, admettons-le pour l'instant, contre les ordres de ceux-ci, n'est-ce pas quand même parce qu'on lui a clairement inculqué que contre les travailleurs, et particulièrement contre les travailleurs en lutte pour leurs droits ils pouvaient tout se permettre.

Quand on met sur pied des milices anti-ouvrières on sélectionne, et on façonne un certain type d'hommes prêts à tout, y compris à tirer sur les ouvriers. Et si des brutes ne se rendent même plus forcément compte de ce qu'elles peuvent se permettre impunément, si elles ne voient pas les bornes que dans la situation actuelle elles ne doivent pas dépasser, ceux qui les ont recrutées, payées et organisées en commandos anti-ouvriers sont tout de même bien aussi responsables que les tueurs eux-mêmes.

La CGT et la CFDT ont appelé mardi 7 juin à cinq minutes de grève nationale. Une agression contre n'importe quel travailleur est une agression contre tous, et les travailleurs ont montré qu'ils étaient solidaires et prêts à riposter ensemble.

Mais l'attentat de Reims nous rappelle surtout qu'il existe un certain nombre d'hommes dans ce pays prêts moralement et physiquement à passer à l'attaque armée contre les travailleurs. Ils y passent peut-être aujourd'hui de leur propre initiative individuelle et non parce qu'ils en reçoivent l'ordre direct de leurs employeurs, mais peu importe. Le fait que ces hommes existent signifie justement que, à tout moment, quand ils l'estimeront nécessaire, les patrons ou l'extrême-droite peuvent passer à l'attaque systématique des grévistes ou des organisations ouvrières.

Si les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales le voulaient vraiment ils auraient les moyens de mettre aujourd'hui hors d'état de nuire les commandos anti-ouvriers que certains patrons tiennent en réserve. On connaît leurs employeurs et les usines où ils sévissent en permanence. Il serait possible en mobilisant l'ensemble des travailleurs d'exercer sur eux une pression telle qu'ils préfèrent abandonner ces activités. Il serait possible d'imposer, y compris dans les usines comme Citroën, la liberté de diffuser des tracts à la porte ou de se syndiquer.

Mais par contre laisser faire aujourd'hui à Citroën, c'est laisser se créer une menace pour tous demain. C'est bien ce que montre l'agression des Verreries Mécaniques Champenoises.



Manifestation syndicale à Reims après l'assassinat : les organisations ouvrières ne devraient pas se contenter d'organiser la protestation. Il faut mettre les commandos anti-ouvriers hors d'état de nuire. (Elie Kagan)



Devant les Verreries : rassemblement au lendemain du meurtre. (AFP)



A l'endroit de l'assassinat.

(Elie Kagan)

Les patrons et la droite se démarquent de l'acte pour mieux le justifier

Suite à l'émotion soulevée partout dans le pays, à la nouvelle de l'assassinat de Pierre Maitre, la réaction de la droite ne s'est pas fait attendre. Bien sûr, officiellement, les patrons condamnent ce crime, désavouent les assassins. Ceux-ci seront même exclus à vie de la CFT. Naturellement. Et c'est sans doute vrai que la mort de Pierre Maitre est pour eux une bavure, une erreur que ne commandait pas la situation.

Seulement derrière la condamnation officielle, pointe la justification politique. C'est ainsi que l'Union Patronale de Reims « **condamne cette agression inqualifiable et réproouve toute violence d'où qu'elle vienne** ». Cependant, c'est pour déplorer que « **depuis le 20 mars, des municipalités à dominante communiste n'aient cessé, par des visites aux entreprises, d'entretenir un climat d'insécurité** ». A les en croire, ce seraient les syndicats et le Parti Communiste qui porteraient donc la responsabilité du meurtre de Pierre Maitre.

Et les gaullistes, dans **La Lettre à la Nation** reprennent et développent l'argument : « **Il n'y a plus d'autre pouvoir à Reims qu'un contre-pouvoir. Celui-ci s'exprime par les seuls moyens à sa portée : la contrainte physique et violente. Dès lors qu'il n'est plus possible de décrocher une banderolle CGT sans risquer sa vie, un enchaînement fatal se déclenche** ».

Pour le patronat et la presse à ses ordres, un ouvrier est tué par des hommes de main des patrons, mais les responsables seraient à rechercher parmi les organisationns ouvrières.

Citroën embauche des casseurs, au vu et au su de tout le monde, ils sont armés. Ce n'est pas la première fois qu'ils vont s'attaquer aux ouvriers et à des militants. C'est même leur fonction officielle. Mais quand il y a un mort, ce serait de la faute des organisations ouvrières qui par leur simple présence créent un climat d'insécurité ! Tenons ce langage de la droite pour un avertissement !

La bourgeoisie accepte l'éventualité de la venue de la gauche au gouvernement, d'autant plus facilement d'ailleurs qu'elle sait qu'elle ne risque rien. Mais les partis de la droite se préparent dès maintenant à cette éventualité. Dès maintenant cette droite justifie et par là, encourage les nerfs au service des patrons. Qu'est-ce que ce sera sous un gouvernement d'Union de la gauche ? D'autant plus que la gauche au gouvernement ne règlera aucun problème et par là même verra grossir dans la population les mécontents contre sa politique.

Cela, il faut que les travailleurs le sachent et s'y préparent.

Jacques FONTENOY.

COLIS PIÉGÉ CONTRE " ROUGE "

Mercredi 9 juin, un colis piégé explosait à l'imprimerie de Rouge. Le camarade qui avait réceptionné ce paquet suspect de 12 kg, provenant d'un fournisseur jusque là inconnu, eut juste le temps de sauter derrière une bobine quand il entrevit une grenade : une fumée s'était d'ailleurs échappée dès que le couvercle avait été soulevé.

L'ensemble de la « machine infernale » était constituée de deux grenades, dont une seule a explosé, et de morceaux de ferraille, ce qui sans nul doute avait le pouvoir de tuer.

Selon les policiers venus sur les lieux, si les deux engins avaient explosé, ils auraient eu la capacité de faire s'écrouler le mur de l'imprimerie, ce qui aurait mis en danger de mort les militants qui travaillaient dans le local à ce moment.

Fort heureusement, il n'y eut que des dégâts matériels. Mais l'intention de tuer est évidente. De même qu'est évidente l'intention politique des auteurs de ce geste criminel : ils ont choisi de frapper au moment où le meurtre de l'ouvrier des Verreries Mé-

caniques de Reims soulevait indignation et la réaction des organisations de gauche et d'extrême-gauche.

Oui, il existe dans ce pays des groupes fascistes qui rêvent de faire taire par le meurtre toute expression des organisations révolutionnaires. Face à leurs exactions, qui ne sauraient se limiter aux organisations révolutionnaires en cas de succès, la protection mutuelle, la mise en commun des moyens de les empêcher, s'impose à l'ensemble de ceux qui se réclament de la classe ouvrière.

DIGNITÉ !

L'après-midi même de la mort de Pierre Maitre, la direction des Verreries Mécaniques Champenoises qui refusait jusqu'à présent toutes négociations et qui avait même fait envoyer la police contre les grévistes, acceptait de réintégrer les deux délégués CGT licenciés et accordait le 13^e mois. Par contre, elle refusait toutes les autres revendications des ouvriers.

Il n'en fallait pas plus pour que

les responsables CGT de l'usine s'aplatissent et usent de toute leur influence pour engager les ouvriers à reprendre immédiatement le travail ; par crainte selon leur dire que « **l'opinion ne se retourne contre les travailleurs de la verrerie** ».

Mais au moment où tous les travailleurs étaient rassemblés devant l'usine pour voter, les ouvriers du secteur de Pierre Maitre faisaient savoir que pour leur part, quels que soient les résul-

tats du vote, ils poursuivraient leur mouvement jusqu'aux obsèques de leur camarade.

Par ce geste, ils exprimaient le sentiment général des grévistes, pour qui, il était indécemment de reprendre le travail avant même que leur camarade n'ait été enterré.

Simple question de dignité !

Il aura fallu la pression et l'intervention des travailleurs pour que la CGT s'incline !

I.B.

La manifestation à l'appel de la LCR, l'OCT, les CCA et le PSU :

de la surenchère sur la même politique réformiste !

La LCR, l'OCT, les CCA (Comités Communistes pour l'Autogestion) rejoints par le PSU, ont appelé pour mercredi 9 juin à une manifestation à Paris et dans quelques autres grandes villes pour protester contre l'attentat de Reims. La LCR justifiait dans Rouge cette manifestation d'une partie de l'extrême-gauche le lendemain de la grève générale de 5 minutes à l'appel des syndicats par le fait que la protestation syndicale était insuffisante.

Le problème ne se pose pas au niveau de la forme de la riposte. On pourrait discuter longuement pour savoir ce qui, d'une grève de 5 minutes ou d'un quart d'heure ou d'une manifestation, a le plus de chance d'influencer sur la situation. Le problème est politique.

Il est dérisoire de penser qu'une manifestation dont l'initiative revient à une partie de l'extrême-gauche aura plus d'impact qu'une grève qui permet à l'ensemble de la classe ouvrière d'exprimer ses sentiments et qui l'a effectivement permis.

Certes, la protestation des syndicats était insuffisante, mais pas dans le choix qu'ils avaient fait d'une grève symbolique au lieu

d'une manifestation, mais dans les objectifs qu'ils définissaient à cette grève.

Les organisations syndicales ne veulent pas, en effet, mobiliser la classe ouvrière au-delà de la protestation. Elles refusent de proposer les moyens qui permettront à la classe ouvrière de mettre au pas les milices patronales et les nerfs contre la classe ouvrière. Elles se cantonnent peureusement dans la dénonciation de la provocation qui risquerait, selon elles, de faire perdre les élections à la gauche. Comme si les élections régleraient les problèmes, et en particulier celui de la violence anti-ouvrière !

La LCR proposait-elle donc, par cette manifestation, d'autres objectifs politiques à la minorité de travailleurs qui « en veulent plus » et ne sont pas satisfaits de la politique des grandes organisations ouvrières ? Le principal mot d'ordre de la manifestation de mercredi était la « dissolution de la CFT », des SAC et des milices patronales. A qui le demandent-ils donc ? Au gouvernement ?

Même si Rouge s'en défend et prétend qu'il ne compte pas sur le gouvernement, c'est à ce dernier qu'il s'adresse puisqu'il ne

propose qu'une mesure — légale — qui dépend de ce gouvernement.

En un mot, il s'agissait exactement des mêmes revendications que celles que les syndicats faisaient signer en pétitions et porter en délégations auprès des préfetures la veille.

La « dissolution de la CFT » est une vieille revendication chère à la CGT. Il est d'abord assez stupide de prendre la CFT en général pour une organisation fasciste. Dans bien des entreprises, la CFT n'est qu'un syndicat réactionnaire et corporatiste. Mais il est vrai que l'étiquette CFT sert bien des fois de couverture à des nerfs patronaux. Il est d'autant plus ridicule de demander la disparition légale de l'étiquette. Alors que les bandes armées existent justement autrement que sur le plan légal. Et les manifestations de rue à l'appel de la LCR, l'OCT et le PSU obtiendraient-elles la dissolution de la CFT que les travailleurs seraient bien avancés et les nerfs toujours à leurs postes ! Et il est pour le moins curieux que des organisations d'extrême-gauche entretiennent ce crétinisme légal en perdant une bonne occasion d'en laisser le

privilège aux réformistes.

Si la LCR, en appelant à cette manifestation, s'est adressée aux travailleurs les plus conscients, c'est pour leur proposer exactement les mêmes objectifs que ceux des organisations réformistes. Et, en cela, elle pratique une politique irresponsable en faisant croire aux travailleurs les plus combattifs qu'il suffit d'être « plus dur » sur le terrain des gestes de protestations pour infléchir la politique des organisations traditionnelles. Cela offre peut-être un exutoire à la combativité de certains d'entre eux mais cela traduit aussi le refus de la LCR de leur donner des perspectives politiques plus claires.

Ce point n'est pas secondaire. Il ne suffit pas de se substituer aux grandes organisations ouvrières en offrant uniquement une autre forme de protestation sans même que l'initiative de l'extrême-gauche, minoritaire, permette aux travailleurs d'exprimer quelque chose qu'ils ne pourraient pas exprimer différemment. C'est simplement de la surenchère, sans aucune portée politique. En s'y livrant, la LCR contribue à faire accréder l'idée que la manifestation est une forme

privilegiée de lutte contre le fascisme ; elle contribue en même temps à laisser croire que l'extrême-gauche isolée peut prendre en charge le combat contre le fascisme ou les milices, en lieu et place des travailleurs. C'est une attitude qui contrairement aux apparences est démobilisatrice.

En fait, la LCR, comme l'OCT d'ailleurs, pour ne pas parler du PSU, montrent en cette occasion qu'ils manifestent plus aisément leur radicalisme dans des protestations de rue qui ne changent rien politiquement que leur capacité à s'opposer à l'Union de la gauche sur le terrain politique. Et à notre sens, il n'y a pas de politique plus illusoire que celle qui consiste à allier le radicalisme dans les « actions » à l'opportunisme politique. Or, à elle seule, cette dernière manifestation juxtaposait la surenchère dans la protestation par rapport aux organisations traditionnelles, aux revendications réformistes les plus plates. Et cela ne représente pas la politique la plus responsable de la part d'organisations qui se disent révolutionnaires.

Huguette CHEVIREAU.

Le "chiffrage" du Programme commun un ton ferme mais des paroles creuses

Les discussions sur la réactualisation du Programme commun sont le prétexte à des articles quotidiens d'un ton très ferme dans l'Humanité et à des discours non moins fermes des dirigeants du Parti Communiste.

« Il faut dire aujourd'hui ce que nous ferons demain dans tous les domaines, et le faire, et non pas rester dans le vague pour garder les mains libres. C'est pour les travailleurs une garantie indispensable s'il ne veulent pas laisser demain trop de champ aux pressions, aux reculs et en définitive aux désillusions. » C'est en ces termes catégoriques que Georges Marchais s'adresse aux élus communistes à Nanterre le 6 juin dernier.

Voilà qui est fort bien. Malheureusement, la seule chose que le PC trouve à dire et à répéter sur tous les tons aux travailleurs, c'est qu'il faut « chiffrer le Programme commun », qu'il faut dire, écrire noir sur blanc ce que ça coûtera à l'Etat, poste par poste. C'est un véritable leitmotiv sous la plume et dans la bouche des responsables du PC, qui reprochent implicitement au Parti Socialiste de chercher à « rester dans le flou ». Mais ces vitupérations servent à jeter de la poudre aux yeux, alors que le débat de fond est esquivé.

Car revendiquer le chiffrage du Programme commun ne constitue pas en soi un programme. Et Georges Marchais a beau faire semblant de s'inquiéter de la « minceur des propositions du Parti Socialiste », il ne dit au fond rien de plus que le Parti Socialiste.

Francette Lazare, dans l'Humanité du 7 juin, reprend d'ailleurs à son compte la déclaration de Rocard « Il ne faut pas créer dans l'opinion des illusions trompeuses » et insiste sur la nécessité de chiffrer tout de suite le Programme commun, pour que les travailleurs ne soient pas déçus. D'ailleurs elle précise bien encore une fois que le Parti Communiste est « loin de promettre, tout de suite, tout à tout le monde ».

Alors c'est bien une mauvaise querelle que le Parti Communiste cherche au Parti Socialiste. Car les compères sont au fond bien d'accord. Mais cette querelle lui permet, sans rien promettre de plus que le Parti Socialiste, d'apparaître aux yeux des travailleurs comme plus radical. Il se donne l'image de celui qui surveille de près le Parti Socialiste, qui fait pression, qui défend les intérêts des travailleurs au sein de l'Union de la gauche. Et cela lui est indispensable pour tenter de faire meilleure figure que le Parti So-

cialiste dans la prochaine compétition électorale.

Le Parti Communiste s'oppose en rival au Parti Socialiste. Mais si c'était pour mieux défendre les travailleurs, il ne discuterait pas du « chiffrage » du Programme commun. Car les travailleurs se moquent bien — et à juste titre — de savoir ce qu'il coûtera à l'Etat. Ce qu'ils veulent savoir, c'est ce qu'il va leur rapporter à eux. Mais le Parti Communiste dirait clai-

rement que ce qu'il faut absolument mettre dans le Programme commun, c'est l'interdiction de tout licenciement, l'échelle mobile des salaires, 2.500 F minimum, 500 F d'augmentation pour tous, etc.

Voilà les chiffres qui intéressent les travailleurs ! Mais de ceux-là, ni le Parti Communiste ni le Parti Socialiste ne parlent.

Dominique CHABLIS.



Si de temps en temps, le ton monte entre eux, ce n'est jamais l'intérêt des travailleurs qui est en cause...

Edmond Maire : des propos rassurants à l'intention de la bourgeoisie

A la veille de la réunion du conseil national de la CFDT, Edmond Maire a accordé une interview au Figaro.

En ces temps de surenchère pré-électorale, les dirigeants de la CFDT ont visiblement tenu à rappeler à la bourgeoisie qu'ils existent, qu'ils ont un pied dans la classe ouvrière et qu'ils sont même capables de contrer la CGT.

Et Edmond Maire de discourir sur la nécessité d'un « syndicalisme majeur et indépendant », sur la « force de la CFDT au-delà de son million soixante six mille adhérents » et sur le fait qu'aujourd'hui le rapport de forces entre le PC et le PS a changé.

Edmond Maire s'efforce aussi de rassurer les lecteurs du Figaro « comme confédération, nous avons appelé à deux grèves générales en un an. Ce n'est pas énorme ». C'est le moins qu'on puisse dire car il s'agit évidemment de deux grèves générales de 24 heures.

Maire se justifie quand même : « le changement ne tombera pas tout cuit du ciel ». Alors, « face au plan Barre » il faut opposer « le harcèlement, pour obtenir des résultats, créer des emplois, défendre le pouvoir d'achat ». C'est dire en clair que la CFDT se limitera à des actions secteurs par secteurs, des journées nationales d'action et autres mini-débrayages, une tactique que l'on ne connaît que trop et qui harcèle au moins autant les travailleurs que les patrons.

Et Maire de finir son interview en pleurnichant : « Pourquoi le gouvernement continue-t-il à refuser la négociation ? ». Et pourquoi donc le gouvernement négocierait-il avec des dirigeants syndicaux qui passent leur temps à expliquer aux bourgeois qu'ils n'ont rien à craindre car eux sont bien décidés à ne pas organiser la lutte des travailleurs.

Michèle DUCHENE.

Quand Rocard avertit les travailleurs

Depuis qu'il a rallié l'Union de la gauche, Rocard semble être mandaté spécialement pour dire tout crûment aux travailleurs qu'ils ne doivent pas trop attendre de la venue de la gauche au gouvernement. Ne vient-il pas de déclarer dimanche 5 juin, à la fête de l'Unité, dans la banlieue de Limoges : « La gauche ne compte pas sur les capitalistes à son arrivée au pouvoir en 1978. La gauche sait que l'essentiel des capitaux seront déjà partis hors des frontières et elle se prépare à cette échéance ». Et pour ceux qui n'auraient pas très bien compris où il voulait en venir et qui garderaient des illusions, il poursuit : « Il ne faut pas créer

dans l'opinion des illusions trompeuses (...) l'héritage de la droite sera si grave qu'il nous faudra établir un plan avec des échéances à moyen et à long terme ». Et il conclut : « Nous savons pouvoir compter sur les travailleurs (sic), et la nationalisation du crédit nous permettra de réinjecter le sang économique là où ce sera nécessaire ».

Nous voilà tous avertis. Non seulement un gouvernement de gauche n'améliorera pas notre sort mais, en plus, il nous demandera de relever l'économie nationale, c'est-à-dire de travailler encore plus.

Joëlle GERARD.

Face à face Sanguinetti-Baillot sur l'armée : les compères

Lundi 6 juin, avait lieu sur la deuxième chaîne, l'émission L'huile sur le feu, animée par Philippe Bouvard, qui opposait Alexandre Sanguinetti à Louis Baillot, député PCF, responsable pour ce parti des questions militaires. Le sujet abordé était celui de l'armement.

Alexandre Sanguinetti a fait, comme on pouvait s'y attendre, un plaidoyer en faveur de l'armée professionnelle sans suppression du contingent ainsi que de l'arme nucléaire, déplorant au passage la mentalité de ces appelés « qui se marient et font un gosse, exprès pour ne pas aller au service », et mettant en cause la

« démente » d'un règlement qui vide les casernes du vendredi au lundi !

Quant à Louis Baillot, on n'espérait certes pas qu'il professe des positions antimilitaristes au nom du PCF. Mais ses interventions n'avaient vraiment rien à envier à celles de Sanguinetti, franc et fier réactionnaire.

Louis Baillot a tour à tour déclaré qu'il désapprouvait les exemptions trop généreusement accordées, qu'il n'était pas pour un service militaire raccourci et que « la proposition de 6 mois de service contenue dans le Programme commun n'était pas celle du PCF ».

Finalement, la seule originalité de Bail-

lot par rapport à Sanguinetti consistait à argumenter en faveur d'une « meilleure utilisation des arsenaux et des manufactures d'Etat ».

Quant au reste, le plus profond accord semblait unir les deux protagonistes.

Le PCF ayant récemment opté pour l'arme nucléaire, Baillot s'est contenté de pousser quelques cocoricos dérisoires du genre : « Il faut absolument que les fusées Pluton restent sur le territoire français ». Ou encore, à Sanguinetti : « J'espère que vous ne souhaitez pas que l'Allemagne ait l'arme nucléaire ? ».

Même sur le problème des libertés des soldats, Baillot s'est empressé d'affirmer

que le PCF n'était pas partisan d'un syndicat des soldats, mais seulement de « la mise en place d'une série de structures permettant aux soldats de discuter de leurs problèmes avec leurs officiers ».

Et il s'est même cru tenu d'ajouter, en ce qui concernait les objecteurs de conscience, qu'il fallait « trouver le moyen de leur faire faire autre chose, puisqu'ils refusent de porter les armes ». Le ramassage des ordures en période de grève, peut-être ?

Autrement dit, un débat entre deux compères et non entre deux adversaires.

M.D.

Turquie

Elections et violences anti-ouvrières

Bien que les résultats définitifs des élections en Turquie ne soient pas encore publiés, on sait déjà que l'opposition de Ecevit n'est pas loin de la majorité, à condition que quelques indépendants passent de son côté. Mais, même si un gouvernement Ecevit remplace l'actuel gouvernement Demirel (dont le vice-président est le chef de l'extrême-droite fasciste), cela ne changera probablement pas grand-chose à la situation en Turquie, ni même à la politique suivie par le gouvernement turc.

Car Bülent Ecevit, qui se revendique de la social-démocratie, qui bénéficie du soutien de la grande centrale syndicale Disk, n'est qu'un politicien bourgeois dont la politique se démarque mal de celle de son concurrent Demirel. C'est sous sa responsabilité, alors qu'il était au gouvernement en 1974, que l'armée déclencha l'attaque contre Chypre.

Le petit jeu de l'alternance des politiciens bourgeois va peut-être encore continuer quelque temps. Jusqu'à temps, en tous les cas, que l'armée qui, en Turquie, ne reste même pas dans les coulisses pour surveiller le jeu des partis, décide d'y mettre fin.

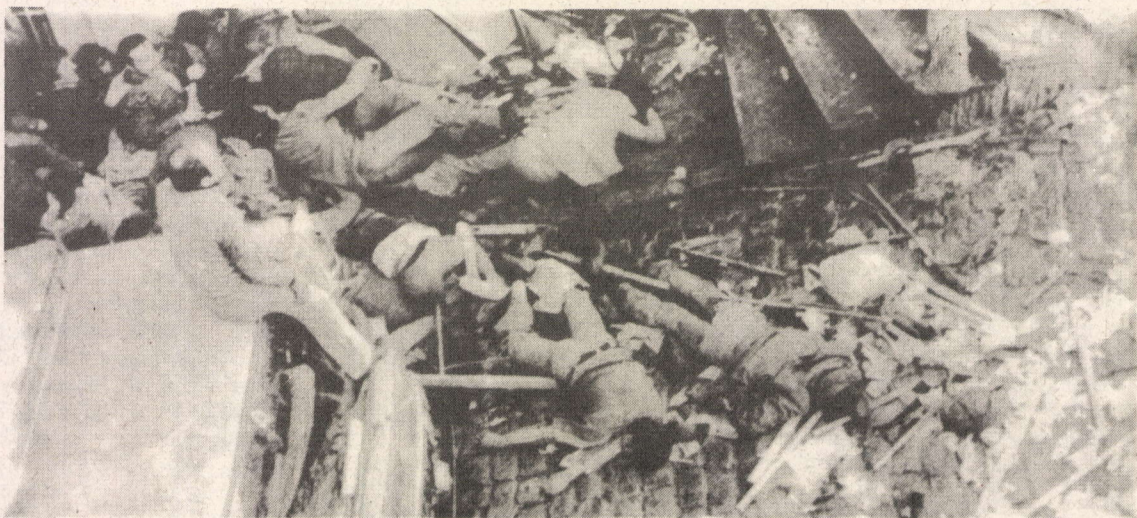
Cependant que les politiciens spéculent, supputent leurs éventuelles chances, s'échangent les

députés qui changent de bord et d'étiquette selon le sens du vent, c'est-à-dire en fonction du parti qui propose la meilleure soupe, la situation s'aggrave en Turquie, principalement pour les classes travailleuses.

Dans ce pays où les quelques dehors parlementaires cachent à peine une dictature de fait, où le Parti Communiste est interdit, on assiste à la montée d'organisations de l'extrême-droite nationaliste, à un renforcement de la terreur policière avec l'approfondissement de la crise. Crise qui se manifeste par la montée du chômage : trois millions de chômeurs pour ce petit pays et une inflation de 35 % en 1976.

Et depuis la venue au poste de vice-président du Conseil de Turkes, le chef du parti fasciste, les attaques de bandes fascistes se sont multipliées contre la classe ouvrière. C'est systématiquement qu'ils s'attaquent aux piquets de grève aux portes des entreprises, aux manifestations syndicales, comme encore le Premier mai dernier, aux étudiants contestataires. En un an, ce sont plusieurs centaines d'opposants, grévistes, syndicalistes qui ont été ainsi assassinés par les bandes fascistes.

Et ces élections reflètent donc, même si c'est d'une façon défor-



1^{er} Mai 1977 à Istanbul, lors de la manifestation syndicale, une provocation policière déclenche une fusillade dans la foule faisant trente-quatre morts. (UPI)

mée, cette situation tendue. C'est le parti d'opposition qui bénéficie des suffrages populaires, mais aussi l'extrême-droite, les voix des fascistes étant multipliées par cinq.

Mais ces élections ne peuvent, de façon certaine, régler aucun des problèmes posés par la situation actuelle. Peut-être changeront-elles l'équipe gouvernementale au pouvoir, et encore pas nécessairement. Mais la nouvelle équipe, quelle qu'elle soit,

restera sous la haute surveillance de l'armée, toujours prête à intervenir.

Et le drame pour la classe ouvrière turque, qui a pourtant fait preuve de sa combativité et n'hésite pas à se battre malgré une répression souvent féroce, c'est qu'aucune organisation ne dirige ses combats ni ne lui offre de réelles perspectives. Les grandes organisations syndicales se rallient publiquement à Ecevit. Les principaux courants opposi-

te, s'alignent eux aussi d'une façon ou d'une autre derrière la politique d'Ecevit, présentée comme la solution du moindre mal. Mais ce n'est pas ce soutien qui fera d'Ecevit autre chose que le politicien bourgeois qu'il est. Au cas où il formerait le gouvernement, il continuera à faire payer la crise aux couches populaires et ne pourra ni ne voudra s'opposer à la progression des bandes fascistes.

Cécile BERNIER.

USA

Émeutes à Chicago

Deux morts, plus de 130 blessés, c'est le bilan des affrontements de samedi 4 et dimanche 5 juin entre la police et des manifestants porto-ricains à Chicago.

C'est la brutalité de la police qui a provoqué les affrontements qui ont duré plusieurs heures. En effet elle n'avait pas hésité à tirer dans la foule à la fin d'une manifestation pour l'indépendance de Porto-Rico, sous prétexte que « des coups de feu auraient été échangés entre membres de bandes rivales ».

Ces incidents et leur violence témoignent de la colère des Porto-Ricains installés aux Etats-Unis.

Porto-Rico, île des Antilles, a été annexée par les Etats-Unis à

la fin du siècle dernier. Devenue colonie, elle a servi de réservoir de main-d'œuvre pour les grandes métropoles américaines. Pendant longtemps l'espoir d'être un jour totalement intégrée et assimilée par les Etats-Unis pouvait créer des illusions.

Mais les illusions sur la participation à l'opulence américaine ne pouvaient pas durer. Ceux qui ont quitté Porto-Rico pour aller travailler dans les grandes villes industrielles américaines sont en butte au mépris raciste de la population blanche, parqués dans des quartiers misérables, destinés aux emplois les moins rétribués, les plus pénibles, si ce n'est au chômage. Ils sont aussi en butte à la violence d'une police raciste.

Et, avec la crise, ils sont les premiers touchés, les premiers chassés de leur emploi.

Quant à ceux qui sont restés à Porto-Rico, ils ne sont pas mieux lotis. Quelle que soit l'évolution du statut juridique de Porto-Rico vers l'intégration, l'île demeure une colonie sous-développée et exploitée. Le sentiment d'oppression nationale et raciale comme le sentiment d'oppression sociale se concrétisent donc tout naturellement dans la revendication d'indépendance nationale.

C'est pour cette revendication que se sont battus ceux de Chicago. Et c'est une revendication légitime.

Michel DECAEN.

Brésil

Cinq cents étudiants arrêtés

Samedi, au Brésil, cinq cents étudiants ont été arrêtés à Belo-Horizonte, alors qu'ils participaient à une réunion nationale des étudiants.

Depuis les premiers jours de mai, des milliers d'étudiants ont manifesté dans les rues, dans plusieurs villes. Ils exigent la libération des huit ouvriers et étudiants emprisonnés quelques jours avant le Premier mai. Ils revendiquent l'amnistie générale pour tous les prisonniers, les bannis et les exilés politiques, les libertés politiques démocratiques et la liberté d'organisation et de manifestation pour les travailleurs et tous les opprimés.

La dictature militaire compte sur la répression pour faire taire les étudiants. Rien ne prouve qu'elle n'aboutira pas à amplifier la contestation.

Jacques FONTENOY

Chine

Grèves à Nanchang et avertissements du gouvernement aux travailleurs

Selon les informations fournies par les autorités chinoises, une grande usine de tracteurs de Nanchang, capitale provinciale du Kiangsi, aurait été en grève totale pendant près de deux ans. Des affrontements, la séquestration des directeurs et divers incidents auraient eu lieu dans cette usine, tandis que des faits similaires se seraient déroulés dans d'autres usines de la région. Toujours selon le communiqué officiel, les raisons d'une telle situation tien-

draient en quelques mots : les ouvriers grévistes auraient été « dupés » par « la bande des quatre » avec à sa tête Chiang Ching, veuve de Mao. Voilà le diable et son train encore de la partie !

Mais, l'objectivité n'étant guère le propre des autorités chinoises, surtout lorsqu'il s'agit d'événements chinois, ces informations restent sujettes à caution. Et l'on ne saura probablement jamais si cette grève a vraiment duré deux ans, ni quelle fut l'ampleur « des

incidents et des bagarres » qui se déroulèrent entre 1974, 1975 et 1976 dans l'enceinte de l'usine comme dans la région, ni si elle s'est effectivement déroulée à Nanchang, ni même si elle a seulement eu lieu. Néanmoins, la façon dont les autorités chinoises insistent avec force détails, rassurées et semble-t-il montent en épingle une telle grève, dont ils affirment par ailleurs qu'elle toucha « un petit nombre d'ouvriers », témoigne que, réelle ou imaginai-

re, cette grève doit leur servir pour faire un exemple et une démonstration.

Ce n'est pas pour rien que le communiqué fait dire à un ouvrier qu'en 1974 « nous avions un enthousiasme sans borne et la production marchait à plein », quand les voyous grévistes tentèrent de saboter l'entreprise. De même, quand le communiqué précise que la situation actuelle est en voie de redressement et que seuls « les hooligans, les droitiers, les an-

ciens paysans riches et les voyous de toute espèce » opposent encore une résistance.

A tort ou à raison, les autorités chinoises s'inquiètent des travailleurs. Le récit des événements de Nanchang, quel que soit son fond de vérité, tient lieu d'avertissement et d'intimidation, et confirme du même coup la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement chinois.

Lucienne PLAIN.

MAROC

Élections à l'ombre des prisons

Les élections qui ont eu lieu au Maroc le 3 juin se sont terminées par la victoire des candidats « Indépendants ». Sur les 176 sièges à pourvoir, ces listes en ont obtenu 81. Avec trois autres formations proches du gouvernement, les inconditionnels du roi totalisent 114 sièges. L'Istiqlal, qui se proclame « nationaliste », en a 45 et l'Union Socialiste des Forces Populaires, fondée par Medhi Ben Barka, assassiné par les services d'Hassan II, enlève 16 sièges. Un député du Parti du Progrès, couverture du PC, a même été élu à Casablanca.

Un tiers de la Chambre reste

encore à élire par des assemblées locales et professionnelles, où le Parti Indépendant est fortement représenté. Ce qui augmentera encore la majorité royale. Mais les partis dits d'opposition seront probablement plus représentés dans le nouveau Parlement que dans l'ancien. Et l'on pourra dire que ce résultat reflète dans une certaine mesure l'expression du mécontentement et de l'hostilité vis-à-vis du régime d'Hassan II.

Ce n'est pas dans ce but que ces partis ont été autorisés à jouer le jeu électoral. Hassan II voulait s'offrir le luxe d'une façade démocratique par la grâce

du suffrage universel. Et si les partis d'opposition étaient présents, c'était pour cautionner la mascarade.

Le roi du Maroc avait tout intérêt à ces élections et c'est lui qui les a préparées. Il peut ainsi se présenter, à l'extérieur notamment, comme un monarque éclairé. Et à en juger par les réactions de la presse française qui, du *Figaro* au *Monde*, félicite le souverain, il a réussi dans une entreprise où il ne courait aucun risque. Les partis qu'il affrontait ne sont que « l'opposition de Sa Majesté ». Une « Majesté » sanguinaire à l'égard d'une population privée de tout

droit démocratique réel, comme elle est sanguinaire contre les partis d'opposition eux-mêmes, dont les militants connaissent la prison, la torture, l'assassinat politique, en période électorale comme en temps ordinaire.

Mais il faut croire qu'ils préfèrent encore, pour le prix de quelques strapontins dans un Parlement sans pouvoir, se prêter au jeu qui fera passer le régime marocain pour démocratique plutôt que de lutter réellement contre la dictature au Maroc. Ils n'avaient d'ailleurs pas attendu les élections pour faire allégeance au roi et réaliser l'union sacrée lors de la crise du Sahara

occidental. Ce fut le cas y compris du Parti Communiste Marocain. L'Istiqlal et l'USFP avaient reçu en acompte, à l'époque, chacun un siège honorifique de ministre d'Etat dans le cabinet royal. Les dernières élections passent donc pour le reliquat payé à l'opposition pour la souplesse et la platitude dont elle a su faire preuve à l'égard du seigneur et maître qui la tyrannise.

Ces élections, pas plus qu'aucune autre, ne changeront rien à la vie misérable de la population laborieuse marocaine, ni au système corrompu et sanglant qui assure son exploitation.

Guy FICHET.

Sahara Occidental

Un échec cuisant pour le Maroc à Bou-Craa



Guérilleros sahraouis : ni l'armée mauritanienne, ni l'armée marocaine n'en viennent à bout.

Il y a un mois, le Front Polisario, qui lutte pour l'indépendance du Sahara Occidental (territoire partagé entre la Mauritanie et le Maroc depuis le retrait en 1975 des occupants espagnols), lançait une attaque spectaculaire et réussie contre le centre minier de Zouérate. Zouérate est situé en Mauritanie et la Mauritanie, s'étaient empressés de dire les commentateurs, est incapable de mener la lutte contre les guérilleros sahraouis. C'est ce qu'on entendait entre autres du côté du gouvernement marocain, qui prétend pouvoir maintenir sa domination sur l'autre moitié du Sahara Occidental.

Mais voilà que fin mai, le Front Polisario renouvelle l'opération de Zouérate, cette fois sur

les mines de Bou-Craa, situées dans la zone occupée par le Maroc. Trente-sept soldats marocains de la base militaire de Bou-Craa auraient péri dans l'attaque ; des camions militaires et des pièces d'artillerie marocaines ont été détruites par les guérilleros.

Le gouvernement marocain nie l'évidence et dément qu'une attaque ait eu lieu à Bou-Craa. Cependant, les 129 techniciens espagnols qui travaillaient dans ce centre minier se sont fait évacuer d'urgence sur les Baléares. Car les succès du Polisario à Zouérate puis à Bou-Craa démontrent à l'opinion mondiale que ni la Mauritanie ni même le Maroc ne peuvent sérieusement entraver la lutte du peuple sahraoui pour sa liberté.

Le roi du Maroc peut fanfaron-

ner et prétendre que les attaques du Polisario sont seulement le fait d'infiltrations algériennes, ou que le raid de Bou-Craa n'est que pure fiction. Mais les soldats qui devaient protéger Bou-Craa sont morts et les techniciens espagnols dont le Maroc devait assurer la sécurité préfèrent s'enfuir au plus vite.

Il faut croire que la lutte du Polisario est bien moins minoritaire que ne prétendent le Maroc et la Mauritanie, et que la cause qu'il défend rencontre au Sahara Occidental l'approbation et le soutien de la population. Contre cela, les troupes d'Ould Daddah et de Hassan II se montrent bien incapables de combattre. Et il faudra bien qu'un jour elles se retirent.

Hélène DURY.

Afrique du Sud

Démission du conseil de la ville de Soweto

Un an après la révolte des Noirs de Soweto, en Afrique du Sud, tout n'est pas « rentré dans l'ordre ». Vendredi 3 juin, les membres du conseil de la ville, l'Urban Bantu Council, ont annoncé leur démission.

Sorte de conseil municipal, mis en place par les autorités pour être à la tête de cette « township » où plus d'un million de Noirs vivent parqués, le conseil de la ville n'a que très peu de pouvoirs et était composé de gens

acceptant le régime et le système de l'Apartheid.

Pourtant, depuis des mois, l'organisation des étudiants de Soweto, le SSRC (Soweto Student Representative Council), leur demandait de démissionner, en signe de protestation contre le régime après la répression contre les émeutes de Soweto. Soumis vraisemblablement à des pressions de la part des autorités, le conseil de Soweto s'était jusqu'à présent refusé à le faire.

Il faut croire que, près d'un an après les émeutes de Soweto, l'agitation n'est toujours pas retombée dans la ville et que les lycéens et les étudiants, autrement dit les éléments les plus radicaux, bénéficient de la sympathie et du soutien de l'ensemble de la population noire. Et c'est cela, plus que la pression directe des étudiants, qui a poussé les conseillers à annoncer leur démission.

Hommes modérés, acceptant jusque-là de cautionner le gouvernement central de Pretoria, mais pris entre deux feux, ils ont finalement cédé à la pression la plus forte.

Marianne LAMIRAL.



Au premier plan, Soweto. La pression de la population noire est suffisante pour que les modérés rompent avec Johannesburg. (Norma)

Mali

Les étudiants et les lycéens font reculer le régime dictatorial de Moussa Traoré

D'importantes manifestations de la jeunesse scolarisée ont éclaté au Mali les 9 et 18 mai. Elles ont obligé le gouvernement militaire de Moussa Traoré à libérer Boniface Diarra, un étudiant arrêté à la suite d'une autre grève des élèves.

A l'origine de cette vague de manifestations, il y a un certain nombre de revendications propres aux milieux scolarisés. Les étudiants n'ont pas voulu accepter certaines mesures de sélection. Mais ce mouvement a pris un caractère d'autant plus explosif que, dans ce pays de dictature, la contestation est nécessairement violente.

Le Mali du Comité militaire est l'une des dictatures les plus féroces de l'ex-Afrique Occidentale Française. Depuis 1968, nombre d'opposants ont péri dans les mines de sel ou dans la prison de Kidal, en plein Sahara. La dernière victime est Modibo Keita, le chef d'Etat renversé lors du putsch des militaires actuellement au pouvoir, mort en prison. En mars

1977 encore, un des responsables du parti de Keita, Mamadou Diarra a succombé lui aussi dans la même prison. Arrestations et tortures se succèdent.

Et la dictature sur la population est à la mesure : dans la plus grande misère, réduite au chômage, ne vivant que des mandats de ceux qui partent travailler en France, elle est étroitement surveillée. A travers les fonctionnaires, les syndicats obligatoires et le parti unique, c'est tout un réseau de mouchardage que les militaires ont établi à travers le pays.

La grande presse française et les officiels ne semblent pas gênés par ce régime odieux et le traitent avec respect. Giscard lui rend visite à l'occasion. On lui décerne le titre d'« Etat modéré ». Pourtant il ne vaut pas plus cher que celui d'Amin Dada. Mais Amin Dada est un dictateur qui fait des pieds de nez à l'impérialisme. Moussa Traoré est tout aussi sanglant, mais il est plus présentable. Alors, on tait ses exactions.

Gaston DEVEAU.

dans l'extrême-gauche et dans sa presse

lu avec intérêt... lu avec intérêt

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

MARCHE
NOUVEAU
1976

« ROUGE »
NE DOIT PAS
MOURIR

Depuis quinze jours, Rouge consacre une page par jour pour sensibiliser ses militants sur la situation du journal qui a des échéances financières difficiles à traverser...

Le point sur la campagne.

« Le bureau politique de la LCR a appelé les membres de la LCR, les sympathisants et les lecteurs à se mobiliser pour que Rouge ne meure pas: il nous faut 80 millions fin juin, 150 d'ici la fin de l'année.

Une semaine après l'appel où en est-on ? (...) La campagne semble assez bien partie : c'est 6.000 F de souscription par jour qui sont collectés, plus 15.000 F de prêts. Au total c'est donc 20.000 F, deux millions anciens, qui rentrent tous les jours depuis 3 jours. Or la campagne, lancée il y a

une semaine à peine, n'a pas encore atteint son plein rendement : même si la mobilisation a démarré immédiatement, ce qui n'est pas forcément toujours le cas, il faut plusieurs jours pour que l'argent collecté soit centralisé. Dans ces conditions, 20.000 F par jour après une semaine est un bon résultat : par comparaison pour la campagne « Objectif 77 » de l'automne dernier, les rentrées étaient de 2.600 F la première semaine, et elles sont passées à 7.600 F la seconde puis 8.000 F la troisième.

Or, pour atteindre les 80 millions fin juin, il faut arriver à un rythme de croisière de 25.000 F par jour en moyenne : nous n'en sommes pas très loin, et c'est bien l'indice de ce que l'objectif fixé n'a rien d'irréaliste. »

INFORMATIONS OUVRIERES 732

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

IL FAUT
SAUVER
RIEZNIK

Informations Ouvrières fait état de la disparition en Argentine d'un militant proche de leur tendance.

« Notre camarade Pablo Rieznik, secrétaire national de l'UJS d'Argentine (Union des jeunes pour le socialisme), organisation dissoute par le gouvernement militaire du général Videla, a été enlevé le 25 mai à Buenos-Aires.

Depuis, on est sans nouvelles de lui.

Il est en danger de mort. Chaque heure compte pour

sauver la vie de ce jeune militant, connu comme l'un des responsables, membre du comité exécutif de la Fédération universitaire argentine.

C'est le gouvernement Videla qui est responsable du sort de Rieznik.

Il faut sans attendre, par l'envoi de télégrammes, l'organisation de délégations à l'ambassade d'Argentine à Paris (6, rue de Cimarosa, Paris), demander au gouvernement argentin qu'il prenne toutes mesures pour que Pablo Rieznik soit retrouvé, que cesse sa séquestration illégale. »

le quotidien du peuple

LA REPRESSION
AU TOGO

Le Quotidien du Peuple cite des extraits d'un « Appel des patriotes togolais » à propos de la répression qui sévit au Togo.

« Depuis le 18 avril dernier, la dictature militaire togolaise à la solde de l'impérialisme, français essentiellement, procède à une vague d'arrestations arbitraires. Parmi les nombreuses personnes arrêtées, on dénombre plusieurs anciens étudiants. La plupart sont accusés d'être anciens militants du mouvement étudiant togolais. »

Suit une longue liste de noms.

« De nombreuses personnes ont été arrêtées, jetées en pri-

son, dont on n'a aucune nouvelle et pour qui le pire est à craindre. »

Cette répression sauvage par les militaires togolais intervient alors que :

« Depuis près de quatre ans, et plus particulièrement cette année, une gigantesque famine sévit au Togo et décime les masses populaires, alors que la dictature militaire togolaise, Gnassigbé Eyadema en tête, se livre pour son propre compte et sans vergogne à des exportations massives de maïs, de mil, d'ignames (pommes de terre africaines), denrées de première nécessité, vers la Côte-d'Ivoire, le Zaïre, le Gabon surtout. »

La fête du PSU



Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées, samedi 4 et dimanche 5 juin, à La Courneuve pour la fête du PSU.

Un immense parc, de l'espace, une grande pelouse sur laquelle s'alignent, de loin en loin, des rangées de petites baraquettes de bois vertes. Ici, la cité des femmes ; plus loin, les stands des groupes révolutionnaires ; ailleurs les éditeurs. Sept centres d'intérêt sont ainsi proposés, et notamment la cité des minorités nationales et internationales, l'écologie, etc.

Une foule jeune, où les 20 à 25 ans dominent, déambule dans les grands espaces qui séparent les cités.

Aire d'animation, podium, théâtre, chapiteau ainsi que de nombreuses petites estrades offrent un spectacle de qualité.

A la cité internationale, où les groupes nationalistes dominent très largement, les militants proposent aux visiteurs diverses pétitions. Le stand du Front Polisario est particulièrement entouré. On danse aussi beaucoup et spontanément sur des rythmes africains ou maghrébins. A la cité des femmes, autre point fort de la fête, on peut lire de nombreuses expositions. Au stand de la Maternité des Lilas, on discute sur l'accouchement sans violence. Samedi après-midi, un grand jeu de l'oie de la condition féminine est organisé sur l'herbe.

Cinq tables rondes ont également été programmées sur les deux jours : nationalisations, expériences portugaises et chilienne, écologie, information. Les débats furent pour certains plus obscurs qu'élevés. Seules des personnalités de la gauche française et étrangère, des membres du PS et du PC — sans compter du PSU évidemment — avaient été invitées à animer ces débats. L'extrême-gauche avait été écartée — Union de la gauche oblige.

Mais si les personnalités invitées se plaçaient sans problème sur le terrain de l'arrivée de la gauche au gouvernement, par contre, dans les interventions de l'auditoire, des inquiétudes perçaient çà et là. Mais aussi des illusions quant à ce qu'il serait possible de faire en toute liberté dès l'arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement...

Dimanche soir, les dirigeants du PSU se montraient satisfaits. Ils estimaient que le nombre des entrées approchait les 100.000 personnes, comme l'année passée.

Réunions publiques Lutte Ouvrière

● A CHARTRES :

« Les révolutionnaires, la crise et l'Union de la gauche. »

Vendredi 17 juin à 20 h 15 au Foyer culturel de Lucé.

● A LILLE :

« L'Union de la gauche s'apprête à gérer la crise : que proposent les révolutionnaires ? »

Vendredi 17 juin à 20 h 30 salle sous le Beffroi

● A DUNKERQUE :

« L'Union de la gauche s'apprête à gérer la crise : que proposent les révolutionnaires ? »

Vendredi 17 juin, à 20 heures salle du Fort-Louis, rue du Fort-Louis.

● A BORDEAUX :

« Où va l'Afrique ? »

Vendredi 17 juin à 20 h 30 salle de l'Aiglon place Puy-Paulin.

Les fêtes de Lutte Ouvrière



● ROUEN :

19 juin, à Orival

● TOULOUSE :

19 juin

● CLERMONT-FERRAND :

25-26 juin

dans l'extrême-gauche et dans sa presse

Etant donné la proximité des élections espagnoles, nous avons décidé de consacrer une page de notre rubrique « dans l'extrême-gauche et dans sa presse » à la campagne des révolutionnaires espagnols. Cette page vient compléter le dossier « Espagne, les élections », que nos lecteurs trouveront dans les pages suivantes.



Le programme du "Front Uni des Travailleurs"

Le programme du FUT varie suivant les régions, en fonction des réponses que ce regroupement apporte au problème des nationalités. Nous publions ci-dessous de larges extraits de ce programme, tel qu'il est diffusé en Catalogne.

« Les élections convoquées par le gouvernement ne peuvent résoudre les problèmes posés :

— Parce que ce ne sont pas des élections libres : de nombreux prisonniers restent dans les prisons, tous les partis ouvriers et nationalistes révolutionnaires n'ont pas été légalisés, les jeunes n'ont pas le droit de vote, les moyens d'information sont inaccessibles aux partis ouvriers et populaires, etc.

— Les Cortes qu'on nous propose n'ont aucun pouvoir constituant.

— Les libertés nationales catalanes sont niées par le projet de Conseil général.

— On voudrait nous faire abandonner les revendications économiques et sociales au nom du pacte social.

Mais la participation unitaire de l'ensemble des forces ouvrières et nationalistes révolutionnaires permettrait de s'opposer dans les meilleures conditions possibles au projet de victoire des partis bourgeois et faciliterait la dénonciation du caractère antidémocratique de ces élections. Elle permettrait aussi d'unir étroitement ces tâches avec des mobilisations dans les centres de travail et dans la rue, démontrant que c'est fondamentalement par la lutte, et non par les élections, que les travailleurs et les travailleuses pourront conquérir leurs revendications.

Pour atteindre ces objectifs est né le Front pour l'Unité des Travailleurs, qui veut populariser une alternative à la politique du grand capital et chercher l'accord du plus grand nombre des forces ouvrières et nationalistes

révolutionnaires. Ce front n'est pas un bloc fermé, mais il est ouvert à la discussion et à l'intégration d'autres alternatives unitaires et à la participation du plus grand nombre de travailleurs et de combattants des différents secteurs populaires.

Son programme se base sur la lutte pour les libertés démocratiques et nationales, les revendications ouvrières et populaires, la solidarité internationale des travailleurs et le socialisme.

TOUTE LA LIBERTÉ, MAINTENANT

(...) Nous voulons l'amnistie totale, la légalisation immédiate de toutes les organisations du mouvement ouvrier et populaire, les libertés d'expression, de propagande, de grève, de manifestation et d'association, et l'extension des libertés au sein de l'armée. Pour garantir ces libertés, la dissolution des corps répressifs et des bandes fascistes est nécessaire.

La liberté ne peut être la continuité du franquisme, comme le propose Suarez. Il faut rompre radicalement avec la dictature, avec des élections libres à une Assemblée constituante, basée sur le suffrage universel direct et secret, avec le droit de vote à 16 ans. République. Elections municipales libres.

LES DROITS NATIONAUX SONT DES DROITS AUXQUELS ON NE PEUT PAS RENONCER

L'oppression nationale en Catalogne n'a pas disparu avec la mort de Franco. Le décret qui annule l'autonomie de la Catalogne en 1938 est encore en vigueur. Le Conseil général qu'a promis le gouvernement Suarez pourra proposer un Statut, mais ce sont les Cortes de Madrid qui décideront en ce qui concerne la Catalogne. Le Front pour l'Unité des Travailleurs défend le droit inaliénable de la Catalogne à son autodétermination : ce

L'extrême-gauche espagnole dans les élections

Quatre regroupements se réclamant de la « gauche révolutionnaire » présentent des listes de candidats pour le Congrès, aux élections du 15 juin.

Le Front Démocratique des Gauches, qui s'est formé autour du Parti du Travail d'Espagne (maoïste), est le plus largement représenté puisque, d'après Cambio 16 du 5 juin, il présenterait des candidats dans 47 des 50 provinces espagnoles.

Deux autres regroupements maoïstes sont présents dans ces élections : le Regroupement Electoral des Travailleurs, animé par l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, présent dans 27 provinces, et les Candidatures Unitaires et Populaires, animées par le Mouvement Communiste, présentes dans une demi-douzaine de provinces.

Enfin la Ligue Communiste Révolutionnaire (section espagnole du Secrétariat Unifié) a constitué avec Accion Comunista et l'Organisation de la Gauche Communiste un Front Uni des Travailleurs (FUT) présent dans 20 provinces.

Alors que les listes maoïstes défendent une politique très nettement populiste, le FUT est le seul de ces regroupements qui défende nettement l'idée du pouvoir ouvrier.

Mais sa participation dans ces élections apparaît plus comme l'occasion de faire de la propagande pour tout un catalogue de revendications, dont certaines plus ou moins marginales, que comme la défense, devant les travailleurs, d'une autre perspective que celle de la gauche réformiste, par rapport à laquelle le FUT ne se situe pas très explicitement.

Est-il étonnant dans ces conditions que, d'après un sondage publié par le numéro de Cambio 16 déjà cité, l'extrême-gauche apparaisse surtout dans ces élections comme le défenseur des droits des femmes ?

sont les travailleurs et le peuple de Catalogne qui doivent décider avec une souveraineté absolue des relations qu'ils veulent maintenir avec le reste des peuples de l'Etat. A cause de cela, nous refusons le Conseil général. Nous exigeons l'abolition du décret du 5 avril 1938 et la convocation à des élections immédiates pour un Parlement constituant de Catalogne, chargé d'élaborer un statut qui définisse les relations avec le reste des peuples de l'Etat.

LES REVENDICATIONS OUVRIERES ET POPULAIRES NE PEUVENT PAS ATTENDRE. NOUS VOULONS VIVRE D'UNE AUTRE MANIERE

(...) Devant la cherté de la vie et le chômage, sont nécessaires des mesures comme le salaire minimum garanti et l'échelle mobile, la semaine de 40 heures, la création d'un nombre de postes de travail suffisant, la nationalisation sans indemnisation des banques et des grandes entreprises, comme celle des entreprises en crise, sous le contrôle des travailleurs. (...)

Les travailleurs et les travailleuses veulent vivre d'une autre manière : sans oppression, sans discrimination, sans les injustes « normalités » que le capitalisme a créées et renforcées intentionnellement. A cause de cela, nous combattons contre l'oppression des femmes et exigeons : l'amnistie pour les délits de la femme et l'abolition des lois de discrimination, le droit au divorce, le droit au travail, avec salaire égal pour travail égal et la suppression de la division sexuelle du travail, le droit à contrôler son propre corps, la légalisation de tous les moyens contraceptifs, y compris l'avortement, avec un caractère gratuit et remboursé par la Sécurité sociale. Les travailleurs et les travailleuses exigent aussi l'abolition de la loi de péril social, l'amnistie pour

les homosexuels et la non-répression de l'homosexualité masculine et féminine, l'absence de discrimination pour cause de pratiques sexuelles des personnes. (...)

POUR LA DEMOCRATIE OUVRIERE VERS LE SOCIALISME

La lutte pour l'ensemble des revendications qui apparaissent dans ce programme ne peut se développer que sur la base de l'action indépendante du mouvement ouvrier et populaire, sans accord organique avec des forces bourgeoises. Par ce chemin, deviendra possible l'instauration d'un gouvernement des travailleurs, seul capable de donner une issue favorable aux travailleurs à la crise actuelle (...)

Ce combat ne pourra atteindre ses objectifs dans le cadre d'une société capitaliste, mais il devra se poursuivre jusqu'à arriver à la conquête du socialisme, en édifant un Etat de type nouveau basé sur les Conseils de travailleurs qui permettront une extension et un approfondissement de la démocratie dépassant n'importe quelle démocratie bourgeoise.

Comme on le voit, ce programme met rigoureusement sur le même pied : des revendications absolument essentielles pour la classe ouvrière face à la crise ; des revendications sans doute justes, mais ne concernant que des secteurs marginaux de la population (l'abolition de la répression contre les homosexuels) ; et des revendications pour le moins contestables (le « Parlement constituant de Catalogne », qui ne serait actuellement qu'un parlement bourgeois). Et il réalise le tour de force — pour un programme électoral — de ne même pas appeler les travailleurs à voter pour le FUT, ne leur demandant pas non plus — il est vrai — de raisons de le faire.



Militants de la CUP, parcourant les rues de Madrid pendant la campagne électorale.

LA LIGA COMUNISTA ET L'OCI :

pour le boycott des élections

Si la LCR présente des candidats dans ces élections, l'autre tendance du Secrétariat Unifié, la Ligue Communiste (organisation sympathisante du SU) a pris position pour le boycott. Elle a signé avec l'Organisation Quatrième Internationale (l'OCI, liée à l'OCI française) une déclaration affirmant notamment :

« Boycott ! (...)

Ces élections sont l'ultime tentative désespérée de la bourgeoisie espagnole, des bourgeoisies impérialistes qui se tiennent derrière elle, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, pour maintenir la continuité de l'Etat de Franco. (...)

— La LC et l'OCI donnent à leur campagne le contenu du combat révolutionnaire pour mettre à bas la monarchie, pour liquider le franquisme, à travers l'activité centralisée et généralisée des masses, pour que s'ouvre la crise révolutionnaire dans l'Etat espagnol. »

dossier

ESPAGNE : les élections

les premières élections générales depuis 1936

15 juin 1977 : l'Espagne entre dans un système parlementaire. Mais, devant les revendications populaires, la libéralisation juan-carliste a un autre visage, ainsi qu'en témoigne la photo ci-dessus, prise lors d'une manifestation pour l'amnistie et qui a obtenu le prix de la meilleure photo de presse 1976. (Sipa)



■ Pour la monarchie juan-carliste, après la légitimité franquiste et la légitimité dynastique... la légitimité électorale

Alors qu'au lendemain de la mort de Franco personne n'aurait beaucoup parié sur les chances de l'héritier que le caudillo avait désigné, de rester longtemps au pouvoir, un an et demi après, la monarchie juan-carliste est non seulement toujours en place, mais son avenir paraît moins menacé que jamais, à court terme. Juan Carlos paraît aujourd'hui bénéficier du soutien de quasiment toutes les forces de l'éventail politique espagnol. Les grands partis ouvriers réformistes, apparus sur la scène politique légale ces derniers mois, à commencer par le Parti Communiste, se sont ralliés de fait à la monarchie.

La récente décision du père de Juan Carlos, Don Juan de Bourbon, légitime héritier de la couronne d'Espagne aux yeux des monarchistes, de céder ses droits dynastiques à son fils et de renoncer par là même à apparaître comme une solution monarchiste de rechange est d'ailleurs à la fois un soutien apporté à Juan Carlos et une reconnaissance de la réussite de celui-ci.

C'est que la politique de libéralisation visiblement souhaitée par la majorité de la bourgeoisie et entreprise par Juan Carlos était en même temps la politique la plus susceptible de préserver l'avenir de la monarchie, en mettant la couronne en position d'arbitre de la situation.

Mais il faut bien voir en même temps que l'avenir du trône n'est pas lié à celui de la réforme politique en cours. C'est Suarez

en effet qui apparaît, aux yeux de la population espagnole, comme l'homme de la réforme. C'est lui qui a légalisé le Parti Communiste Espagnol et les syndicats. C'est lui qui avance un programme de régionalisation susceptible de désamorcer les revendications des minorités nationales de l'Etat espagnol. C'est encore lui qui a été à l'initiative de la création du Centre Démocratique, qui se veut la grande formation de la majorité gouvernementale, et qui est descendu dans l'arène électorale pour défendre sa politique.

En cas d'échec, ce serait lui qui apparaîtrait comme le principal responsable.

Car, même si c'est Juan Carlos qui l'a nommé chef du gouvernement, même si les grandes orientations politiques ne se prennent sans doute pas sans l'accord du roi, ce dernier reste dans l'ombre. Juan Carlos n'entend pas lier son sort à celui de son Premier ministre et à la politique menée par le gouvernement. Que la situation l'exige, Juan Carlos pourrait faire de Suarez son bouc émissaire et changer d'orientation politique.

En fait, la monarchie juan-carliste, qui aujourd'hui s'oriente vers un régime de libéralisation contrôlée, pourrait tout aussi bien demain être le décorum d'une nouvelle dictature.

Avec cette différence qu'elle aurait, entre-temps, reçu un brevet de légitimité de la quasi-totalité de l'opposition... rapidement devenue « l'opposition de Sa Majesté ».

■ Les provinces espagnoles

Le territoire de l'Etat espagnol est divisé en cinquante provinces administratives.

A l'exception des quatre provinces basques (Biscaye, Guipuzcoa, Alava et Navarre), les provinces espagnoles portent le

nom de leur capitale.

Il faut donc faire attention au fait que les noms de Madrid, Séville ou Barcelone, etc., peuvent, suivant le cas, désigner ces villes elles-mêmes ou la province dont elles sont capitales.

L'Espagne de demain : une démocratie en liberté surveillée ...comme les autres

Le 15 juin prochain, le peuple espagnol sera, pour la première fois depuis quarante ans, appelé à voter pour élire des députés.

De nombreux incidents ont certes marqué cette campagne électorale. Madrid a été privé pendant plusieurs heures de courant, les provinces basques de télévision, à la suite d'attentats revendiqués par l'ETA. Deux gardes civils ont été abattus à Barcelone, cette action ayant été revendiquée par le GRAPO. A l'approche du scrutin, les menaces de mort émanant de l'extrême-droite contre les candidats de gauche ne cessent de se multiplier. Mais il ne semble pas, malgré tout, que l'existence même des élections puisse être remise en cause par ces actions.

Ces élections constituent l'une des dernières étapes du processus de libéralisation entamé par Juan Carlos, avec le gouvernement Arias Navarro d'abord, celui de Suarez ensuite.

En dix-huit mois en effet, le gouvernement espagnol a légalisé pratiquement tous les partis d'opposition (hormis l'extrême-gauche), supprimé la syndicalisation et la cotisation obligatoires aux syndicats verticaux (les syndicats officiels), autorisé les syndicats ouvriers et libéré l'immense majorité sinon la totalité des prisonniers politiques qui avaient été condamnés sous Franco.

Et, bien que le problème de la Constitution espagnole ne soit pas réglé, ces élections concrétisent la mise en place d'un système parlementaire, ne bénéficiant sans doute que d'une liberté surveillée par l'armée — mais quel régime parlementaire n'est pas dans ce cas-là à notre époque ?

Demain, l'Espagne sera donc dotée d'un régime parlementaire et peu de choses la distingueront finalement des traditionnelles démocraties bourgeoises européennes.

Mais cela ne veut pas dire, pour les travailleurs espagnols, que les libertés nouvelles dont ils disposent (et plus sur le papier que dans la réalité) sont définitivement acquises.

Car, dans cette période de crise qui touche tous les pays, la bourgeoisie espagnole peut être amenée à revenir sur toutes les institutions qu'elle met en place aujourd'hui.

Là non plus, l'Espagne n'est d'ailleurs pas une exception. Car la bourgeoisie française peut, elle aussi, être amenée à donner un coup de barre à droite, afin de faire payer la crise aux travailleurs. Et le fait que, dans ce pays, le régime parlementaire existe depuis des dizaines d'années n'est nullement une garantie pour les travailleurs français.

Mais tout en étant conscients de la précarité des changements politiques intervenus en Espagne, les révolutionnaires socialistes ne peuvent bien sûr que se féliciter du fait que les travailleurs espagnols aient, pour la première fois depuis des dizaines d'années, la possibilité de se réunir, de s'éduquer, de s'organiser à peu près librement. Seulement, ils ne doivent pas oublier que leur devoir de révolutionnaires consiste à faire comprendre aux travailleurs que ce qui est déterminant pour l'avenir de la classe ouvrière espagnole, ce ne sont pas les élections du 15 juin prochain ; c'est sa capacité à s'organiser et à se préparer aux affrontements qui, demain, ne manqueront pas de l'opposer à la bourgeoisie espagnole.

■ Deux élections d'un coup

Les élections du 15 juin seront organisées en fonction de la loi électorale publiée en mars 1977.

Cette loi électorale prévoit l'élection de deux chambres, le Congrès (Chambre des députés) de 350 membres et le Sénat de 207 membres, le gouvernement ayant opté pour le traditionnel système bicamériste où, à côté d'une chambre relativement représentative, on en installe une autre qui l'est beaucoup moins, mais qui peut servir en cas de nécessité de contre-poids à la première.

La loi électorale se garde bien de préciser les pouvoirs des futures assemblées, Juan Carlos et Suarez préférant visiblement attendre le résultat des élections avant de se prononcer sur ce problème.

Pour l'élection au Congrès, les cinquante provinces espagnoles se sont vues attribuer d'office un nombre variable de sièges, de trois pour la province de Guadalajara à trente-trois pour celle de Barcelone. Le gouvernement assure qu'il n'a tenu compte que de critères de population pour l'attribution du nombre de sièges. Mais il est manifeste que cette répartition favorise les provinces rurales.

Un député de Soria, par exemple, ne représentera que 33.000 habitants, tandis que ceux de Madrid en représenteront 145.000.

Mais, s'il est manifeste qu'il existera une sur-représentation des campagnes au Congrès, cette sur-représentation ne sera rien, comparée à celle du Sénat. En effet toutes les provinces, indépendamment de leur population, se sont vues attribuer d'office quatre sénateurs, excepté les Baléares et les Canaries.

Le mode de scrutin adopté pour l'élection du Sénat est en outre un scrutin de liste majoritaire, type de scrutin qui favorise bien sûr les plus grandes formations (et la plus importante, d'après les sondages, sera celle de Suarez). Comme, en plus, la loi donne au roi la possibilité de désigner purement et simplement, à chaque législature, des sénateurs supplémentaires dans la proportion d'un cinquième des élus, Suarez peut compter dans l'avenir sur un Sénat sur mesure.

Notre prochain dossier :
L'URSS des bureaucrates

dossier

ESPAGNE : les élections

UNE PROPORTIONNELLE TOUTE RELATIVE

Le système électoral adopté par le gouvernement espagnol pour les élections au Congrès peut apparaître à première vue comme très démocratique, puisqu'il s'agit d'un système « à la proportionnelle ».

En fait, ce système n'est pas si démocratique que cela. Cette proportionnelle s'applique en effet au niveau des provinces. Et en dehors de celles de Madrid et de Barcelone qui ont chacune une trentaine de sièges à pourvoir, chacune des provinces du pays n'élira qu'un petit nombre de députés, parfois trois, quatre ou cinq.

Comme, d'autre part, le nombre de listes en présence dans chaque province est grand (souvent supérieur à la dizaine), et que selon toute vraisemblance même les listes les mieux placées n'obtiendront qu'un nombre relativement limité de voix (les sondages donnent l'UCD de Suarez en tête avec environ 20 % des voix), on comprend tout ce que peut avoir d'absurde une telle « proportionnelle ». Il se pourrait très bien, dans certaines provinces, qu'aucune des listes en présence n'obtiennent un nombre de voix supérieur au quotient électoral (le nombre de suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges à pourvoir).

Bien sûr, des députés seront tout de même élus. Le gouvernement a adopté un système de répartition des sièges « à la plus forte moyenne » (dit aussi « système d'Hondt », du nom de son inventeur) qui permettra de désigner les heureux élus, en avantagant d'ailleurs les grands partis. Mais le résultat final risque bien de ne plus avoir grand-chose de commun avec ce que donnerait une véritable proportionnelle, à l'échelle nationale. Et il n'est même pas exclu qu'avec quelque 20 % des voix, l'UCD de Suarez puisse approcher la majorité absolue au Congrès.

LA RENAISSANCE DU PARLEMENTARISME... ET DU CACISME

Malgré le caractère tout relatif de la « proportionnelle » mise en place par Suarez, la loi électorale espagnole n'est pas moins démocratique que son homologue française, bien au contraire.

Par exemple, si les révolutionnaires espagnols obtenaient dans les provinces de Madrid ou de Barcelone un peu plus de 3 % des voix, ils seraient représentés aux Cortès (ce qui ne serait évi-

demment pas le cas avec la loi électorale française).

Mais le problème n'est pas seulement juridique. Car l'appareil d'Etat en place est celui de la dictature, et rien ne permet de croire qu'il n'y aura pas d'irrégularités dans ces élections.

La loi électorale a bien prévu des assemblées électorales provinciales chargées de veiller à l'organisation des élections, de répondre aux réclamations et d'empêcher les infractions. Mais celles-ci ne compteront aucun membre des partis politiques d'opposition.

Le risque de fraudes en tous genres est surtout grand dans les provinces rurales. Jusqu'en 1936, une maladie gangrénait la vie politique de ces provinces : le cacisme. Les caciques, ce sont ces grands propriétaires fonciers, ces notabilités toutes puissantes qui, grâce aux complicités avec les représentants locaux du pouvoir, au chantage, aux pressions exercées sur les ouvriers agricoles, réussissaient à fabriquer les résultats électoraux qu'ils voulaient.

Il n'y a aucune raison pour que ces grands propriétaires ne cherchent pas à renouer avec une tradition qui s'est révélée si payante dans le passé.

C'est dire que si, sur le plan strictement juridique, la loi électorale ressemble à celle de la IV^e République française, sur le plan pratique, ces élections risquent fort de se passer, dans beaucoup de provinces, comme cela se passait en Algérie à l'époque de la colonisation.

LES CANDIDATURES DES ILLEGAUX

La loi électorale n'empêche pas les partis non légalisés (en particulier les groupes d'extrême-gauche) de présenter des candidats.

Ceux-ci peuvent le faire, à condition de produire, par province, un certain nombre de si-

Un vote libre ?

Juan Carlos n'a pas totalement rompu avec les vieilles pratiques franquistes en matière d'organisation des élections.

Les élections, en effet, se feront en semaine, le mercredi 15 juin, et les travailleurs bénéficieront de quatre heures payées par les patrons pour aller voter... à condition, bien entendu, de présenter au retour une pièce certifiant qu'ils ont bien été voter...

Un moyen comme un autre d'exercer une pression pour que le maximum de gens aillent voter...



Surveillant attentivement sa droite, Suarez a fini par se jeter dans la mêlée électorale.

gnatures d'électeurs soutenant leur candidature dans la proportion d'une signature pour 1.000 habitants (4.000 pour Barcelone par exemple), avec un minimum de cinq cents signatures pour les provinces peu peuplées. Comme la photocopie de la carte d'identité doit être jointe à la signature pour la valider, on voit que cette mesure prétendument libérale peut permettre aux autorités un fichage en règle des sympathisants de l'extrême-gauche.

LE NERF DE LA GUERRE ELECTORALE

La loi électorale prévoit l'indemnisation des partis en fonction de leurs résultats électoraux : un million de pesetas (sept millions de francs anciens) pour chaque siège obtenu au Congrès ou au Sénat, quarante-cinq pesetas (3,15F) pour chaque voix obtenue par chaque liste de candidats au Congrès ayant au moins un élu.

C'est dire qu'en fin de compte, cet argent n'ira qu'aux partis qui auront des élus.



La droite parle des franquistes

Depuis dix-huit mois, le mouvement est en pleine effervescence. On ne compte plus les candidatures politiques présentant des candidats.

Si la gauche et l'extrême-gauche sont divisées en un certain nombre de formations, c'est cependant à la droite qu'appartiennent le plus grand nombre de ces organisations. Les partis existaient d'ailleurs déjà sous la dictature. Les formations de droite sont nombreuses, et la multiplication des groupes et des alliances a résulté justement des difficultés données par la situation.

Cette existence d'une droite dans le cadre d'un régime par lequel Juan Carlos en même temps poursuit la politique de libéralisation.

La bourgeoisie espagnole ne se trouve pas dans la même position que la bourgeoisie française le lendemain de la chute de la dictature. Elle est en effet appuyée jusqu'au bout par le régime franquiste, et elle a retrouvé sans aucune force politique les partis ouvriers, qui étaient pratiquement les seuls à exister.

La politique de Juan Carlos a consisté à laisser le temps à la droite espagnole de retrouver une vocation parlementaire et à cesser d'être franquiste.

Aujourd'hui, de l'Alliance Populaire, en passant par les partis du centre, la bourgeoisie est représentée.

Mais ces « nouveaux » pa-

■ L'opération Suarez : main basse sur le centre

Après avoir longtemps laissé planer un doute sur ses intentions, Suarez a finalement décidé de se présenter aux élections et s'est porté tête de liste de l'Union du Centre Démocratique à Madrid.

L'annonce de cette décision n'a pas été sans soulever de vives réactions, notamment de la part de l'Alliance Populaire, qui lui reprochait l'illégalité de sa candidature (la loi électorale prévoit en effet que ministres et hauts fonctionnaires ne peuvent être candidats qu'à condition de se démettre de leur fonction, et Suarez n'a pu se présenter en restant à son poste qu'en prétendant que le Premier ministre, lui, n'était pas concerné par ce texte de loi).

Si Suarez s'est présenté, ce n'est cependant pas sans avoir longuement hésité : toute sa politique a été de se placer au-dessus des partis, s'appuyant tantôt sur la droite, tantôt sur la gauche, et il aurait certainement préféré voir élue une majorité d'hommes le soutenant sans avoir à descendre lui-même dans l'arène électorale.

Mais les partis du centre, qui soutenaient sa politique, étaient faibles, divisés, et avaient des leaders peu connus, tandis que la campagne de l'Alliance Populaire, qui regroupe dans ses rangs six ex-ministres de Franco, rencontrait un écho incontestable — du moins à ses débuts — dans l'électorat de droite. Cela représentait un danger pour Suarez.

Sans compter que l'une des questions qui se posaient était de savoir qui, de l'Alliance Populaire ou des partis du centre, bénéficierait du soutien des autorités locales. Question non négligeable car malgré la dissolution du Movimiento, l'appareil d'Etat franquiste est toujours en place et joue un grand rôle dans ces élections.

Suarez a donc décidé de mettre sa candidature en jeu, montrant ainsi clairement que le gouvernement choisissait de soutenir les partis du centre.

Sa candidature lui a également permis de remettre un peu d'ordre dans les multiples petits partis qui soutenaient sa politique, et de donner plus de cohésion au centre. Suarez en a profité pour placer en tête des listes du centre des hommes à lui, non sans que ces méthodes provoquent quelques remous parmi les dirigeants dudit centre.

Mais, dans l'ensemble, cette opération s'est avérée efficace. Les sondages ont montré une remontée importante du centre, depuis l'annonce de la candidature Suarez. En province, celle-ci a fait basculer un certain nombre de notables dans le camp du centre, et de nombreuses personnalités, qui avaient d'abord opté pour l'Alliance Populaire, se sont inscrites en définitive sur les listes de l'UCD.

Sans doute ont-elles été séduites par les méthodes de hussard dont savait faire preuve le libéralisateur Suarez...

**VOTAR CENTRO
ES
VOTAR SUAREZ** Vote este simbolo:

**UNION DE
CENTRO
DEMOCRATICO**

« Voter pour le centre, c'est voter pour Suarez », comme le prouve ce slogan électorale, publié en publicité dans la presse, l'Union du Centre se présente avant tout comme le parti qui soutient Suarez.



Parlementaire espagnole : Socialistes reconvertis

Le mouvement politique espagnol est en train de se transformer. Il y a maintenant pas moins de 194 groupes politiques.

La gauche se présente à ces élections avec une série de formations concurrentes, qui appartiennent au plus grand mouvement de gauche, bien qu'illégal, la dictature, alors que la plupart des formations ont été créées tout récemment, et cette fois-ci, les sigles de la droite et du centre sont ceux auxquels leur naissance a été due.

Il est susceptible de jouer un rôle important dans l'un des buts de la réforme, l'une des conditions de la réalisation qu'il avait entreprise.

Il ne tenait pas en effet à se retrouver dans la bourgeoisie portugaise au Portugal. La droite portugaise ayant été éliminée par Salazar et Caetano, elle s'était vue le lendemain du 25 avril 1974, par le Parti Communiste, ne pas exister en tant que partis.

Et de Suarez a donc consisté à former des partis à la gauche de la droite de Suarez.

Les partis de la gauche, créés bien souvent depuis

■ L'Alliance Populaire : à la droite de Suarez

Apparaissant comme le grand concurrent de Suarez dans ces élections, l'Alliance Populaire est la plus à droite des grandes formations politiques espagnoles.

C'est une formation qui se réclame de Franco et qui contient dans ses rangs six anciens ministres de celui-ci, tel Arias Navarro ou Lopez Rodo, ministres franquistes de 1962 à 1973, à l'époque entre autres des condamnations à mort de Burgos en 1970.

Mais si ses meetings se terminent toujours par les cris de « Franco, Franco, Franco ! », et si elle a critiqué la manière dont Suarez a légalisé le Parti Communiste, l'Alliance Populaire a su mettre sa campagne au goût du jour : Lopez Rodo (dirigeant de l'AP) fait ses discours en catalan dans la province de Barcelone, Fraga Iribarne (qui appartient d'ailleurs au premier gouvernement Juan-Carliste et qui s'était alors fait une réputation de partisan de la réforme politique) déclare : « Nous nous considérons comme un groupe du centre », et un autre leader explique : « Nous devons aller vers un syndicalisme pluraliste, indépendant de l'administration et

■ L'extrême-droite est-elle réduite à rien ?

Si l'on en croit les sondages, les formations d'extrême-droite espagnoles, celles qui se réclament non seulement de Franco, mais également de la dictature, ne recueilleront qu'un nombre de voix négligeable dans les prochaines élections, de l'ordre de 1 %.

Si ce pronostic se confirmait, nous ne pourrions bien entendu que nous en féliciter. Mais on aurait tort de se réjouir trop vite, et de croire que l'héritage du franquisme ne représente pas un grave danger pour la classe ou-

quelques mois seulement, ne sont pas si nouveaux que cela ! Tous sont issus du franquisme et se sont créés à l'initiative d'anciens ministres de Franco ou d'anciens membres de son personnel politique, plus ou moins passés dans l'opposition au cours des dernières années de la dictature dans le meilleur des cas, voire même ayant fidèlement servi jusqu'au bout le défunt caudillo.

Fraga Iribarne, président de l'Alliance Populaire, ancien conseiller général du Movimiento, a été ministre de l'Information et du Tourisme de 1962 à 1969. Arias Navarro, autre dirigeant de cette Alliance Populaire, a été le dernier Premier ministre de Franco. Gil Robles, dirigeant de la Démocratie Chrétienne, est le fondateur de la CEDA (parti de la droite catholique au pouvoir pendant les fameuses « années noires » de 1933 à 1936) et a été l'un des hommes qui ont porté Franco au pouvoir, avant d'être relégué dans une timide opposition.

Ruiz Gimenez, tête de liste de la Fédération Démocratique Chrétienne à Madrid, a été ministre de l'Education Nationale de 1951 à 1953, avant d'être destitué par Franco au lendemain des émeutes étudiantes de 1953.

Les Partis Sociaux-Démocrates, qui se réclament de la social-démocratie allemande et hollandaise, n'échappent pas à la règle : un des fondateurs de ce courant, Dioniso Ridruejo, était l'auteur de Cara al Sol, l'hymne phalangiste. Quant à l'Union du Centre Démocratique, impulsée par le gouvernement, elle contient dans ses rangs bon nombre d'anciens du franquisme, et Suarez lui-même a fait ses premières armes politiques au sein du Movimiento.

Aujourd'hui, c'est à qui se fait le plus grand défenseur de la voie démocratique. Mais tous ces gens-là ont servi la dictature, et directement ou indirectement ont du sang ouvrier sur les mains.

La gauche dans le piège électoral

Pendant près de quarante ans, les partis ouvriers espagnols ont été réduits à la clandestinité, leurs militants traqués, emprisonnés. Depuis quelques mois, ils sont réapparus au grand jour.

Les foules que mobilise le Parti Communiste Espagnol, comme le PSOE ou le PSP, démontrent que ces partis n'ont cessé durant les dernières années de la dictature en tout cas, d'avoir l'oreille de larges couches de la population laborieuse. La gauche a-t-elle pour autant des chances de remporter les élections ? Rien n'est moins sûr. Et si Suarez a au contraire toutes les chances d'être le grand vainqueur du scrutin du 15 juin, ce n'est pas seulement parce que l'appareil d'Etat qui préside à ces élections est celui de la dictature franquiste, ni parce que les partis de gauche n'ont eu, suivant le mot du secrétaire général du PSOE, Felipe Gonzales, « qu'un demi-jour pour chaque année de dictature » pour mener campagne.

La disparition d'une dictature ne provoque pas automatiquement un raz de marée en faveur des partis de gauche. En Grèce, par exemple, après la chute des colonels, les élections amenèrent au contraire un politicien de droite, Caramanlis, à la tête du pays.

Et il n'est pas impossible, bien au contraire, que l'on assiste à un phénomène similaire en Espagne. La libéralisation n'est pas en effet une concession du pouvoir face à une mobilisation ouvrière. C'est le résultat d'un choix des classes dirigeantes.

Et dans la mesure où c'est Suarez qui, en tant que chef du gouvernement, a légalisé les partis ouvriers, organisé les élections, il n'est pas étonnant qu'une bonne partie de l'opinion, même dans les milieux populaires, voie en lui le restaurateur des libertés démocratiques.

La politique des partis de gauche n'a en rien contribué, en outre, à dissiper les illusions qui peuvent exister sur Suarez et sa politique.

Ces partis, loin de mettre en garde les travailleurs contre Suarez et ce qui peut se profiler derrière lui, lui apportent au contraire leur caution et contribuent à forger sa popularité.

Bien sûr, nul ne peut prévoir pour autant les réactions de la classe ouvrière dans les isolements. Le 15 au soir, les résultats des élections donneront peut-être des scores inattendus aux partis de gauche et au PCE en particulier.

Une telle poussée à gauche serait révélatrice et traduirait une montée du niveau de conscience et de la combativité des masses. Mais pour le moment, rien ne permet d'envisager une telle éventualité.

Et si, bien sûr, rien ne permet de dire quels auraient pu être les résultats électoraux de la gauche si elle avait mené une autre politique, il est par contre certain que son électoralisme, en l'amenant à jouer le jeu que lui proposait Suarez, à sauter à pieds joints dans le piège qu'il tendait, lui a ôté le moyen de gagner, à travers cette campagne électorale, l'oreille et la sympathie de couches de la population débordant l'électorat qui lui était d'avance acquis.

Alianza Popular quiere para tí, Trabajador:

Una política salarial más justa y de progresiva participación en la distribución de la riqueza nacional.

Un salario mínimo revisado periódicamente que haga frente al incremento del coste de la vida.

Unos sindicatos libres, independientes y democráticos que garanticen la representación y participación del productor.

El reconocimiento legal de los conflictos colectivos y del derecho a huelga, salvando los intereses de la comunidad.

Alianza Popular

libertad y trabajo con bienestar

ESPAÑA, lo único importante

« L'Alliance Populaire veut pour toi, travailleur :

- Une politique salariale plus juste et de progressive participation à la distribution de la richesse nationale.
- Un salaire minimum révisé périodiquement qui tienne compte de l'augmentation du coût de la vie.
- Des syndicats libres, indépendants et démocratiques, qui garantissent la représentation et la participation du producteur.
- La reconnaissance légale des conflits collectifs et du droit de grève en protégeant les intérêts de la communauté.

Alianza Popular, la liberté et le travail avec le bien-être.
L'Espagne, la seule chose importante. »

Comme on le voit par le texte de cette publicité publiée par la presse, la droite espagnole essaie de se donner un « visage humain » !

vière espagnole.

D'une part, parce qu'il existe toujours un certain nombre d'hommes qui ont été formés par la dictature, qui ont des complicités nombreuses au sein de l'appareil d'Etat, et qui sont utilisables par les patrons espagnols : on a d'ailleurs pu voir des commandos fascistes lors de récents mouvements revendicatifs aggraver des militants ouvriers.

D'autre part, il ne faut pas oublier que l'appareil d'Etat en place est l'appareil issu du franquisme, c'est-à-dire qu'il est constitué par des hommes qui ont été éduqués dans le plus grand mépris des travailleurs, dans la haine des idées communistes, socialistes et même tout simplement démocratiques. Et si le plus démocratique des appareils d'Etat bourgeois peut donner naissance à une dictature

ouverte le jour où la bourgeoisie en a besoin, c'est a fortiori encore plus vrai d'un Etat semi-fasciste qui n'aurait rien à apprendre dans ce domaine.

Alors, quel que soit le résultat des prochaines élections, les travailleurs espagnols ne seront pas à l'abri de cet appareil d'Etat. Ils ne le seront réellement que le jour où ils l'auront détruit, et auront construit leur propre pouvoir.

dossier

ESPAGNE :
les élections

Une libéralisation dans une situation bien précaire

Les raisons qui ont amené la bourgeoisie espagnole à vouloir libéraliser le système politique hérité de la guerre civile sont en grande partie liées à la situation économique du pays et en particulier au boom des années 60 (par exemple, entre 1963 et 1967, l'indice de la production industrielle espagnole est passé de 100 à 168,5, alors qu'en France le même indice n'est passé que de 100 à 120).

D'abord, parce que c'est ce boom économique qui a rendu possible, du point de vue de la bourgeoisie, cette libéralisation. Le patronat espagnol ne pouvait en effet envisager de laisser se développer des syndicats ouvriers que s'il estimait avoir les moyens d'abandonner éventuellement quelques miettes aux travailleurs, pour désamorcer leur mécontentement.

Ensuite, parce que ce développement économique posait à la bourgeoisie le problème de son intégration au Marché commun, et que la libéralisation du système politique espagnol était, pour les autres bourgeoisies européennes, une condition de l'acceptation de la candidature espagnole.

Ce n'est pas que les bourgeoisies française, anglaise ou allemande aient senti leurs convictions démocratiques choquées par la dictature franquiste. Tant que la candidature de l'Espagne au Marché commun ne se posait pas, toutes les bourgeoisies européennes ont non seulement fort bien supporté Franco, mais elles l'ont même complaisamment aidé. Mais elles ne pouvaient par contre accepter l'entrée dans le Marché commun d'une Espagne, certes encore en retard économiquement, mais dont le régime intérieur (par l'intermédiaire de la législation du travail, de la répression des luttes ouvrières, de la surexploitation) rendait les prix néanmoins compétitifs sur le marché européen.

Mais la présence du caudillo rendait la libéralisation du système politique espagnol délicate... C'est pourquoi le signal de cette libéralisation a été donné par la mort du dictateur. Mais du coup, elle n'est pas venue au meilleur moment. Franco a mis si longtemps à disparaître que la situation économique a largement eu le temps d'évoluer, et l'expansion des années 60 de laisser la place à la crise.

C'est pourquoi les travailleurs espagnols ont deux fois plus de raisons d'être prudents face à la politique menée aujourd'hui par Juan Carlos. Non seulement la libéralisation est une opération décidée par la bourgeoisie dans ses seuls intérêts, mais en plus, celle-ci peut très bien, si la crise s'accroît, changer son fusil d'épaule et revenir aux méthodes qui ont été les siennes durant quarante ans. Cela d'autant plus facilement que la crise européenne peut, de toute manière, la contraindre à l'isolement.

Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie espagnole ait fait fausse route — de son point de vue — en s'engageant dans la libéralisation en cours à la mort de Franco. Les syndicats et les partis réformistes ont déjà montré à quelles bassesses ils étaient prêts pour se faire accepter par la bourgeoisie. La collaboration des syndicats ouvriers réformistes peut être dans un premier temps, pour la bourgeoisie espagnole, un moyen plus efficace que les anciens syndicats verticaux complètement déconsidérés pour imposer à la classe ouvrière des sacrifices.

Cela n'empêcherait pas les classes possédantes d'en revenir ensuite à la politique du bâton. Et cela d'autant plus facilement que l'attitude des partis et des syndicats réformistes aura peut-être abouti à démoraliser les travailleurs.

La classe ouvrière doit savoir dès aujourd'hui que les seuls éléments de la libéralisation actuelle qui lui seront acquis seront ceux qu'elle sera capable de défendre demain contre les « libéralisateurs » d'aujourd'hui.

ESPAGNE 1977 :

une situation économique difficile

La crise en Espagne : des chiffres record

La crise en Espagne se traduit par les chiffres de chômage et d'inflation les plus élevés d'Europe. L'Espagne ressent d'autant plus fortement cette crise que son économie est, avec le Portugal, la moins développée d'Europe occidentale.

Pour le chômage, par exemple, si presque tous les pays occidentaux utilisent un volant de main-d'œuvre étrangère qui leur permet de régler sur le dos des immigrés une partie de leurs problèmes, l'Espagne est au contraire un pays d'émigration.

Jusqu'en 1974, le développement économique espagnol avait certes permis une lente remontée du nombre des emplois. La population croissait cependant plus vite que cette montée, et bon nombre de travailleurs espagnols se résolvaient à aller chercher du travail ailleurs. Mais à partir de 1974, la situation s'est dégradée. D'abord, la crise commençant à toucher l'Espagne, le nombre d'emplois s'est mis à baisser. Ensuite, les autres

pays européens, touchés eux aussi par le chômage, ont commencé à fermer plus ou moins complètement leurs frontières aux émigrés. Ces deux facteurs ont entraîné un accroissement très rapide du nombre des chômeurs. Officiellement, ce sont aujourd'hui 700.000 travailleurs qui sont sans emploi, sur une population de 35 millions d'habitants, soit plus de 5 % de la population active. Mais, en réalité, il y aurait au moins autant de chômeurs non déclarés, et on atteindrait un chiffre total d'un million et demi de travailleurs sans emploi, soit près d'un sixième de la population salariée urbaine.

D'un autre côté, l'inflation qui se développe actuellement en Espagne atteint les chiffres parmi les plus élevés d'Europe, nettement au-dessus de ceux de la Grande-Bretagne ou de l'Italie.

En mai 1976, l'indice mensuel accusait une hausse de plus de 4,5 %. L'Espagne était le seul pays européen à reconnaître que les salaires ne mon-

taient pas aussi vite que les prix : alors que les prix avaient officiellement augmenté de 20,1 % en 1976, les salaires n'avaient augmenté que de 14,9 %.

Mais cette franchise n'a pas duré. L'Institut National de Statistique (INE) a mis au point pour 1977 un nouvel indice pour « tenir compte » — c'est l'explication officielle — de la nouvelle répartition de la consommation des ménages. En fait, c'est plutôt pour réduire l'importance de la nourriture et de l'habillement dans le calcul de l'indice, ces denrées ayant beaucoup augmenté. Quoiqu'il en soit, cela n'a pas suffi. La hausse des prix était telle que pendant les trois premiers mois de 1977, le gouvernement a préféré tenir l'indice secret !

Les pressions visant à empêcher la publication du nouvel indice ont finalement entraîné la démission du directeur de l'INE, Ricardo Torron Duran. A présent, on connaît sa valeur pour janvier 1977 : 3,1 %, soit un rythme d'inflation de 35 % par an !

Des prix français... avec des salaires espagnols

Les prix espagnols ne diffèrent pas beaucoup des prix français : en avril (il faut le préciser, car en ce domaine les choses évoluent vite), le bifteck valait 31,50 F le kilo ; le beurre, 22,25 F ; les pâtes alimentaires, 5,16 F ; le lapin, 17,95 F ; le saucisson, 21,50 francs ; le jambon cuit, 20 F ; l'huile, 6,70 F le litre ; le lait, 2,25 F...

Cette simple comparaison suffit pour constater que les prix espagnols ne diffèrent guère des prix français. Mais cette relative égalité des prix ne se retrouve pas au niveau des salaires. Et c'est là où le bât blesse.

En Espagne, le taux du SMIC est de 33 F par jour (4,12 francs de l'heure) depuis le 1^{er} avril 1977. Et il ne s'agit pas là du salaire d'une minorité de travailleurs, mais de celui de tous ceux qui n'ont pas la chance de vivre et de travailler dans les quelques régions industrielles du pays.

Des millions de familles doivent survivre avec ces 900 F mensuels.

C'est avec raison que certains appellent « salaire infime » le salaire « minimum » gouvernemental.

Même dans les régions comme Bilbao, Madrid ou Barcelo-

ne, où les salaires sont parfois le double du SMIC, ceux-ci sont encore bien insuffisants pour assurer un niveau de vie convenable aux familles travailleuses.

D'ailleurs, l'Action Sociale Patronale fixait, il y a déjà huit mois, à 1.575 F le budget minimum mensuel pour un ménage et deux enfants. Tenant compte du taux d'inflation intervenu depuis, ce minimum devrait être aujourd'hui d'environ 1.800 F.

Or, sauf pour une minorité de professionnels très qualifiés, les salaires des régions industrielles oscillent entre 1.300 F et 1.600 F.

En plus du salaire, un ménage avec des enfants a droit aux allocations familiales, mais cette aide est plus symbolique que réelle vu son taux dérisoire : 19 F par enfant et par mois, et 26 F si la femme ne travaille pas. Toutes majorations comprises, une famille avec cinq enfants et dont la mère est au foyer perçoit 150 francs par mois, même pas de quoi payer la scolarité des enfants, qui doivent d'ailleurs souvent, en raison du manque d'écoles publiques, fréquenter les écoles privées et payer entre 100 et 200 F par mois.

Pour faire face, il ne reste

alors à l'immense majorité des travailleurs qu'un seul recours : les heures supplémentaires, les journées de travail de douze heures et plus.

En Espagne, l'horaire de travail normal est de 44 heures par semaine, c'est-à-dire environ neuf heures par jour. Les heures supplémentaires au-delà de la neuvième heure de la journée ne sont majorées que de 50 %, y compris le travail de nuit et des jours fériés.

Si l'horaire de l'emploi principal ne dépasse pas, ou « pas assez », les 44 heures, beaucoup de travailleurs cherchent alors un second emploi (le célèbre « pluriempleo »), ce qui revient à effectuer des heures supplémentaires non majorées, puisqu'elles sont payées au taux normal par le second employeur, qui est le principal bénéficiaire dans cette affaire, car par-dessus le marché il est très légalement dispensé de payer les charges sociales, que l'on considère comme déjà réglées par l'employeur principal.

En fait, si le mode de vie des travailleurs espagnols s'est rapproché, depuis une dizaine d'années, de celui des pays du Marché commun, c'est sur la base d'une véritable surexploitation.

dossier

ESPAGNE :
les élections

PAYS BASQUE : quand l'opposition sauve les élections de Suarez

Après les événements qui ont secoué le Pays basque au milieu du mois de mai, le gouvernement espagnol a finalement décidé de libérer et d'exiler les prisonniers politiques basques, bien que cette libération se poursuive « au goutte à goutte ».

Les violents affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont fait six morts et des dizaines de blessés graves, les barricades, la grève générale décrétée à plusieurs reprises dans les quatre provinces du nord, les milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue aux cris de « ETA, le peuple est avec toi » et « Amnistie générale », ont montré la profondeur du mouvement.

Cette mobilisation avait mis le gouvernement espagnol dans une situation difficile. D'autant plus difficile que le mot d'ordre de boycott des élections lancé par la plupart des organisations basques risquait, sinon de remettre en cause toutes les élections, du moins de montrer toute la relativité du consensus populaire dont bénéficie Suarez — du moins au Pays basque.

Le gouvernement Suarez a finalement réussi à se tirer de ce mauvais pas : les organisations politiques basques (en dehors de certaines organisations issues de l'ETA) sont revenues sur leur décision de boycotter les élections et, d'autre part, le gouvernement espagnol n'a pas été contraint de relâcher les prisonniers basques trop ouvertement

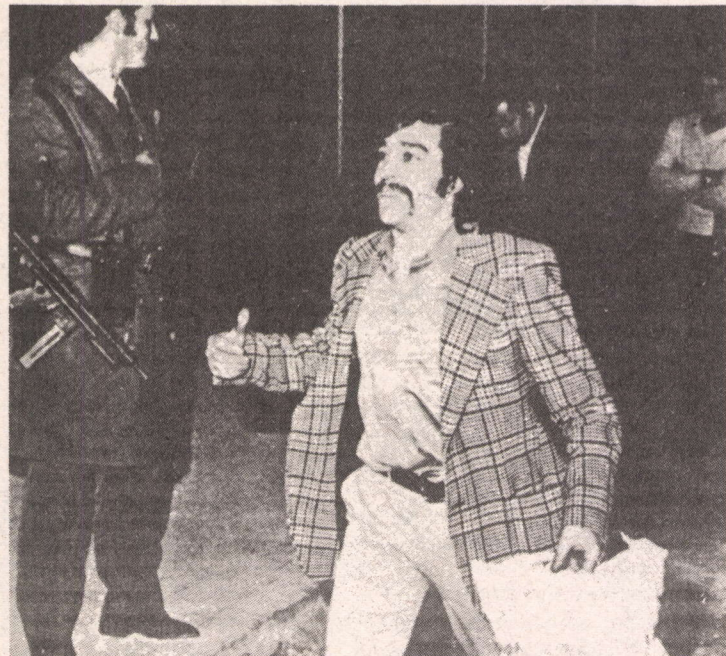
sous la pression des masses. Ce n'est en effet qu'après le retour au calme que Suarez a pris une série de mesures de cet ordre.

Mais si le gouvernement espagnol a pu mener une telle politique, c'est bien grâce aux prises de position des différentes organisations d'opposition espagnoles, qui ont tout fait pour que la situation au Pays basque redevienne « normale ».

Du PSOE, en passant par le PCE, tous les partis réformistes espagnols ont freiné le mouvement.

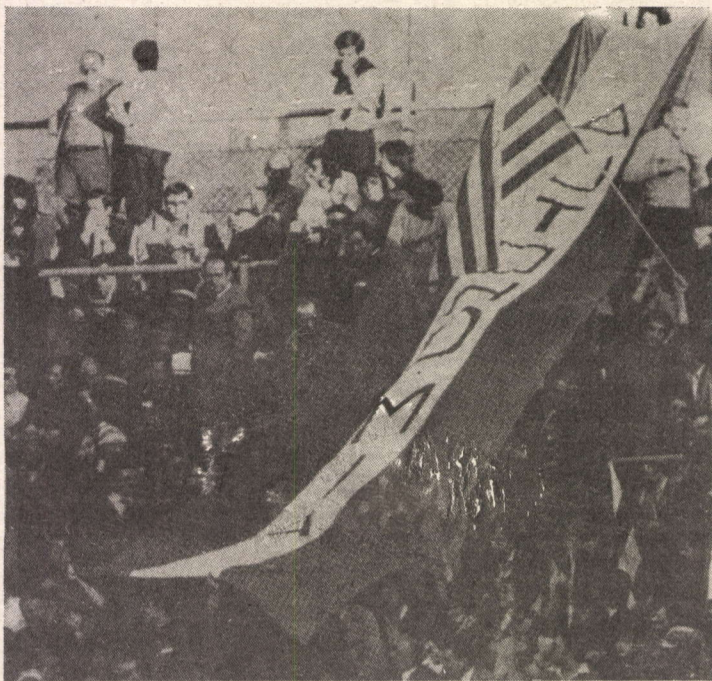
Au Pays basque, alors que l'on assistait à une véritable mobilisation pour l'amnistie générale, l'essentiel de leur politique a consisté à condamner les actions « individuelles », dénoncer « les attitudes provocatrices systématiques vis-à-vis des forces de l'ordre » et « le vandalisme dans les rues ». Dans les autres provinces d'Espagne, les partis d'opposition se sont contentés d'organiser quelques mouvements de solidarité avec le Pays basque, se gardant bien de reprendre le mot d'ordre « Amnistie générale », alors que cette revendication aurait pu toucher l'ensemble de la classe ouvrière espagnole.

L'intérêt que porte Suarez aux élections aurait pu l'amener à céder sur l'amnistie générale. Mais l'intérêt que portent les partis d'opposition à ces mêmes élections les ont amenés à lâcher le peuple basque.



Pour ce prisonnier libéré, la liberté, ça s'apprécie ! Et l'amnistie générale reste une des grandes revendications du mouvement ouvrier espagnol.

Le problème des nationalités



La « senyera » catalane et le « blanquiverde », le drapeau vert et blanc andalou, dans un meeting à Barcelone. Les revendications autonomistes sont, dans les régions périphériques d'Espagne, au centre de la campagne électorale.

Onze listes catalanistes sur les dix-huit entre lesquelles les électeurs de Barcelone auront à choisir, onze listes se réclamant du Pays basque sur les quatorze qui se présentent à Saint-Sébastien, cinq listes se référant au sentiment national galicien parmi les douze qui sont en compétition à Orense : les nationalismes régionaux d'Espagne sont bien représentés dans ces élections.

Les particularismes régionaux ont toujours été vivaces, dans ce pays où l'unification politique ne s'est jamais complètement réalisée. Alors qu'en France, par exemple, la Révolution de 1789 a été le moteur de l'unité économique du pays, en Espagne les timides tentatives révolutionnaires de la bourgeoisie ont été écrasées. Et alors qu'une richesse industrielle se développait à la fin du XIX^e siècle en Catalogne et au Pays basque, l'Etat espagnol restait, pour l'essentiel, aux mains des grands propriétaires fonciers castillans.

Rejetés du pouvoir central, les bourgeois catalans et basques se sont accommodés un temps de ce pouvoir fort qui leur garantissait des débouchés dans les colonies.

Mais l'effondrement de l'empire colonial et la crise qui s'ensuivit à la fin du siècle dernier ont fait surgir des tendances séparatistes dans ces deux provinces.

Les nationalismes catalan et basque, qui aboutirent à l'autonomie de la Généralité de Catalogne en 1931-1932 et au « Statut basque » de 1936, avaient donc des raisons économiques profondes.

Aujourd'hui, les bourgeois basques ou catalans — qui ont de toute façon toujours eu tendance à se jeter dans les bras du pouvoir central dès que la classe ouvrière entraînait en scène — même s'ils déplorent le fait que c'est la Catalogne ou le Pays basque qui financent pour la plus grande part l'Etat central espagnol, n'ont plus les mêmes raisons de mettre en avant des revendications autonomistes. Le développement économique de l'Espagne, ces dernières décennies, leur a offert un marché intérieur dont ils ne sauraient se passer.

Mais le centralisme rigoureux imposé pendant près de quarante ans par la dictature franquiste, loin d'avoir étouffé les sentiments nationaux des Basques ou des Catalans, les ont au contraire exacerbés. Les gifles que s'exposaient à recevoir des flics ou des phalangistes ceux qui dans les métros de Barcelone s'obstinaient à « aboyer » — selon l'expression des franquistes — en catalan, les panneaux « Interdiction de blasphémer et de parler catalan » que les lieux publics de Barcelone connurent au lendemain de la guerre civile, l'interdiction de toute littérature catalane, la chasse à toute manifestation culturelle, comme la danse de la sardane, tout cela n'a pas amené les Catalans à renoncer à leur langue, bien au contraire. Pas plus que la même politique, au Pays basque, n'a amené les Basques à renoncer à la leur.

Et aujourd'hui, la renaissance de ces nationalismes est une revanche sur la dictature disparue.

Les révolutionnaires socialistes ne peuvent évidemment être que solidaires des minorités nationales de l'Etat espagnol, revendiquant le droit à leur propre langue, à leur propre culture. Mais ils ne doivent pas oublier que la renaissance des nationalismes basque, catalan, galicien ou le développement de nouveaux nationalismes régionaux font partie de l'héritage empoisonné du franquisme et que, s'ils créent quelques problèmes à Suarez, c'est finalement lui qu'ils servent, et non les travailleurs qu'ils ne peuvent que diviser.

CATALOGNE : des travailleurs immigrés qui votent

Sans avoir le même caractère explosif qu'au Pays basque, les aspirations autonomistes n'en sont pas moins très vivantes en Catalogne.

Selon un sondage publié dans le numéro du 15 mai de *Cambio 16*, 63 % des Catalans sont favorables à l'autonomie. Le succès de la fête de San Jordi, patron de Barcelone, qui a rassemblé, selon la presse espagnole, 200.000 personnes dans la capitale catalane en avril dernier, les multiples manifestations et les nombreuses pétitions réclamant l'usage officiel du catalan, illustrent bien la sensibilisation de la population à ce problème.

Tous les partis catalans se font les porte-parole de ces aspirations et ne reculent devant aucune démagogie pour se gagner l'électorat.

Trias Fargas et Jordi Pujol, leaders de la bourgeoisie catalane alliés dans ces élections, accusent Madrid d'être responsable de la baisse du niveau de vie en Catalogne et dénoncent les charges trop lourdes que l'Etat central fait peser sur la province. Le PSUC, Parti Communiste catalan, prône également l'autonomie... et le groupe d'extrême-gauche maoïsant, le Parti des Travailleurs d'Espagne, est le plus chaud partisan du retour de Taradellas, président de la « Généralité », le gouvernement catalan en exil depuis 1939.

Quant aux partis espagnols, ils se sentent également obligés, au cours de leurs meetings, de faire des discours en catalan !

Un point noir dans cette belle unanimité nationaliste : à la veille des élections, les partis catalanistes ont découvert le danger électoral représenté par l'existence, en Catalogne, de deux millions de travailleurs immigrés (mais Espagnols !), dont un million et demi d'Andalous, qui forment la partie la plus défavorisée de la classe ouvrière. Et c'est à qui se fera le plus grand défenseur de l'immigration. Le mot d'ordre des partis politiques est désormais : « Sont Catalans, tous ceux qui vivent et travaillent en Catalogne ! ». Certains partis andalous se rangent derrière les partis catalans pour expliquer : « La meilleure façon de lutter pour l'autonomie de l'Andalousie, c'est de lutter pour celle de la Catalogne ».

Toutes ces péripéties prêteraient à sourire, si cette démagogie autonomiste ne conduisait la classe ouvrière à une tragique impasse.

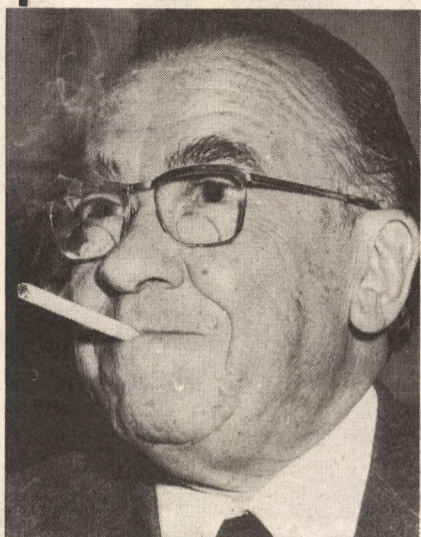
Car la seule perspective que les partis catalans, y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière, y compris ceux qui se disent révolutionnaires, offrent aux travailleurs, c'est de faire bloc avec la bourgeoisie pour obtenir le retour au « Statut de 1932 », qui n'est ni plus ni moins que la mise en place d'un Etat bourgeois catalan.

dossier

ESPAGNE :
les élections

LA GAUCHE DANS LES ÉLECTIONS

Le PCE



Santiago Carrillo peut jubiler : après trente-huit ans d'illégalité, le PCE va pouvoir de nouveau participer au jeu politique. (AFP)

Derrière la monarchie

Quelles perspectives s'offrent aujourd'hui au PCE ? Participer à un gouvernement de gauche ? Cela paraît pour le moment exclu. Car on voit mal Juan Carlos faire appel dans les conditions politiques actuelles de l'Espagne au Parti Communiste.

Le PCE a donc toutes les chances de rester pour toute une période sans perspectives gouvernementales. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne tire pas profit de la nouvelle situation. Au contraire. Le PCE apparaît au grand jour et cela lui permet de développer et de renforcer son organisation. Cela se vérifie aujourd'hui dans tous les meetings électoraux qui réunissent des milliers et des milliers de participants. Par ailleurs, l'intégration dans la so-

ciété espagnole par le biais des syndicats, de l'élection de certains de ses membres aux Cortes ou au Sénat, de la gestion demain, sans doute, des municipalités, ne peut que remplir d'aise les dirigeants du PCE.

En attendant mieux, le PCE a donc choisi de faciliter la tâche de Suarez, à qui il doit sa légalisation et il ne s'est pas privé, par la voix de son leader Carrillo, de faire toutes les déclarations et les gestes de soutien à la monarchie.

Il y eut d'abord la conversion au drapeau monarchiste. Carrillo déclarait en avril 1977 : « Nous avons décidé que dorénavant dans nos actes, à côté du drapeau de notre parti, figurerait le drapeau de l'Etat espagnol, le drapeau bicolore ».

Il y eut aussi l'épisode du poing levé. Carrillo expliqua doctement qu'il se refusait depuis son retour en Espagne à chanter l'Internationale avec le poing levé : « Je crois que ce ne serait pas un mal pour ce pays que les uns cessent de saluer à la romaine et les autres avec le poing serré », ajoutait-il.

Enfin, le PCE a encore expliqué par la voix de Carrillo : « Le choix n'est pas entre la monarchie et la République. Aujourd'hui, le choix est entre la dictature et la démocratie ».

Cet alignement pur et simple du PCE sur la monarchie se résume dans cette simple phrase de Carrillo : « Suarez me paraît acceptable ».

Pas d'unité entre le PSOE et le PCE

Pas de pacte unitaire, pas de candidatures communes, encore moins de Programme commun, entre les deux plus grands partis de la gauche espagnole, le PSOE et le PCE.

Si une telle unité n'existe pas aujourd'hui, c'est avant tout parce que le PSOE ne la souhaite pas. Et il est d'ailleurs significatif que si aucun accord électoral n'a eu lieu entre le PCE et le PSOE, par contre le PSOE ne s'est pas gêné pour entreprendre des discussions avec de petites formations du centre, pour présenter des listes communes au Sénat, où le scrutin est majoritaire.

Le PSOE a accepté certes, au début du régime de Juan Carlos, de signer un accord avec le PCE, quoiqu'après beaucoup de réticences. Mais ce rapprochement qui donna naissance à la « Coordination démocratique » se fit à une époque où les deux partis étaient interdits et où il s'agissait d'obtenir leur légalisation.

Aujourd'hui, tous les partis réformistes sont légalisés. La Coordination démocratique n'a plus de raisons d'exister, et l'unité entre le PSOE et le PCE se pose en de tout autres termes.

En fait, le PSOE ne tient pas pour l'instant à compromettre par une alliance avec le PCE ses chances de participer au gouvernement. Car il n'est pas impossible que Juan Carlos, au lendemain des élections, fasse appel au PSOE, dans le cadre d'un gouvernement Suarez ou d'un autre. C'est en tout cas une éventualité que Felipe Gonzalez envisage sérieusement et qu'il ne veut pas gâcher par un rapprochement avec le PCE.

Le PSOE



Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE : prêt à participer au gouvernement. (Norma)

Une politique pour la bourgeoisie

Les sondages s'accordent pour faire du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne) la deuxième formation du pays après le Centre Démocratique de Suarez, et le premier parti de gauche.

Sorti de la clandestinité il y a à peine quelques mois, le PSOE a fait une entrée à grand fracas sur la scène politique espagnole : innombrables publicités dans les journaux, nombreux flashes publicitaires à la radio. D'après les agences publicitaires, le PSOE était même, pour mai et juin, le parti qui avait loué le plus grand nombre de panneaux publicitaires pour le collage de ses affiches.

On peut se demander comment un parti sortant de la clandestinité peut se permettre de mener une telle campagne.

Pour prendre un point de comparaison, le Parti Communiste Français dispose de forces militantes bien supérieures à celles du PSOE, il a des di-

zaines d'années de légalité derrière lui, et il n'a jamais réussi à mener une campagne électorale sur un aussi grand pied que le fait le PSOE actuellement.

Mais l'actuelle campagne électorale espagnole a vu les banques intervenir au grand jour dans le financement des grands partis politiques. Les demandes de prêt des partis et les acceptations des banques ont été rendues publiques. Et si le PSOE n'a pas été le seul, à gauche, à profiter de ces prêts (même le PCE en a eu sa part), il en a été le principal bénéficiaire. Il ne serait même pas étonnant que certains bourgeois n'aient pas hésité à soutenir directement le PSOE. Pourquoi ne l'auraient-ils pas fait d'ailleurs ? Ce n'est pas l'exemple portugais qui inquiète la bourgeoisie espagnole. Or le secrétaire général du PSOE est un fervent admirateur de son homologue portugais, Soares.

Si le PSOE a repris à son

compte le « poing et la rose » chers à Mitterrand, son grand homme n'est d'ailleurs pas le leader du Parti Socialiste Français dont la politique d'alliance avec le PC ne correspond pas à la politique du PSOE, mais le dirigeant social-démocrate allemand Willy Brandt, à l'anticommunisme éprouvé.

Le PSOE est par ailleurs si rassurant qu'il peut même se permettre sur certains points d'être un peu plus critique et plus audacieux que le PCE, et qu'il a même réussi à se faire censurer à la radio deux flashes publicitaires dénonçant la « société totalitaire » de Franco.

Mais tout cela ne prête pas à conséquence et n'empêche pas Felipe Gonzalez de se déclarer prêt à participer aux « responsabilités du pouvoir » après les élections.

Son parti ne collabora-t-il pas, il y a cinquante ans, avec le roi Alphonse XIII ?

LES ÉLECTIONS, ET APRÈS ?

Selon toute vraisemblance, les élections du 15 juin apporteront à Suarez la caution populaire qu'il en attendait.

Cela n'a rien d'étonnant. Car, dix-huit mois après la mort de Franco, on est loin d'assister, en Espagne, à une explosion de la classe ouvrière qui remette en cause la domination de la bourgeoisie, se mobilise et pose des revendications politiques.

Les seules revendications politiques sur lesquelles s'est effectuée une réelle mobilisation sont en fait les revendications

nationalistes qui ont été avancées au Pays basque.

Mais si les travailleurs d'Espagne ne se sont pas battus sur des revendications politiques, cela ne veut pas dire pour autant que leur lutte ait été inexistante.

Depuis dix-huit mois, au contraire, de très nombreuses grèves se sont déroulées dans le pays, pour la défense des intérêts économiques des travailleurs, pour la défense de leurs droits démocratiques, et en particulier leur droit d'élire les délégués de leur choix.

Ces grèves sont d'autant plus remarquables qu'elles se sont prolongées pendant des semaines, malgré l'attitude des organisations syndicales qui, à peine sorties de la clandestinité, ont mis en jeu leur influence pour empêcher l'extension des conflits revendicatifs.

Et même si la plupart de ces grèves se sont déroulées sur des objectifs économiques, elles n'en ont pas moins une importance politique considérable. Car c'est dans ces luttes que la classe ouvrière espagnole peut aujourd'hui prendre

conscience de sa force. C'est dans ces luttes qu'elle peut reconnaître ses alliés de ses ennemis. Et le résultat de ces grèves a plus d'importance pour l'avenir que les résultats du scrutin du 15 juin prochain. Car, même une victoire de la gauche aux élections ne garantirait rien aux travailleurs, tandis que les succès ou les échecs des travailleurs dans le domaine de ces luttes revendicatives pèseront d'un grand poids, à l'avenir, dans l'évolution du niveau de conscience et de combativité de la classe ouvrière.



Autour du salon de l'aéronautique...

LE MORT DU BOURGET :

VICTIME DE LA GUERRE ENTRE TRUSTS

Un avion de combat antichar s'est écrasé au sol pendant une démonstration au Salon international de l'aviation au Bourget. Le pilote a été tué. Il est mort pour avoir pris trop de risques en effectuant des acrobaties aériennes destinées à démontrer devant les spectateurs et les clients éventuels la maniabilité de son appareil.

Un accident mortel pour le Salon du Bourget de cette année. Mais sur les huit derniers salons, cinq ont connu des accidents mortels. Chaque fois, des hommes ont pris le risque de se tuer, et parfois d'en tuer d'autres, spectateurs ou riverains, par esprit de compétition.

Car c'est bien une compétition qui se déroule au Bourget tous les deux ans ; et une compétition féroce. Mais ce n'est pas une compétition sportive. Et si ceux qui prennent les risques physiques sont d'obscurs pilotes d'essai, les véritables concurrents de la compétition s'appellent Boeing, Marcel Dassault, et autres Douglas.

Le Bourget n'est pas seulement un gigantesque spectacle aérien, c'est surtout une gigantesque foire.

Le Bourget, c'est un des champs de bataille de la guerre économique que se livrent quelques-uns des plus puissants trusts du monde car la construction aéronautique civile et militaire — en fait, les deux sont inséparables — comme le matériel électronique nécessaire à la navigation aérienne, comme les armes perfectionnées qui équipent les appareils militaires, constituent la chasse gardée de quelques-uns des plus puissants regroupements capitalistes qui sont en compétition permanente pour la conquête de nouveaux marchés.

Le pilote du Fairchild A 10, écrasé dans les débris de son avion au Bourget, était un obscur soldat et une obscure victime de cette guerre économique que se livrent les grands trusts capitalistes de l'aéronautique et de l'armement. Mais ce n'est pas la seule, ni pour aujourd'hui, ni surtout pour demain.

Le drame qui s'est déroulé devant les caméras de la télévision au Bourget n'est pas seulement un drame individuel. Il nous concerne tous et infiniment plus qu'il n'y paraît.

Car la compétition féroce à laquelle se livrent les grands trusts de l'aéronautique et de l'armement, comme les grands trusts du pétrole, de l'automobile ou de l'acier, n'est pacifique que pour l'instant. Et même pour l'instant, elle n'est pacifique que pour nous. Les avions militaires vendus aux quatre coins du monde pour le plus grand profit de Dassault et de ses concurrents, servent déjà à tuer, et servent de façon quasi-permanente, tantôt au Moyen-Orient, tantôt au Biafra, au Sahara ou au Zaïre.

Mais les grands trusts capitalistes, appuyés de toute la puissance de leurs Etats respectifs, ne s'affrontent de façon relativement pacifique que tant que le marché est assez vaste pour laisser de la place pour tout le monde. Lorsque la guerre économique ne suffira plus, ils sont prêts à pousser à la guerre tout court.

La concurrence capitaliste, ce n'est pas la plus ou moins innocente compétition entre deux épiceries voisines pour le plus grand bien du consommateur, comme le présentent les laudateurs du capital. La concurrence capitaliste c'est cette guerre économique entre grands trusts pour la domination du marché.

La concurrence capitaliste,



Un échantillon de la marchandise exposée au Bourget.

(Rush)

c'est, en temps de paix, du gaspillage de travail humain en produits inutiles voire nuisibles ; c'est de l'argent public dépensé par milliards par les Etats nationaux désireux d'aider leurs propres trusts. Et c'est l'anarchie dans la production qui conduit à la crise économique d'abord, à la guerre ensuite. Alors ne nous y trompons pas.

La mort du pilote du Bourget, victime de la guerre commerciale présente annonce les victimes de la guerre où conduit le système capitaliste.

De cette guerre, nous en serons tous inévitablement victimes si nous ne sommes pas capables de renverser la domination du capital avant qu'il soit trop tard.

BARRE PREND

UNE PARTICIPATION CHEZ DASSAULT :

Nationalisation des Mirage ou mirage des nationalisations

Un qui ne doit pas être mécontent que le gouvernement se soit penché sur l'avenir de l'aéronautique, c'est Marcel Dassault. Pour l'encourager sans doute à continuer de réaliser ses fabuleux profits, le gouvernement annule les dettes du marchand de Mirage envers le Trésor public.

En revanche, et pour camoufler un peu le cadeau aux yeux de l'opinion publique, cet argent non remboursé et qui avait donc rapporté des bénéfices à Dassault sans avoir rien coûté se transforme en une prise de participation de l'Etat dans le capital de Dassault pour environ un tiers (il en avait une ardoise, le Marcel !).

L'Etat disposera ainsi d'une minorité de blocage. Il pourra, théoriquement, empêcher Dassault de faire ce qui lui déplaît. Comme jusqu'à présent c'est l'Etat qui, de toute façon, a fait ce que Dassault voulait, ce dernier ne risque pas grand-chose.

Voilà donc une bonne opération pour Dassault, une bonne opération pour le gouvernement, électoralement du moins. Par contre, c'est un petit pavé dans la mare de la gauche. Giscard n'a finalement rien fait d'autre que ce que le PS compte faire, à 50 % certes au lieu de 30 % : mais cela ne change rien au problème. Ce que fera la gauche s'appellera nationalisations au lieu de « prises de participation » : mais ce sera toujours un moyen de financer et les bourgeois et leur économie avec les gros sous des travailleurs.

André ROUSSEL

R.B.

UN MARDI AU BOURGET

C'est beau un avion, mais il est pourtant difficile de ressortir du salon du Bourget sans avoir un frisson dans le dos.

Surtout lorsqu'on y va en semaine, car dans ce cas, ce ne sont pas les acrobaties aériennes ni la foule qui prédominent, mais les motifs réels du salon de l'aéronautique et de l'espace : une gigantesque foire aux engins de mort.

C'est la domination du militaire qui frappe au hasard des allées : ici, sans même avoir à tendre l'oreille, on entendra un représentant vanter les mérites de ses chars devant une délégation étrangère comme le ferait le bonimenteur pour une marque d'aspirateurs.

« Voyez messieurs, tout est automatique, le tireur est protégé par un blindage, c'est un engin très économique pour ses performances », etc. Pour la conclusion des affaires, chaque firme dispose de chalets bien aménagés où l'on arrosera au champagne la vente de chasseurs ou de bombardiers.

Plus loin, on apprend que la Suisse est neutre, ses canons de défense contre avion se trouvent en bonne place. En dehors, on remarque le dernier-né de l'industrie aéronautique israélienne sévèrement gardé par une multitude de barbouzes de l'Etat hébreu. Un peu partout les avions et les hélicoptères sont exposés avec tous les missiles et autres engins destructeurs qu'ils peuvent emporter tandis que les panneaux en français ou en anglais rappellent que celui-ci est le meilleur chasseur de char de sa catégorie ou que tel autre peut espionner un espace de plusieurs millions de kilomètres-cubes. Toutes les grandes firmes sont représentées ici, en particulier leur département militaire : Marcel Dassault, Thomson, LMT, Ericsson, Matra, Berliet, etc.

Bien sûr l'aéronautique civile est également présente : mais il faut bien dire que même Concorde et Airbus font grise mine dans leur coin tant la concurrence des Transats (spécial « Zaïre ») et des Mirage (spécial « guerre des Six

jours ») est forte. Quant aux jets pour hommes d'affaire pressés et aux avions de tourisme pour amateurs prospères, ils sont entassés les uns sur les autres et n'ont manifestement pas eu les faveurs des organisateurs. Il est vrai que ce ne sont pas ces microbes qui font le chiffre d'affaire de l'aéronautique. Même pour les plus grands noms de l'aéronautique civile, c'est le militaire qui conditionne les projets et les fabrications. Ainsi on apprend en marge du salon que Boeing vient de mettre au point un moyen-courrier très performant qui verra le jour à la seule condition que l'armée de l'air américaine en commande 300 exemplaires dans sa version militaire.

Bref, malgré la présence du Spirit of Saint-Louis de Charles Lindbergh à l'entrée du salon, on est loin des « temps héroïques » de l'aviation. Le dollar et la mort, voilà la combinaison qui fait de bons salons.

CHEQUES POSTAUX
(ORLEANS - LA SOURCE)

Une pagaille indescriptible !

Alors qu'il y avait déjà du retard, qu'il y a un manque criant d'effectifs dans tous les services, l'administration vient d'installer un nouveau système d'exploitation (destiné à une plus grande rentabilité). Le résultat ne s'est pas fait attendre. Nous avons au moins dix jours de retard et cela empire de jour en jour, ceci au moment où commencent les vacances. Dans tous les services, c'est la panique.

Aux GV (Groupe de vérification), nous empilons les coupons dans les tiroirs. Destinés aux clients, ils arriveront au mieux dans quinze jours. Le service des litiges (où sont corrigées les erreurs) est complètement débordé et au Bureau d'ordre on ne peut plus faire face aux appels téléphoniques (plus de 500 par jour).

Correspondant LO.

Les Terminaux en effervescence !

Le service des Terminaux (250 employés frappent sur une machine toute la journée) est réputé pour avoir les plus mauvaises conditions de travail. Nous sommes au rendement et jusque-là l'administration avait réussi à imposer une discipline stricte. Les surveillantes étaient chargées de nous amener notre travail et nous ne pouvions bouger de notre place sans nous attirer des réflexions. Avec la nouvelle organisation décidée par l'administration, nous en avons profité pour essayer d'imposer un nouveau système de travail. Il faut dire que depuis des mois tout le monde est sur les nerfs. Nous en avons assez d'être considérées comme des gamines et les surveillantes en ont assez de jouer le rôle de gardes-chiourme. Aussi nous nous sommes réunies (employées et surveillantes) et avons décidé de faire marcher le service autrement : les surveillantes faisant le pointage sur le TS (terminal de supervision de seize terminaux) et nous allant chercher notre travail. Cela a eu le don d'exciter quelques chefs (si maintenant

les employées se mettent à décider !) qui sont venus pousser des cris dans le service. Cris qui n'ont eu aucun effet car, à voir les couleurs par lesquelles ils passaient, cela nous a plutôt amusées. Comme les surveillantes n'obtempéraient pas à l'ordre de distribuer, on les a menacées de sanctions. Ecœurées par de telles méthodes, nous avons toutes débrayé et nous nous sommes rendues chez le chef de centre, qui nous claquait la porte au nez et s'enfermait à clé dans son bureau, ne voulant pas recevoir « cette masse hurlante ». Ensuite, on nous a dit : « **D'accord vous allez chercher vos paquets. Mais on vous supprime la pause car, avec ce système, vous avez le temps de vous détendre.** (sic) »

Depuis, l'administration cherche à installer la zizanie entre nous, allant jusqu'à proposer des repos compensateurs à des employées pour faire fonction de surveillantes. Nous en sommes là, mais l'administration n'aura pas gain de cause !

Correspondant LO.

Un ordinateur contestataire...

Aux Chèques, même l'ordinateur fait sa mauvaise tête. A la fin du mois de mai, il passait deux fois la paye des postiers... et rejetait la paye des policiers de la région parisien-

ne, pour ensuite tomber en panne pendant trois heures ! Les ordinateurs sont décidément doués d'une intelligence qui dépasse parfois celle des humains. Du moins de certains.

SCHMID (TOURS)

Les travailleurs débrayent

Il y a deux semaines, on nous annonçait que la paie serait versée le vendredi 27 mai. Et cela nous arrangeait bien d'être payés avant le week-end de la Pentecôte. Car avec des salaires qui démarrent à 1.600 F net pour 43 heures, les fins de mois sont difficiles et c'est toujours d'un bon œil que nous voyons arriver la paie plus tôt.

Mais vendredi matin, surprise : sur les tableaux d'affichage la date de la paie était changée. Aussitôt le mécontentement se propagea en même temps que la nouvelle. Deux d'entre nous stoppèrent même immédiatement le travail.

Nous nous mîmes d'accord à plusieurs pour aller réclamer notre paie au bureau à 9 heures. Et à l'heure dite, c'est une grande partie du personnel ouvrier (entretien et fabrication) qui se retrouva rapidement rassemblée. Le débrayage s'était fait spontanément. En quelques minutes nous avions envahi le hall de la direction. Le directeur, prévenu, est descendu pour nous déclarer que ce n'était pas sa faute si les coupures de courant du 24 avaient empêché les machines qui servent à faire la paie de fonctionner.

Nous sommes montés à une trentaine dans son bureau pour

avoir au moins un acompte, malgré les réticences de la plupart des délégués du personnel CGT, qui pensaient que le directeur cherchait la provocation.

Nous n'avons quitté son bureau qu'après qu'il eut cédé. Nous avons obtenu un acompte de 500 F, et un de 200 F pour les nouvellement embauchés.

Nous réclamons maintenant que notre heure et demie de débrayage nous soit payée à tous.

Correspondant LO.

ALSTHOM - ST-OUEN

Après douze semaines, arrêt des débrayages

Au bout d'une semaine de menaces, la direction de l'Alsthom-Saint-Ouen a finalement renoncé à licencier les trois délégués CFDT, se contentant d'une mise à pied de trois jours.

Mais ces derniers jours de débrayages auront été l'occasion d'un affrontement entre la CGT et la CFDT que certains travailleurs ne sont pas prêts d'oublier.

En effet la CGT (nous l'avons déjà dit dans de précédents articles) avait depuis beau temps laissé le devant de la scène à la

CFDT, espérant lui faire endosser seule l'échec du mouvement puisque, depuis des semaines, il était évident que l'Alsthom ne céderait pas.

Mais quand trois délégués CFDT ont été menacés de licenciement et que la CGT a refusé d'organiser la lutte, prétextant qu'il fallait consulter tout le monde (grévistes et non-grévistes), un certain nombre de travailleurs le lui ont vertement reproché.

Depuis mardi 7, depuis l'annon-

ce du recul de la direction sur les licenciements, il n'y a plus de débrayages. Après douze semaines de débrayages, les revendications n'ont pas du tout été satisfaites ! mais, pour le moment, personne ne semble démoralisé et quand, mercredi 8, la direction a annoncé que l'horaire reviendrait à 43 heures dès lundi 13, nombre d'ouvriers parlaient de rester à 41 heures, comme pendant les débrayages.

Correspondant LO.

PARIS-RHONE (LYON)

Des ouvriers grévistes condamnés en appel

Le 26 mai dernier, la cour d'appel de Lyon a jugé deux travailleurs qui ont été licenciés à la suite de la grève des usines Paris-Rhône en novembre 1975. Ces deux travailleurs étaient accusés d'avoir porté des coups à une jeune femme. Celle-ci faisait partie du « comité pour la liberté du travail » qui, le lendemain de sa création, regroupait les quelques dizaines d'anti-grévistes pour attaquer les piquets de grève.

Cette plainte contre deux mili-

tants actifs de la grève avait servi de prétexte à la direction pour les licencier, ainsi que vingt-deux autres travailleurs.

Au procès, les deux témoignages de l'accusation fournis par le comité anti-grève se contredisent entre eux. L'un de ces témoins revient sur ses déclarations et disculpe les deux camarades accusés. Qu'à cela ne tienne : la cour d'appel décide de condamner l'un des camarades à 800 F d'amende, à payer 800 F de dommages et in-

térêts à la femme anti-gréviste, à rembourser plus de 2.600 F à la Sécurité sociale et à payer les frais de justice. Soit au total environ 5.000 F... La deuxième camarade, elle, est relaxée.

Suite à la grève de Paris-Rhône, c'est le troisième jugement que prononce la cour d'appel de Lyon : il est identique aux deux précédents. Le patronat lyonnais peut dormir sur ses deux oreilles : la justice veille et ne se trompe pas.

Correspondant LO.

Les travailleurs de Roth-Frères continuent leur grève malgré les CRS



Les travailleurs de Roth-Frères face à l'attaque des CRS jeudi 2 juin. (AFP)

Le mercredi 1^{er} juin, les travailleurs de l'usine Roth-Frères se sont mis en grève. La plupart d'entre eux ne gagnent pas 2.000 francs en travaillant un samedi sur deux. A la production, les émanations de gaz toxiques provoquent des crises d'asthme. Toute l'année, les conditions de sécurité et d'hygiène sont en dessous de tout.

C'est dire que le préfet ne manque pas de cynisme en justifiant l'intervention des CRS contre les travailleurs du lendemain, par la nécessité dans l'usine d'une commission de sécurité.

Les CRS ont violemment matraqué les travailleurs. Les ambulan-

ces ont emporté cinq d'entre eux à l'hôpital. Mais les travailleurs se sont défendus et étaient satisfaits d'avoir défendu leur dignité contre l'agression policière.

Les frères Roth ont montré une fois de plus que les patrons ne reculent devant rien et que les tribunaux qui ordonnent d'investir les usines en grève sont à leur solde.

Mais cela ne décourage pas les travailleurs de Roth qui organisent des collectes, font connaître leur mouvement, tiennent des assemblées générales au coin de la rue de l'usine.

Le lundi 6 au matin, les CRS sont partis, les piquets de grève

ont repris leur place. Sans doute que les patrons se sont bien rendus compte que l'intervention des CRS n'a pas réussi à briser le moral des grévistes, au contraire.

La plupart des travailleurs de Roth-frères sont des travailleurs émigrés. Certains ont dû verser de l'argent à des trafiquants de main-d'œuvre pour pouvoir s'embaucher en France. Ils ont attendu, mais maintenant la coupe est pleine et ils veulent arracher leurs revendications :

- la liberté syndicale !
- pas de salaire en-dessous de 2.200 F !
- 300 F pour tous !

CITROEN-AULNAY

Le jour même de la protestation contre le meurtre de Reims, LA CFT EMPÊCHE LES ÉLECTIONS

Le 7 et 8 juin, viennent de se dérouler à l'usine d'Aulnay les élections de délégués du personnel. Par deux fois, les précédentes élections ont été annulées par le tribunal qui a reconnu que des pressions inadmissibles avaient été faites par la maîtrise et les agents de la direction pour contraindre les travailleurs à voter pour le syndicat maison, la CFT.

C'était donc la troisième tentative de faire des élections normales. Sur deux jours, dans une entreprise de 7.000 travailleurs, avec plus de 5.000 inscrits sur la liste des électeurs, seuls une quarantaine de travailleurs ont osé aller voter pour la CGT. Cette fois, la CFT, boycottant les

élections, a visiblement tout mis en œuvre pour empêcher quiconque d'aller voter.

C'est dans un climat d'écœurement que se sont déroulées les élections. Car, bien sûr, la direction et la CFT ont pris des mines hypocrites et innocentes pour désapprouver le meurtre de Pierre Maître à Reims par un commando venu de l'usine Citroën. Alors que les meurtriers de Reims sont bien connus par les travailleurs venus de l'usine de Javel car ces nervis se sont déjà illustrés dans le passé par des opérations coup de poings d'un genre analogue ; alors que la direction emploie en permanence ce type d'hommes de main dont le rôle

essentiel est d'agresser les travailleurs trop combattifs et les militants syndicaux et de faire régner l'ordre Citroën dans l'usine.

La direction et la CFT ont dû publiquement désavouer leurs hommes de main à Reims. Mais à Aulnay, leurs semblables continuent à sévir. Et la plus belle illustration en est encore ces élections.

Peut-être la direction cherche-t-elle ainsi à faire croire que les travailleurs désapprouvent la CGT. Elle aura surtout réussi à démontrer une nouvelle fois quel régime elle fait peser sur les travailleurs.

Correspondant L.O.

Une sortie remarquée

Jeudi dernier, un camarade d'une entreprise d'intérimaires a été licencié à la suite d'un accrochage avec un chef. Pris à partie parce qu'il avait arrêté de travailler pour boire un verre, il avait envoyé promener le chef.

Après avoir été mis à la porte par le chef de production adjoint, il a rangé ses outils et il est allé les lui déposer sur son bureau. L'affaire s'est terminée par un nouvel accrochage lorsque notre camarade est revenu chercher son bon de travail.

Cela a provoqué de nombreuses discussions dans l'entreprise. Beaucoup étaient plutôt contents que quelqu'un ait dit tout haut et bien en face aux chefs ce que tout le monde pense tout bas.

Bien sûr, cela ne change rien, car pour ne pas nous laisser faire, c'est tous ensemble qu'il faudrait réagir. Mais nous ne pouvons que nous sentir solidaires de ce camarade licencié d'une façon scandaleuse et de son réflexe de dignité.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière d'Unelec-Vierzon.)

AIR FRANCE

Le chauvinisme ne paie pas

« Des avions français pour Air France ! » C'est sur ce thème que le Parti Communiste Français a mené campagne à Orly-Nord (aux ateliers et hangars de révision d'Air France — 4.000 travailleurs) ces jours derniers. Postés aux entrées des restaurants du personnel, des militants du PCF clamaient « Ni Boeing 737, ni Douglas, nous voulons des avions français pour notre compagnie ! » En effet la direction d'Air France envisage le remplacement de la flotte de Caravelle et il est question qu'elle acquiert des Boeing 737.

En remettant à chaque travailleur d'Air France qui pénétrait à la cantine un texte reprenant leur slogan, les militants du PCF tentaient d'exciter leur éventuel chauvinisme, mais c'est dans l'indifférence générale que s'est déroulée leur manifestation.

10% à peine des travailleurs ont signé le « manifeste du PCF en faveur de l'avion français », ce qui ne représente même pas le nombre d'adhérents que le PCF prétend avoir à Orly-Nord. Ceci explique pourquoi, pendant quelques jours, les responsables du PCF ne pavoisaient pas.

Correspondant L.O.

HOPITAL DE BOURGES

Les malades et le personnel font les frais du manque de crédits

● A l'accueil

Installé depuis quelques mois, le service d'accueil est un service neuf ; pourtant les problèmes ne manquent pas. Un mois après l'ouverture, la salle d'attente était transformée en bureau pour la secrétaire, si bien que maintenant les « entrants » et leurs familles attendent... dans le couloir de la radio.

Quant aux extincteurs, c'est leur absence qui est surtout remarquée.

Par contre, il a quand même été prévu d'installer des W-C. Seulement, pour y accéder, il faut posséder quelques talents sportifs. Ils servent à la fois de W-C et de vidoirs ; et on y entasse les produits d'entretien, les sacs-poubelles, le bac à linge sale...

Côté personnel, ce n'est guère mieux. Il n'y a qu'un brancardier par équipe, ce qui évidemment pose quelques problèmes, en particulier pour transporter les malades dans les services où il n'y a pas d'ascenseur. Et que le brancardier soit absent, il ne reste plus qu'à faire appel à un autre, occupé ailleurs et surchargé de travail. Résultat : certains malades ne peuvent pas être levés.

Il n'est pas rare non plus de devoir faire appel à des infirmières de « réanimation », mais elles n'ont pas toujours la possibilité de quitter leur service. Ainsi, toute l'après-midi du lundi de Pentecôte, aucune infirmière n'était présente à l'accueil. Cela se passe de commentaires.

● A la Maison maternelle

La direction de l'Action sanitaire et sociale paie chaque jour plus de 200 F à l'administration pour chacune des pensionnaires de la Maison maternelle.

A raison de cinq places occupées, cela fait environ 3 millions anciens par mois. Il y aurait donc de quoi équiper confortablement la Maison maternelle. Or, malgré ses démarches, la directrice n'a même pas pu obtenir des équipements élémentaires, tels un réfrigérateur, de quoi faire la cuisine, une télévision, un poste de radio...

On se demande vraiment où passe l'argent !

Correspondant L.O.

● Quel événement !

Un événement extraordinaire s'est produit à l'hôpital la semaine dernière. Des vitres ont été nettoyées. Eh oui ! Tout arrive ! Dans certains services, cela fait des années et des années qu'on attendait cela. Enfin, les malades allaient pouvoir s'apercevoir que le ciel n'est pas toujours gris !

Mais hélas ! Cela s'est arrêté à la Maternité. Les vitres des autres services sont sans doute classées monument historique, ce qui expliquerait qu'on en conserve aussi précieusement la poussière !

(D'après le bulletin Lutte Ouvrière du Centre Hospitalier de Bourges.)

FRUITS ET LÉGUMES : démagogie pré-électorale

Le gouvernement vient d'adopter, à grand renfort de trompettes, deux mesures pour « lutter contre la hausse des prix des fruits et des légumes ». La première consiste en un blocage de la marge des grossistes au niveau atteint l'année dernière, avec la possibilité toutefois de l'augmenter de 75 % pour certains produits. La deuxième mesure se résume en la publication quotidienne des cours des fruits et des légumes.

Ces deux mesures sont aussi inefficaces l'une que l'autre. Elles ont pourtant leur raison d'être : elles font partie de la campagne électorale du gouvernement.

Les prix des fruits et légumes sont ceux qui touchent le plus l'opinion publique, ceux qui sont le plus directement ressentis par la grande masse de la population. Décemment, le gouvernement se doit de faire quelque chose. Tout le problème est donc d'adopter des mesures qui puissent toucher l'opinion publique sans pour autant inquiéter le moins du monde les professionnels concernés. Non point que le gouvernement ne puisse pas s'en prendre aux grossistes — ils pourraient servir de boucs émissaires — mais par ces temps d'élections, mieux vaut ne pas s'y frotter trop.

Le blocage des marges joue ce rôle-là. La terminologie même donne l'impression au public que les prix sont bloqués, que les bénéfices sont contrôlés par l'Etat. En fait, tous les professionnels savent qu'un véritable contrôle, en l'état actuel, est quasi



Le cinéma gouvernemental n'empêchera pas les prix de monter.

(Ph. Rush)

impossible. Qui connaît véritablement les marges pratiquées l'année dernière par les grossistes, sinon... eux-mêmes ? Et quand bien même le contrôle serait possible, le blocage ainsi conçu n'en resterait pas moins une simple mesure conservatoire. Elle reconduit les bénéfices passés, sans empêcher leur accroissement : il suffit que le montant des transactions d'un grossiste soit plus élevé pour qu'il réalise un meilleur bénéfice, puisque la marge est en pourcentage et non en absolu.

Les professionnels ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. S'ils ont élevé une protestation contre ces mesures, ils se sont gardés de lui donner

le ton de la colère, en se contentant de les déclarer inapplicables.

M. Max Mallet, président de la chambre syndicale des grossistes, a même déclaré : « Il s'agit là d'options politiques destinées à faire plaisir au public ». Et il a ajouté : « Cela n'aura aucune influence sur les prix ».

Quant à la publication des cours, qui est tout aussi inutile, elle ajoute encore à la mauvaise foi du gouvernement. Sous prétexte d'informer le public, de « dévoiler » les prix et d'empêcher ainsi la spéculation des professionnels sur l'ignorance des consommateurs, le gouvernement s'efforce de faire partager la responsabilité de la hausse

aux consommateurs, accusés de ne savoir point acheter.

Sur ce terrain non plus les milieux professionnels ne se sont guère inquiétés. Ils ont même pris les devants en publiant une « note de conjoncture hebdomadaire » accompagnée du mode d'emploi. Il ne s'agit pas de « conseils d'achat précis » mais « seulement d'une indication de tendances ». C'est au « consommateur à tirer lui-même des conclusions, acceptant de payer plus cher les produits rares ou se pliant, au contraire, aux achats raisonnables ».

Bien entendu, il n'est pas impossible que le gouvernement ne s'en tienne pas à ces seules mesures. Pour donner un peu de crédibilité à ses

décisions, il prendra peut-être quelques initiatives spectaculaires qu'il montera en épingle. Il pourra par exemple envoyer une brigade de contrôleurs à Rungis et sanctionner, non pas les grosses sociétés de distribution bien sûr, mais quelques petits grossistes. Et il ne s'agira que de gestes destinés à donner plus de force à son cinéma, et non de réelles mesures pour juguler les prix.

Et même si les grossistes jouent le jeu quelque temps et se tiennent à carreau, chacun s'efforçant de n'être point celui qui servira momentanément de cible, il est évident que cela n'aura qu'un temps, le temps que l'orage passe...

Alain MARQUET.

Essence, péage des autoroutes en hausse Barre donne l'exemple

Le 15 juin, l'essence va augmenter. C'est la quatrième fois en ces treize derniers mois, ce qui correspond donc, en cette même période, à une hausse de près de 25 % du prix du super. Quand on sait que la hausse du prix du pétrole brut n'a été que de 7 à 8 % en moyenne cette année et que l'Etat par contre prélève 60 % des taxes sur le

prix de l'essence, on voit tout de suite comment le gouvernement entend montrer l'exemple en matière de hausses des prix.

D'ailleurs, après s'être surcru si largement lui-même sur le dos des automobilistes, l'Etat ne pouvait pas être en reste vis-à-vis des compagnies qui exploitent les autoroutes. Barre les autorise donc à rele-

ver le tarif de leurs péages. Ce qui va se traduire dans un premier temps par une hausse de 4,5 % pour l'autoroute Paris-Le Mans et de 6,8 % pour l'autoroute de l'Estérel et celle de la vallée du Rhône. Ce n'est qu'un début, les autres compagnies ne vont pas tarder à « réajuster » elles aussi leurs tarifs sous peu.

Le moment est bien choisi.

Les vacances approchent, chacun rêve du moment où il va enfin pouvoir s'élancer sur les routes à la recherche d'un peu de liberté. Le fin politicien qu'est Barre le sait bien, et il n'est décidément jamais à court d'idées quand il s'agit de rançonner un peu plus les travailleurs.

Cécile BERNIER.

Merci patron

Le CNPF qui, pour soutenir le plan Barre, avait demandé à ses adhérents de limiter les augmentations de salaires à 3,5 % pour le premier semestre de 1977, vient d'annoncer qu'il conseillait désormais de porter ce taux à 4,5 %, soit 1 % en plus.

Ils sont vraiment trop bons, ces patrons ! Pensez donc, 1 % de mieux sur la paie, alors que les prix n'auront augmenté que de 15 à 20 % au bout de l'année !

En fait, ce sont les patrons eux-mêmes qui reconnaissent ainsi, de manière détournée, que les prix galopent plus vite que ne l'avait annoncé le gouvernement.

J.G.

INONDATIONS DANS LE CENTRE : passivité gouvernementale

Du 26 au 30 mai, le Cher, l'Indre, la Loire et leurs affluents sont entrés en crue, inondant de nombreuses communes du Centre.

A Saint-Amand-Montrond, tout le centre-ville s'est trouvé sous un mètre d'eau. Des routes ont été coupées, des voitures noyées, du bétail emporté, des cultures endommagées ; les maisons ont subi d'importants dégâts. Certains quartiers de Bourges et de Vierzon se sont trouvés aussi sous les eaux.

Des crues catastrophiques, la

région en a déjà connu en 1910, 1940 et 1958. Cette dernière avait fait 340.000 sinistrés, directement ou indirectement, et 31 millions de francs de dégâts sur la zone Montluçon-Tours. Aujourd'hui, on parle d'une centaine de milliers de sinistrés.

Entre ces crues, aucune mesure gouvernementale sérieuse n'a été prise pour en empêcher de nouvelles. Des solutions existent pourtant : il faut créer des retenues d'eau pour empêcher les rivières de déborder en cas de pluies torrentielles. C'est ainsi qu'en mai 1977, le Cher n'aurait pas été en

crue si un deuxième barrage avait été construit à Chamborhand, en amont de la rivière, comme le réclame une association de sinistrés depuis une quinzaine d'années. Ce qui est vrai pour le Cher l'est aussi pour le bassin de la Loire et de l'Indre.

La politique à courte vue de l'Etat consiste à ne s'occuper d'un tel problème que lorsque les inondations arrivent et que le temps qu'elles durent. Tant pis pour les sinistrés qui ne touchent aucune assurance : ils sont contraints de payer de leur poche l'incurie gouvernementale. Correspondant L.O.

A fond la caisse

Un commentateur d'Europe 1 faisait remarquer mardi 7 juin que la situation dans les Caisses d'Epargne était exceptionnelle. Les retraits de fonds l'auraient ces temps-ci emporté sur les dépôts, sans que pour autant des achats importants de biens de consommation aient lieu. Ce phénomène extrêmement rare aurait des précédents historiques significatifs : mai 1968 et, bien plus loin dans le temps, la Commune de Paris en 1871 ! En quelque sorte, le souffle de la révolution passait sur les comptes minutieux des petits épargnants et bouleversait, avec la confiance, toute velléité d'économie.

En fin de compte — si l'on peut dire — le journaliste redresse la situation en estimant que ces re-

traits étaient sans doute dus au succès de l'emprunt Barre... Mais avec la tendance de la Bourse à la baisse continue et le départ des capitaux pour des investissements plus rentables à l'étranger, la situation de l'épargne ne fait qu'illustrer et la profondeur de la crise et la méfiance des épargnants envers une monnaie inflationniste. Ce n'est pas le vent de la révolution, c'est dans certains cas un calcul bien intéressé qui fait réaliser pour des capitaux, si petits soient-ils, un meilleur placement. Et pour la majorité des autres cas, c'est tout simplement la diminution du pouvoir d'achat qui pousse à puiser dans les économies.

Colette BERNARD.

L'AFRIQUE DU SUD : 4 millions de Blancs, 20 millions de Noirs

par Christiaan BARNARD

L'homme qui en décembre 1967 inscrivit son nom dans l'histoire de la médecine, comme celui du premier chirurgien auteur d'une greffe cardiaque humaine, avait à l'époque présenté aux feux de l'actualité le visage d'un libéral, adversaire de la discrimination raciale.

Celui qui apparaît dans son livre *Afrique du Sud : 4 millions de Blancs, 20 millions de Noirs*, derrière le masque du chirurgien célèbre, n'est plus qu'un bourgeois raciste blanc. En neuf années de voyages et de congrès médicaux, l'épiderme sensible du professeur Christiaan Barnard n'a pas supporté les critiques portées contre l'Afrique du Sud.

Certes Christiaan Barnard continue de s'affirmer hostile à la discrimination raciale qui frappe toute la population noire d'Afrique du Sud. Certes, l'Apartheid mesquin qui sépare les malades blancs et noirs dans les hôpitaux choque sa conscience de contribuable comme sa conscience de chrétien et l'Apartheid en matière d'emploi lui semble un non-sens économique. Certes, le chirurgien cultivé ne voit aucun in-

convénient, à l'heure de ses bains de soleil, à « partager la plage avec des personnes d'une autre couleur si leur comportement satisfait aux critères du savoir-vivre civilisé ».

Il serait, lui, plutôt pour une discrimination « fondée sur le mérite et non sur la race », qui remplacerait l'Apartheid absurde qui règne dans la vie quotidienne, dans les cafés, sur les stades et tous les lieux publics, comme en matière d'emploi, absurdité d'autant plus dangereuse selon lui qu'elle encourage les gens de couleur « à devenir des paresseux et des vagabonds » et qu'elle alimente « la subversion communiste ».

Christiaan Barnard ne peut supporter la perspective effrayante d'une société où la voix et l'opinion d'un travailleur compterait autant que celle d'un bourgeois cultivé. Et tout son livre vise à prouver que ce n'est vraiment pas de la faute du régime sud-africain si les bourgeois sont blancs et les travailleurs noirs. Il révèle d'ailleurs à ce sujet son opinion sur le fond de la question au détour d'une page : « C'est un fait

biologique qu'aucun animal, homme ou souris, n'est égal à un autre. La détermination génétique fait que certains ont un peu plus, d'autres un peu moins. (...) Chez toutes les races, il y a ceux qui seront des maîtres et ceux qui seront des serviteurs. »

Non vraiment, Christiaan Barnard n'est pas raciste. Il se refuse à faire une différence entre les souris blanches et les souris noires. Mais pour lui, simplement, certains hommes ne valent pas plus que les souris.

Cette peur des pauvres, cette haine des masses ouvrières noires incultes, c'est cela le racisme de Barnard, comme de tous les libéraux blancs prêts à quelques concessions de forme, à condition que ceux qui triment dans leurs

mines et leurs usines, qui leur servent de domestiques n'aient demain pas plus voix au chapitre qu'hier.

Barnard affirme représenter l'opinion des grands industriels, comme le milliardaire Oppenheimer, et de la majorité de ses compatriotes, les Blancs sud-africains. C'est possible. Tout comme il est possible que, sous l'influence de leurs intérêts bien compris, tous ceux qui méprisent la population noire parce qu'elle est pauvre et exploitée l'emportent demain sur les partisans de l'Apartheid mesquin qui la haïssent pour la couleur de sa peau. Mais tous défendront leurs privilèges de Blancs avec une égale fureur et, quand Barnard achève son livre en affirmant « N'essayez pas de

nous faire le coup de la Rhodésie » et en brandissant comme ultime argument la puissance nucléaire de l'Afrique du Sud, il marque ainsi parfaitement la véritable nature des libéraux blancs. Ces gens-là déplorent les morts de Soweto comme une maladresse, mais ils sont du côté de Vorster et de ses flics contre la jeunesse noire et les ouvriers noirs, contre les pauvres en révolte. Mais, que les Barnard soient plus fiers d'être bourgeois que blancs, ou l'inverse, peu importe. L'avenir n'appartient ni aux uns ni aux autres.

Pierre VERNANT.

L'Afrique du Sud : 4 millions de Blancs, 20 millions de Noirs de Christiaan Barnard - Ed. Pierre Belfond - 185 p - 39 F.



Un Africain jeté à terre et menacé par un policier blanc pour n'avoir pas quitté assez rapidement le centre de la ville Le Cap, interdit aux Africains pour la nuit. Les Barnard et compagnie justifient avec des arguments « libéraux » les matraques de la ségrégation raciale.

L'argent des autres

de Nancy MARKHAM

Henri Rainier est fondé de pouvoir dans une banque. Son métier, c'est toute sa vie, une vie joyeuse, mondaine, sans problème financier.

Puis, du jour au lendemain, arrive la « catastrophe », celle que l'on croyait ne jamais voir, la chose impossible : la banque a des problèmes, est mouillée dans un scandale financier. Scandale d'autant plus grand qu'elle se servait de l'argent déposé dans ses coffres pour subventionner des entreprises douteuses.

Alors, il va lui falloir trouver un coupable, et ce sera Henri Rainier. Pourquoi lui ? Il n'avait pourtant pas de très grosses responsabilités à la banque ? C'est

vrai. Mais d'autres, plus haut placés, sont intouchables : d'abord les grands manitous de la banque, qui veulent sauver leur peau et leurs profits, et d'autres, trop protégés dans les ministères.

Henri Rainier va donc être rejeté comme un malpropre, après douze ans de bons et loyaux services. Il ne peut y croire, lui qui a pendant de si longues années servi avec tant de zèle la banque.

Que va faire cet homme bafoué ? Réagira-t-il ? Baissera-t-il les bras ? Les banquiers pensent qu'il n'osera jamais s'attaquer à l'institution qu'est la banque. C'est d'ailleurs pourquoi ils l'ont choisi.

Mais Henri Rainier va essayer

de se battre, avec l'aide de sa femme et d'un ami qui est avocat. Et la lutte sera dure, très dure, car la banque ne recule devant rien.

Nancy Markham démonte devant nous le mécanisme compliqué de la banque. Elle essaye de démontrer de bout en bout comment la banque, toute-puissance de l'argent, n'hésite pas à écraser des hommes par tous les moyens, même les plus ignobles.

Un livre qui nous tient en haleine du début à la fin.

Marie-Claude SOLAC

L'argent des autres, de Nancy Markham - Ed. J.C. Lattès - 35 francs - 263 pages.

Rocco et Antonia : " Si les porcs avaient des ailes "

Les auteurs de ce « journal politico-sexuel de deux adolescents » (comme le précise le sous-titre italien), un psychologue et un journaliste, sont bien persuadés que leurs « cochons » en ont, des ailes. Les magistrats italiens aussi, qui se sont offert le ridicule de faire saisir le livre après plusieurs centaines de milliers d'exemplaires vendus. Rouge a ouvert début mai un débat politique sur ce roman, qui exprimerait entre autres la crise du militantisme d'extrême-gauche. Le 1^{er} juin, à Paris, Rocco et Antonia étaient l'objet d'un débat de l'Association presse-information-jeunesse. On pouvait s'attendre à un livre fondamental sur la jeunesse d'aujourd'hui.

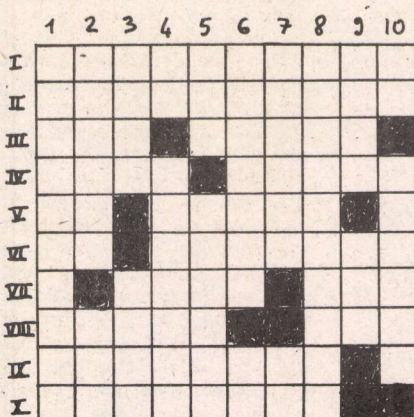
En fait, pour composer les journaux intimes d'un lycéen et d'une lycéenne de Rome, les auteurs n'ont pas cherché l'originalité des ingrédients : argot, termes grossiers, drogue, pop music, psychanalyse, fantasmes sado-masochistes, expériences homosexuelles, il y manque peu de choses. Les circonstances et le milieu dans lesquels les deux héros se rencontrent, s'aiment puis se séparent ne sont que sommairement esquissés : manifestations, collectif lycéen, groupe femmes, milieu familial de gauche, parents compréhensifs et maladroits.

De problèmes politiques, peu de traces : nos lycéens amoureux n'ont plus d'yeux que pour eux-mêmes. Reste un roman de quatre sous, incohérent et gentil, provocateur et prétentieux, volontairement cochonnet, mais dont les ailes sont trop courtes pour qu'il risque de s'envoler aux cieux de la littérature ou de la politique.

Vincent GELAS.

Si les porcs avaient des ailes de Rocco et Antonia - Stock 2 Savelli - 275 p. - 28 F.

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. Permet d'avoir le dernier mot. — II. Connaît des hauts et des bas. — III. Vieille bête - Pris avant l'essai. — IV. Prénom - On lui écrit en musique. — V. N'a pas besoin d'un grand lit - Issu d'un croisement. — VI. A la fin de la vie - Incommodes de son parfum. — VII. Plein d'astuce - Passe sous la porte. — VIII. Ne manque pas d'emplois - A quand celle du socialisme ? — IX. Ne manque pas de piquants. — X. Permettent de faire une bonne impression.

VERTICALEMENT. — 1. Un problème pour des millions d'hommes. — 2. Qui cherche sa voix - Il va aussi vite que la musique ! — 3. Pièces de vers - Indulgent pour les gros. — 4. Pas toujours retenu - Faire appel. — 5. Accompagne une passe - Greffera. — 6. Argent - Argent. — 7. En forme de botte - En bien, mais pas en mal. — 8. Pas toujours indemnisées. — 9. Port norvégien - Coule en Suisse. — 10. Pronom - Taxés sur les routes.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	V	E	U	R		F	A	T
II	A	M	E	S		E	R	I	G	E
III	R	E	N	O	N	C	U	L	E	S
IV		R	E	N	I	E	M	E	N	T
V	L	I	N		E	L	I	R	A	I
VI	A	C	E	R	E		N	I	C	
VII	P	A	U	L		P	A	N	S	U
VIII	S	I	S		M	A	N	U	E	L
IX		N	E	M	O		T	E		E
X	P	E	S	T	I	F	E	R	E	S

La dentellière

de Claude Goretta

Une jeune fille, Pomme, qui ressent la vie avec une force intense mais qui ne peut, qui ne veut extérioriser ses sentiments, rencontre un jeune homme, François, qui, si au premier abord il peut sembler tendre et attentionné, ne saura jamais la comprendre vraiment, imbu qu'il est de lui-même, comme tant d'hommes.

Sur cette histoire, qui aurait pu n'être qu'un banal film sentimental, Claude Goretta a tiré du livre de Pascal Lainé un film qui touche. Les mondes dans lesquels vivent Pomme et François sont montrés tels qu'ils sont. Le monde de Pomme, c'est celui du salon de coiffure où elle fait ses shampoings. Elle qui n'a que 18 ans voit que les rapports entre hommes et femmes sont presque toujours faussés et que les femmes sont bien souvent les victimes. Mais ce milieu de petites gens est cependant dépeint avec beaucoup de sympathie et une grande chaleur humaine.

L'autre monde, c'est celui de François. Il est étudiant en

lettres. Ce fils de notaire est brillant dans ses études. Mais lui et une partie de ses amis tiennent avant tout à s'affirmer eux-mêmes. Ils sont fiers de leur savoir, comme de leur famille et de leur position sociale. Et c'est justement la mentalité et les préjugés de son monde petit-bourgeois qui empêcheront François de comprendre Pomme, de voir ses efforts pour apprendre, sa manière d'aimer, sa fragilité et sa vie intérieure.

Les seuls qui comprendront Pomme et son monde, ce seront le couple d'amis de François qui eux, justement, s'intéressent aux autres, qui aiment les gens et militent à l'extrême-gauche pour changer la vie.

Le film de Claude Goretta suggère les choses plus qu'il ne les démontre. Mais il décrit la vie simplement telle qu'elle est, et il le fait avec beaucoup de tact. Pomme est à la fois femme et prolétaire. Elle accepte sa condition sans la moindre révolte. Et de ce point de vue elle est la femme



de rencontre idéale de tous les petits bourgeois du style de François. Sa résignation et sa souffrance muettes feront sans doute leur admiration. Ils y trouveront peut-être un sujet d'esthétisme, comme l'au-

teur du livre, et comme bien des spectateurs pourront en avoir le sentiment en voyant ce film fort bien fait. Mais ce film est aussi et avant tout un film humain, qui nous prend d'autant qu'Isabelle Huppert

donne tant de vie à son personnage de Pomme qu'elle bouleverse et qu'on partage ses émotions.

Paul SOREL

En route pour la gloire

de Hal ASHBY

Ce film raconte l'histoire du chanteur américain Woody Guthrie qui, dans les années 1930, créa une bonne part de ce qui constitue depuis le répertoire de la chanson syndicaliste américaine. C'est donc un film engagé, et du bon côté, qu'a voulu faire Hal Ashby avec *En route pour la gloire*.

Il y parvient pour l'essentiel. On voit d'abord, à travers Woody, la misère qui frappe les travailleurs des Etats-Unis : à la dépression économique s'ajoutent, pour les Etats du sud et en particulier le Texas de Woody, les effets dévastateurs des terribles tempêtes de poussière qui rava-

gèrent la végétation et les récoltes de ces Etats durant la décennie. Bientôt il ne reste plus qu'à quitter le pays, où les « jobs » se font rares et où la terre ne nourrit plus. C'est l'exode vers la Californie, terre promise que l'on atteint par la route, la fameuse nationale 66 des Raisins de la colère ; ou par le train, comme les vagabonds du rail chers à Jack London. Mais alors, gare aux hommes de la compagnie de chemin de fer, qui débusquent les voyageurs clandestins à coups de trique et même de fusil.

Sur place, on se rend vite compte que la Californie n'a rien

d'un paradis. Les émigrants n'ont que des bidonvilles de toile pour se loger. Le travail y est rare et les salaires dérisoires. Il faut lutter, redonner confiance à ces milliers d'exploités, leur montrer qu'il existe un moyen d'être forts face aux patrons : le syndicat. C'est la voie que choisira Woody Guthrie avec sa guitare.

Il a l'entière faculté de se mettre à l'abri du besoin, car les chaînes de radio se disputent son talent, à condition toutefois qu'il soumette son répertoire aux commanditaires. Après avoir hésité, il refusera finalement.

En route pour la gloire est un beau film. Cependant il souffre



de longueurs (le film dure deux heures), de nombreuses répétitions. L'abus des belles images destinées à nous montrer « quel beau - pays - c'est - l'Amérique » a quelque chose de lassant, comme l'est le fait d'avoir pris l'artiste comme seul point de mire,

en n'accordant au prolétariat agricole américain que le rôle de toile de fond.

A cela près, *En route pour la gloire* vaut cependant largement d'être vu.

René BLIARD.

Un taxi mauve

d'Yves BOISSET

Un journaliste français venu faire retraite en Irlande tout en chassant dans la lande ; un jeune héritier d'une grosse fortune américaine, ayant lui aussi un mal mystérieux à cacher ; un aventurier mythomane qui semble tout connaître de leur passé ; sa fille muette, belle et inaccessible ; la sœur de l'héritier, mariée à un prince de Hanovre mais qui passe son existence en des aventures de rencontre. Quoi encore ? Le taxi mauve, conduit par un médecin irlandais.

Mais on ne colle pas à l'histoire. La rencontre, au milieu des

landes et des châteaux irlandais, de ces personnages plus ou moins déboussolés, perdus, perturbés par des malheurs qu'ils n'osent avouer, ne parvient pas vraiment à intéresser ni à émouvoir. Il ne reste qu'une histoire somme toute assez filandreuse et de très beaux paysages irlandais.

André JUILLIARD

Portrait de groupe avec dame

d'Aleksandar PETROVIC

On attend beaucoup de ce film.

Le metteur en scène, Aleksandar Petrovic, est l'auteur de J'ai même rencontré des Tziganes heureux et de Le Maître et Marguerite. Les acteurs sont excellents, en particulier Romy Schneider et Michel Galabru. Le scénario est tiré d'un roman de Heinrich Böll, auteur entre autres de L'honneur perdu de Katharina Blum. Le sujet est prometteur : l'Allemagne de 1936 à nos jours, avec le nazisme, le racisme, la guerre, les prisonniers de guerre russes, la dureté et la vitalité de la bourgeoisie allemande, le tout vu à travers la vie et les rêves d'une femme.

Mais Petrovic a adopté un style de narration si complexe et si savant que le spectateur s'y perd et rapidement décroche complètement.

Vincent GELAS.

Trois femmes

de Robert ALTMAN

Les trois femmes, c'est Millie : uniquement préoccupée, jusqu'à ce qu'un drame la touche, par ses perpétuelles chasses à l'homme, elle est presque émouvante de stupidité et de prétention. C'est Pikie : adolescente sans cesse brimée dans sa soif de chaleur humaine, elle est exaspérante de naïveté et de maladresse. Quant à Willie, mariée à une brute qui l'ignore, elle peint ses fantasmes dans le fond d'une piscine et trouve à coups de pistolet les toiles qu'elle vient d'achever.

Les « hommes », eux, plus symboliques que réels, ce sont les flics qui sillonnent à moto un terrain vague et s'entraînent au tir sur cible.

Dans la deuxième partie, qui frise le film d'épouvante, une tentative de suicide et l'accouchement de Willie, délaissée par son mari, soudent ces trois femmes et les détachent des hommes qui les ont déçues. Robert Altman a-t-il voulu dire qu'elles pouvaient se suffire à elles-mêmes ? En tout cas, si son but était, de décrire un monde inhumain et angoissant où l'on s'ignore mutuellement, il y a réussi. Mais sa démonstration comme ses personnages sont si schématiques qu'ils sonnent faux.

Odette DYLAN

FILMS

ROSSELLINI : un grand du cinéma néo-réaliste italien

Roberto Rossellini, qui vient de mourir à l'issue du Festival de Cannes dont il avait présidé le jury cette année, est un cinéaste important dans l'histoire du cinéma, du cinéma italien en particulier. Son premier grand film, Rome, ville ouverte, avait d'ailleurs été couronné à l'occasion du premier Festival de Cannes, en 1946.

Le nom de Rossellini ainsi que les titres de ses films, comme Rome, ville ouverte et Paisà, sont associés au courant «néo-réaliste» du cinéma italien : un courant qui s'épanouit dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale et qui continua d'inspirer par la suite une bonne part de tout le cinéma. Développé à partir de 1942, en liaison avec la Résistance, le néo-réalisme voulait faire un cinéma populaire et national, en rupture avec les films de l'époque mussolinienne. Faisant intervenir des gens des milieux populaires, abordant les problèmes de la guerre, de la misère et du chômage, les films

italiens de cette période voulaient avoir un contenu social et politique. Ils constituent une sorte de fresque historique de l'Italie de l'après-guerre, et ils eurent beaucoup de succès. Le plus célèbre de ces films reste sans doute Le voleur de bicyclette de Vittorio De Sica, mais Rossellini en avait été en quelque sorte le promoteur avec Rome, ville ouverte, qui eut un énorme succès international : posant des problèmes familiaux et modernes, en l'occurrence les combats de la Résistance, il tranchait avec les histoires de stars qu'offrait alors plus souvent le cinéma.

Rossellini apportait aussi des innovations dans la forme des films. Il s'opposait au système des grands acteurs, des décors et des maquillages importants, pour tourner des films sobres et dépouillés. Dans ses thèmes comme dans sa forme, le néo-réalisme a fécondé tout le cinéma moderne, avec lequel nous sommes familiarisés aujourd'hui,

mais qui représenta à l'époque une petite révolution et déclencha l'enthousiasme de toute une génération d'intellectuels.

Après avoir fait connaître l'actrice Anna Magnani, Rossellini fit plusieurs films avec Ingrid Bergman, sa femme, en particulier Stromboli. Depuis cette période, et notamment à la télévision à laquelle il s'était entièrement consacré depuis plus de dix ans, ce sont les événements de l'histoire chrétienne en particulier, et les vies des grands hommes qui ont inspiré ses films.

Il conservait ses préoccupations sociales puisque, dans le cadre du dernier Festival de Cannes, il animait encore un colloque consacré à l'engagement économique et social du cinéma.

Il reste comme un symbole de la gauche intellectuelle italienne, marquée à la fois par l'esprit chrétien et l'humanisme social, et par un grand talent dans l'art du cinéma.

Christiane LE GUERN

sélection

FILMS RECENTS :

ADOPTION, de M. Meszaros.

La vie quotidienne d'une ouvrière de 42 ans en Hongrie aujourd'hui.

Saint-André-des-Arts (6°).

LA QUESTION, de L. Heynemann.

Les parachutistes de Mas-su à l'œuvre en 1957, en Algérie.

Impérial (2°) - Quartier Latin (5°) - Studio Raspail (14°) - Calypso (17°).

LE DIABLE DANS LA BOITE, de P. Lary.

Un cadre se bat contre son licenciement. Un film à la fois drôle, émouvant et féroce contre les patrons qui licencient.

Saint-Ambroise (11°) - Ternes (17°).

QUAND J'AURAI VINGT ANS, JE SERAI HEUREUX.

Courts métrages de Carre, Pilard, Auer et Haudiquet sur la vie des jeunes.

La Clef (5°), à 12 h et 24 heures.

LES AMBASSADEURS, de N. Ktari.

La vie des travailleurs immigrés dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris.

Jean-Renoir (9°).

BEN ET BENEDICT, de P. DelSol.

La vie réelle d'une femme et celle qu'elle avait imaginée ; deux échecs racontés d'une façon touchante et simple.

14-Juillet (11°).

FILMS ANCIENS :

BUTCH CASSIDY ET LE KID, de G. Roy Hill.

Du Far-West à la Bolivie, de hold-up de banque à hold-up de banque, les aventures désopilantes de deux bandits et d'une institutrice.

New-Yorker (9°).

DOUZE SALOPARDS, de R. Aldrich.

Au travers d'une mission suicide confiée à douze repris de justice sortis de prison à cette condition, une image de l'armée US et de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, lors du débarquement en France.

Kinopanorama (15°).

LITTLE BIG MAN, de A. Pen.

Les Indiens face à leurs massacreurs, au travers du récit humoristique d'un homme qui fut tour à tour «Blanc» et chef indien.

Noctambules (5°).

TELETELE

AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

DES DOLLARS POUR L'EUROPE

A l'occasion du trentième anniversaire du Plan Marshall, les Dossiers de l'écran avaient consacré leur émission du mardi 7 juin à la présentation et à la discussion de cette «aide américaine à l'Europe».

Le film qui ouvrait le débat était un vieux film espagnol, **Bienvenue, M. Marshall**, qui sur le mode satirique mettait en scène un petit village de Castille attendant le passage des Américains et de leurs dollars.

Le film se moque gentiment des illusions et de la naïveté des paysans, qui dressent à l'intention des Américains, modernes

Pères Noël, la liste de leurs besoins (pour l'un, une paire de vaches laitières ; pour l'autre, un phonographe ou une machine à coudre).

Les Américains passeront sans s'arrêter... et les villageois devront payer la note de la réception.

Le film était vieux et sans doute bien démodé dans son style et son rythme, mais il était plus riche que le débat qui a suivi.

Pierre Durand, de l'Humanité, rappela que l'aide Marshall était assortie de la condition pour les gouvernements européens d'évincer les ministres communistes —

ce qui fut fait à peu près simultanément en Belgique, en France et en Italie. Gilles Martinet, membre du Parti Socialiste, sans avoir l'air d'y toucher, souligna qu'il s'agissait d'un problème plus vaste et que dans le même temps, et même un peu avant, en Hongrie, en Pologne, les ministres non communistes avaient eux aussi été éliminés du gouvernement. En somme, on était quittes.

En face et à droite — si l'on peut dire — il y avait Alfred Grosser, Robert Marjolin, ancien «répartiteur» des fonds Marshall pour l'Europe, et Flora Lewis,

journaliste au **New York Times**. Ils ont tous insisté sur le côté désintéressé de l'aide américaine, qui fut pratiquement un don et non un prêt, sur son efficacité, son rôle dans la construction européenne, etc. Quand les téléspectateurs, étonnés, ont demandé quel était dans tout cela l'intérêt des Américains, les réponses ont été évasives. Les problèmes politiques (notamment par rapport à l'URSS), n'ont pas été totalement esquivés, mais il a fallu attendre la fin de l'émission pour qu'Edvin Martin, ancien ambassadeur des USA, confirme paisiblement que la re-

construction de l'Europe était nécessaire, non seulement politiquement mais économiquement, et qu'elle avait représenté un placement très important et très intéressant pour les investissements (c'est-à-dire les capitaux) américains.

En somme, si Durand a joué les contradicteurs, son principal souci tout au long de l'émission a été de montrer que, si le PCF avait combattu le plan Marshall, c'était au nom de l'indépendance nationale... Et cela sonnait comme une excuse.

Colette BERNARD.

sélection

Samedi 11 juin

FR3 - 20 h 30 - La plume à... Jean-Pierre Chevènement : «Rossel et la Commune de Paris». Cette émission est fondée sur le principe suivant : une personnalité écrit, sur un sujet qu'elle a choisi, l'évocation d'un personnage. Chevènement a choisi d'évoquer Rossel, officier de carrière qui se rallia à la Commune de Paris de 1871, non parce qu'il était socialiste et choqué par l'oppression de classe, mais par patriotisme.

Dimanche 12 juin

FR3 - 16 h 55 - Les mystères de la terre : Le secret des profondeurs. Cette émission, deuxième d'une série de

quatre, a déjà été diffusée le vendredi précédent. Elle se propose de faire le point sur nos connaissances des phénomènes concernant les profondeurs terrestres, en particulier le phénomène de la dérive des continents ; avec la participation notamment d'Haroun Tazieff et de Xavier Le Pichon, un des auteurs de la théorie des plaques.

FR3 - 17 h 50 - Espace musical, de Jean-Michel Damian : **Ouverture tragique** de Brahms et concerto **L'empereur**, de Beethoven.

TF1 - 20 h 30 - Film : Folle à tuer, d'Yves Boisset, avec Marlène Jobert et Michel Lonsdale. Un bon film à suspense.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Spé-

cial Boris Vian, avec Maxime Le Forestier, Mouloudji, Claude Luter, Magali Noël, Claude Nougaro, Serge Reggiani. **TF1 - 22 h 05 - Questionnaire : Claude Olivierstein : les jeunes et la drogue.**

Mardi 14 juin

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran : Les contribuables et les fraudeurs. Pour introduire ce débat, un film canadien inédit en France, **L'affaire Sloane**, qui raconte comment des experts fiscaux démontent les mécanismes d'une fraude. Participent au débat : Boulin, ministre, un inspecteur central des impôts, secrétaire de la CFDT, un boucher contrôlé par les Brigades spéciales, etc.

Mercredi 15 juin

ANTENNE 2 - 22 h - Question de temps. Cette émission consacrée à l'actualité porte sur les **Elections espagnoles** qui se déroulent ce jour-là. Elle est réalisée en direct. Y participent différents leaders politiques : Santiago Carrillo pour le Parti Communiste Espagnol, Jimenez (Démocratie Chrétienne), Gonzales (Parti Socialiste), Iribarne (Alliance Populaire - opposition de droite à Suarez).

Jeudi 16 juin

FR3 - 20 h 30 - Film : Beau-coup trop pour un seul homme, de Pietro Germi. Une comédie par le réalisateur de

Divorce à l'italienne.

Vendredi 17 juin

FR3 - 21 h 30 - Les mystères de la terre : L'atmosphère ou les incertitudes du temps. Troisième émission de la série, avec des spécialistes de la Météorologie nationale. **ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apostrophes : Histoire et actualité du livre érotique et pornographique**, avec Régine Desfor- ges et Xaviera Hollander. Quand la TV se déboutonne... **ANTENNE 2 - 22 h 45 - Ciné-club : Le rideau cramoisi**, d'Alexandre Astruc.

Dimanche 19 juin

TF1 - 20 h 30 - Film : Les grandes gueules, de Robert Enrico.

URSS

Une Constitution feuille de vigne de la dictature

● L'URSS va adopter dans les mois, sinon dans les semaines qui viennent, une nouvelle Constitution dont le projet vient d'être publié dans la presse soviétique.

Selon les dirigeants soviétiques, l'URSS serait devenue « une société socialiste développée », « l'Etat socialiste du peuple tout entier ». En somme, l'URSS aborderait la dernière étape de la construction de la société communiste.

Mais par-delà les formules d'auto-satisfaction, il n'y a pas grand-chose de changé non seulement dans la Constitution soviétique mais surtout dans la réalité elle-même : une dictature féroce qui n'a rien de commun avec le communisme.

Oh certes, la Constitution garantit toutes les libertés individuelles, elle précise clairement tous les droits des citoyens. Plus d'une trentaine d'articles y sont consacrés. Tout est prévu y compris le droit de faire des suggestions aux organismes d'Etat. Ce qui est, il faut le reconnaître, le comble de la démocratie. Tout y est prévu, y compris le petit article qui permet de supprimer tout le reste, l'article 39 qui stipule : « L'exercice par les citoyens des droits et des libertés ne doit pas porter atteinte aux intérêts de la société et de l'Etat ». Et on sait à quel point le KGB est sourcilieux sur « les intérêts de l'Etat » ! Parmi les devoirs des citoyens figure d'ailleurs en bonne place la délation et la collaboration avec la police politique : « A l'égard des actions anti-sociales, chaque



A Moscou, des passants jettent un coup d'œil à la nouvelle Constitution. Dix ans pour élaborer un texte nouveau qui ne change rien à rien. (UPI)

citoyen doit prêter tout le concours possible au maintien de l'ordre public... ». Mais tout cela n'est guère nouveau.

Et en ce domaine, la Constitution n'est qu'un pâle reflet de la réalité. Dans ce pays où la contestation politique, la volonté de défendre son opinion contre l'ordre existant est assimilée à la démence, où l'on emprisonne dans les hôpitaux psychiatriques, dans les prisons, dans les camps, les opposants au régime, parler des droits du citoyen n'est qu'une dérision sinistre ; de toute façon, ce n'est pas cela qui peut arrêter le KGB, plus familiarisé avec la manipulation du code pénal qu'avec le respect des libertés inscrites dans la Constitution.

Le seul changement notable, c'est que les Soviétiques auront le droit de vote à 18 ans. Mais quand on sait que seul le parti et les organisations qui lui sont af-

filées peuvent présenter des candidats, quand on sait aussi que le droit de vote sert, comme ici, à désigner tous les cinq ans des députés qui ne rendent pas de comptes, on mesure la portée limitée de ce nouveau droit.

En fait, le texte de la Constitution met en lumière à quel point la société soviétique est bien loin du communisme. La liberté et l'égalité y sont de vains mots. La classe ouvrière n'a aucun moyen de contrôle sur ce qui se fait en son nom.

Le projet de Constitution a beau être très long, plus élaboré, plus minutieux sur le plan juridique, il reflète une réalité bien plus éloignée du communisme que ne l'était le jeune Etat ouvrier d'après 1917 avec sa Constitution plus courte qui avait l'allure d'un simple texte de propagande à l'adresse des ouvriers et paysans pauvres, annonçant

qu'une classe jusqu'alors exploitée avait pris le pouvoir et qu'elle s'en servirait pour débarrasser le pays des exploités. Cette Constitution n'avait aucun besoin de délimiter précisément ce que pouvait faire ou ne pas faire un citoyen. Il lui suffisait de dire aux ouvriers, aux paysans, à toutes les petites gens de la société russe et de proclamer au monde entier que le pouvoir c'était eux, les petites gens et leur intervention directe dans les affaires publiques. C'est bien cette intervention des masses populaires dans les affaires de l'Etat qui faisait sa force et son efficacité.

Les textes de lois en eux-mêmes ne représentent rien. C'est l'activité des forces sociales qui leur donne un contenu.

Et par-delà la Constitution bien policée de Brejnev, ce n'est pas comme en 1917 l'activité des masses prolétariennes mais bien la

dictature de la bureaucratie et de son KGB qui imposent leur loi à la société soviétique.

Et ce n'est pas une Constitution octroyée par la bureaucratie qui pourra rendre le pouvoir aux travailleurs russes. Seule une nouvelle révolution peut le leur rendre, une révolution pour balayer la bureaucratie parasitaire qui se taille la part du lion dans les richesses produites, une révolution pour détruire son Etat monstrueux qui étouffe toutes libertés de pensée, de critique et fait régner un ordre policier sur l'ensemble de la société, une révolution qui renouera avec la lutte des travailleurs de 1917 qui virent à bâtir une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression dans le monde entier, une société communiste.

D.C.

ITALIE

Des attentats aveugles qui n'ont rien de révolutionnaire

● Les 2 et 3 juin, en l'espace de 48 heures, quatre attentats ont été commis à l'encontre de journalistes italiens dans des villes différentes. Trois journalistes ont été blessés aux jambes par des coups de feu.

Ces actes auraient été revendiqués par un coup de téléphone anonyme au journal *Corriere*

d'Informazione, par une « cellule armée des Brigades Rouges ». Si la première idée qui vient à l'esprit est qu'il s'agit là d'une provocation de l'extrême-droite ou de la police, on ne peut cependant pas exclure qu'il existe sous le nom de « Brigades Rouges » des militants persuadés de combattre réellement le capitalisme par de telles méthodes.

Rien n'est pourtant plus étranger à une véritable politique révolutionnaire prolétarienne que ce terrorisme individuel prétendant au service des travailleurs.

Car vouloir renverser le système capitaliste, cela voudrait dire organiser la classe ouvrière, être à ses côtés dans ses luttes quo-

tidiennes et lui ouvrir les yeux sur la politique de trahison que mènent les organisations traditionnelles, le Parti Socialiste et le Parti Communiste.

Voilà qui est très loin du terrorisme aveugle qui, au contraire, jette les travailleurs dans les bras de ses ennemis, les bourgeois et le gouvernement. Car

ces attentats, c'est une certitude, la classe ouvrière les réprouve profondément et soutiendra un gouvernement qui réprimera ses auteurs.

C'est bien pourquoi une telle politique, loin de servir les intérêts des travailleurs, va à leur rencontre.

Marie-Claire SOLAC.

PORTUGAL

Le Parti Communiste pour l'austérité

● Le Parti Communiste Portugais a tenu les 5 et 6 juin une conférence sur les moyens de surmonter la crise économique et financière dans laquelle se débat le pays. « Nous sommes ici pour démontrer que les masses travailleuses sont prêtes à lutter, à travailler, à faire des sacrifices pour sauver l'économie nationale du moment que sont garanties les conquêtes du 25 avril » a déclaré d'emblée Carlos Costa en ouvrant les débats devant plusieurs milliers de militants et de sympathisants, affirmation longuement reprise par Alvaro Cunhal.

Ainsi, alors que depuis le début de l'année et le programme

en même temps qu'une dévaluation de 15 %, le gouvernement de Mario Soares essaye de faire payer aux travailleurs le prix de la banqueroute totale de l'économie portugaise, le parti qui a la confiance d'un grand nombre d'ouvriers, s'affirme prêt à accepter de nouvelles mesures frappant les masses populaires, et ce au moment où tout indique que leur situation va encore s'aggraver.

Depuis des mois la hausse des prix — y compris ceux des produits alimentaires de première nécessité — dépasse largement celle des salaires limitée officiellement à 15 %, et ce alors que de l'avis gouvernemental, les effets de la dévaluation sont enco-

re à venir (le Portugal importe plus de la moitié des produits agricoles consommés). Depuis des mois, le gouvernement socialiste de Mario Soares s'attaque aux coopératives d'ouvriers agricoles et de petits paysans afin de les déposséder des terres qu'ils ont occupées ; il prépare des mesures d'indemnisation des actionnaires privés dont les entreprises ont été nationalisées ; il multiplie les garanties en faveur des investissements étrangers afin d'obtenir des Etats-Unis et de l'Allemagne le prêt d'un milliard et demi de dollars promis depuis longtemps mais sans cesse remis en cause.

Le Parti Communiste Portugais

fait mine de ne pas voir tout cela. Et il ne réclame l'ouverture de discussions avec le Parti Socialiste afin « d'établir une plateforme politique commune », alors que précisément Soares a toujours refusé toute collaboration avec lui, qu'il s'agisse de sauver la face. Ses dirigeants savent qu'ils n'ont aucune chance non seulement de parvenir au gouvernement — il n'en n'est plus question depuis longtemps — mais même simplement d'infléchir un tant soit peu la politique de Soares qui s'aligne chaque jour un peu plus sur celle que réclament à cor et à cri les partis de droite qui préparent déjà ouvertement leur candidature à la succession de

Soares. Mais, en parti responsable, le PCP s'affirme tout de même décidé à maintenir « une attitude constructive » vis-à-vis du gouvernement. Voilà dans toute sa nullité, la politique d'un parti qui prétend représenter les ouvriers mais qui vient encore une fois de se réaffirmer prêt à trahir les intérêts des travailleurs tout en sachant qu'il n'a, dans l'immédiat, aucune chance d'en recevoir le moindre remerciement de la part de la bourgeoisie. Le PCP est prêt à continuer de tenir son rôle de valet méprisé, parce que ses dirigeants n'en n'ont pas d'autre à leur répertoire.

Pierre VERNANT.